



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2012

ÉDITO DU PRÉSIDENT

Sur le plan de la politique générale, l'année 2012 a été marquée par la mise en œuvre du processus de rapprochement des trois collectivités alsaciennes en vue de la création d'une Collectivité Territoriale unique dont le principe a été soumis à référendum début 2013 et malheureusement rejeté par les électeurs.

Ce projet qui aurait impacté l'ensemble de nos politiques n'a cependant pas occupé l'exclusivité du temps des services qui ont continué à mettre en œuvre tout au long de l'année des actions au profit des Bas-Rhinois pour répondre toujours mieux à leurs attentes.

Globalement, cette année est restée fortement marquée par la crise économique et sociale qui a généré une nouvelle hausse très sensible des dépenses de solidarité affectant le budget de la Collectivité et nécessitant certaines adaptations des programmes pour maintenir les équilibres et préserver l'avenir.

Naturellement, dans ce contexte social difficile pour un nombre croissant de nos concitoyens, nos compétences de solidarité ont été fortement mises à contribution et nos agents de proximité ont multiplié les interventions pour soutenir les plus fragiles.

Pour répondre au mieux à chaque situation, et parce que les politiques classiques n'apportent pas toujours la solution adaptée, nous avons fait preuve d'innovation avec, par exemple, le Contrat de 7 heures pour les bénéficiaires du RSA qui a fait ses preuves auprès d'un public très éloigné de l'emploi.

Nous avons également renouvelé les semaines thématiques consacrées à l'insertion, à l'enfance, au handicap ou à Alzheimer afin de présenter nos politiques et de valoriser nos partenaires qui, dans les territoires, nous accompagnent pour mener nos missions de service public. Dans le domaine de l'épanouissement de la personne, nous avons poursuivi notre politique ambitieuse de rénovation des collèges tout en les équipant en parallèle d'équipements numériques qui permettent aux plus jeunes de disposer d'outils performants facilitant leur apprentissage.

Outre les travaux menés au Haut-Koenigsbourg, l'année a surtout été marquée par le déménagement des Archives Départementales dans leur nouvel écrin à proximité immédiate du Vaisseau. Ce bâtiment, attendu depuis très longtemps par le personnel et les usagers va maintenant permettre d'ouvrir le monde passionnant des archives dans des conditions matérielles optimales.



Dans nos missions de développement des territoires, nous demeurons les premiers partenaires des communes et des intercommunalités à travers les contrats qui nous lient. L'année 2012 a été marquée par la formalisation du Contrat Triennal Strasbourg Capitale Européenne qui nous permet de contribuer au développement de l'aire urbaine par des subventions à hauteur de 25 % du montant total des engagements.

Dans le domaine touristique, une coopération étroite avec le Conseil Général du Haut-Rhin et la Région Alsace nous a permis de définir une nouvelle stratégie touristique régionale et nous avons également doté le Champ du Feu d'un magnifique chalet qui permet désormais aux usagers de la station de ski de disposer d'installations modernes et confortables ce qui renforcera son attractivité.

Enfin, pour l'aménagement des territoires, plusieurs projets très importants ont été mis en œuvre et ils permettront à notre département de prendre une longueur d'avance dans les prochaines années. Ainsi en est-il du TSPO (liaison entre Wasselonne et Strasbourg) dont les travaux viennent de débiter et qui sera la première ligne interurbaine de transport urbain à Haut Niveau de Service en France.

De la même manière, le projet de déploiement du Très Haut Débit dans notre région permettra aux administrations et surtout aux entreprises de pouvoir utiliser une technologie de pointe qui leur permettra d'améliorer leurs relations avec leurs clients ou leurs fournisseurs.

Telles sont quelques illustrations de l'activité des 3 900 agents de nos services qui plus, que jamais, contribuent activement, avec beaucoup de savoir-faire et d'engagement à faciliter la vie de tous Bas-Rhinois d'aujourd'hui et à construire le Bas-Rhin de demain.

Guy-Dominique Kennel
Président du Conseil Général du Bas-Rhin

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized representation of the name Guy-Dominique Kennel.

SOMMAIRE

→ AIDE À LA PERSONNE

Être solidaire des Bas-Rhinois à tout âge de la vie

- > Personnes âgées.....p. 7
- > Personnes handicapéesp. 9
- > Santé publiquep. 13
- > Insertion et emploip. 15
- > Lieux d'accueil du public.....p. 17
- > Protection de l'enfance.....p. 19
- > Protection maternelle et infantile.....p. 21
- > Assistants familiaux.....p. 23

→ ÉPANOUISSEMENT DE LA PERSONNE

Donner une chance à chacun de s'épanouir

- > Le Vaisseaup. 27
- > Éducationp. 29
- > Politique jeunesse.....p. 31
- > Patrimoine culturel et politique mémorielle.....p. 33
- > Château du Haut-Koenigsbourg.....p. 35
- > Archive départementalep. 37
- > Lecture publique.....p. 41
- > Pair.....p. 43
- > Sport et Loisirsp. 45
- > développement artistique.....p. 47

→ AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Aménager durablement et équitablement le territoire

- > Routes, transports et déplacementsp. 53
- > Grand projet d'infrastructurep. 55
- > Entretien des routes départementales.....p. 57
- > Déplacements, transports et grand équipements.....p. 59
- > Technologies de l'information et de la communicationp. 65

- > Habitat.....p. 67
- > Aménagement et urbanismep. 71
- > Immobilier.....p. 73

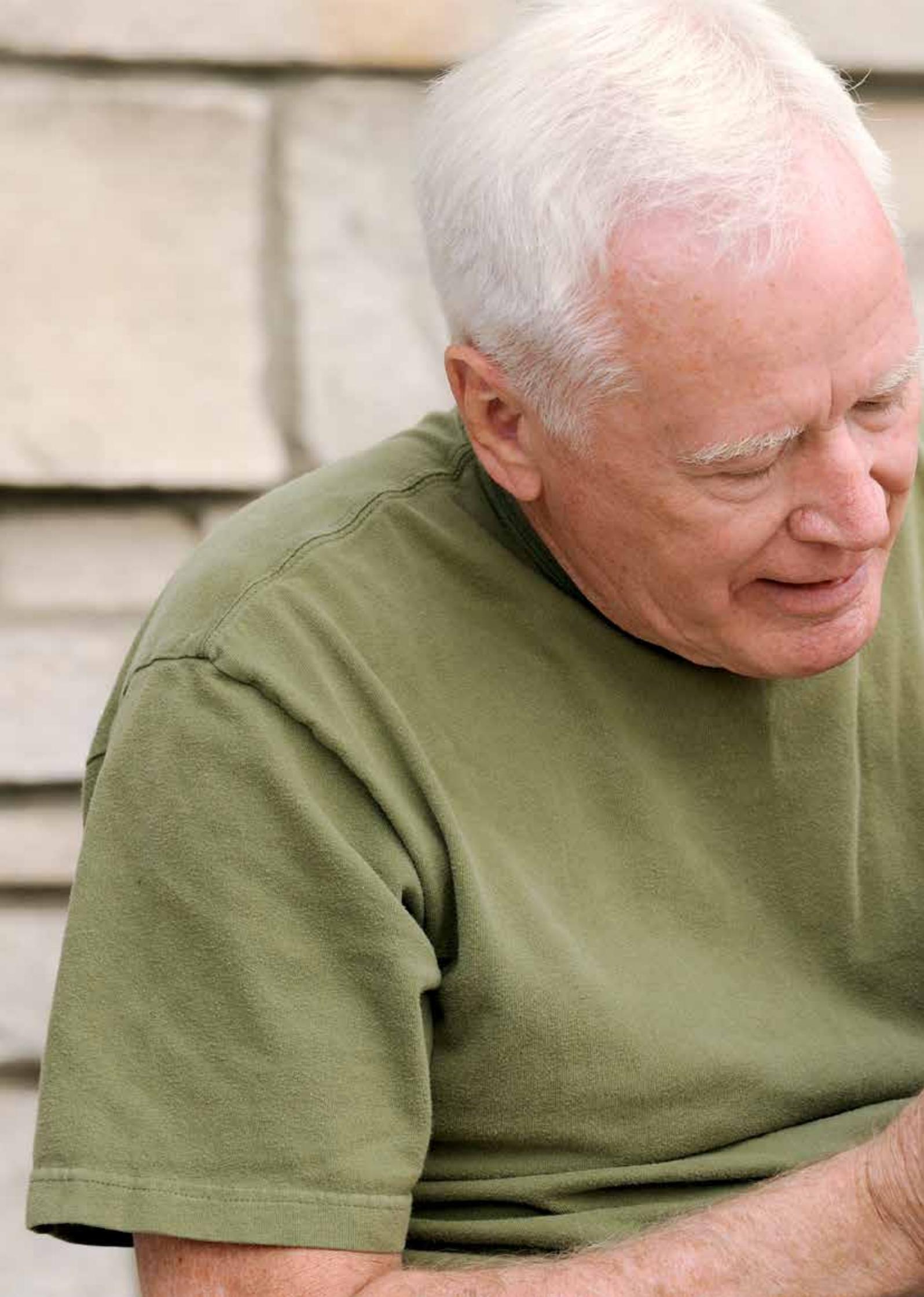
→ DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Promouvoir les richesses économiques du Bas-Rhin

- > Développement économique et touristiquep. 77
- > Développement local en milieu rural et urbainp. 79
- > Relations internationalesp. 81
- > Espaces naturels et éducation à l'environnementp. 83
- > Eau, assainissement et déchets.....p. 85
- > Service de l'administration générale :
 - cellule administration de données.....p. 87
- > Rivières.....p. 89
- > Agriculture et espaces ruraux.....p. 91
- > Laboratoire départemental d'analyses.....p. 93
- > Sécuritép. 95
- > Parc départemental d'Ersteinp. 97

→ L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- > Mission Appui au pilotage et inspectionp. 101
- > Direction des affaires juridiques.....p. 103
- > Commande publiquep. 105
- > Direction des Ressources humainesp. 107
- > Systèmes d'informationp. 109
- > Finances.....p. 113
- > Communicationp. 117
- > Territoires.....p. 119



aide à La PERSONNE

→ ÊTRE SOLIDAIRE DES BAS-RHINOIS
À TOUT ÂGE DE LA VIE



PERSONNES HANDICAPÉES

→ LES MISSIONS

PLACÉE SOUS TUTELLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE DU CONSEIL GÉNÉRAL, LA MDPH, GUICHET UNIQUE D'ACCÈS À L'INFORMATION ET AUX DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES ET DE LEURS FAMILLES, A POUR MISSION D'ACCUEILLIR, D'INFORMER, D'ACCOMPAGNER ET DE CONSEILLER LES PERSONNES HANDICAPÉES ET LEUR FAMILLE, D'ASSURER L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE CHARGÉE D'ÉVALUER LES BESOINS DE COMPENSATION DE LA PERSONNE HANDICAPÉE, AINSI QUE LA GESTION DE LA COMMISSION DES DROITS ET DE L'AUTONOMIE DES PERSONNES HANDICAPÉES (CDAPH) QUI SE PRONONCE SUR L'ENSEMBLE DES DEMANDES DE PRESTATIONS EN FAVEUR DES PERSONNES HANDICAPÉES ENFANTS ET ADULTES. LE CONSEIL GÉNÉRAL PROCÈDE PAR AILLEURS AU VERSEMENT D'AIDES FINANCIÈRES DESTINÉES AU MAINTIEN À DOMICILE (AIDE MÉNAGÈRE LÉGALE, PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP) ET À L'ACCUEIL EN ÉTABLISSEMENT. EN OUTRE, LE CONSEIL GÉNÉRAL EST COMPÉTENT POUR AUTORISER LA CRÉATION DE CERTAINS ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES AINSI QUE POUR AGRÉER LES PERSONNES SOUHAITANT EXERCER LA PROFESSION D'ACCUEILLANT FAMILIAL.

→ LES ACTIONS 2012

LA PRÉPARATION DE LA MAISON DE L'AUTONOMIE

La Maison de l'Autonomie a vocation à réunir sous une même entité le service du conseil général pour l'autonomie des personnes âgées et handicapées ainsi que la MDPH dans une logique de mise en cohérence des organisations, de mutualisation des moyens, et de convergence des politiques en direction des personnes âgées et en situation de handicap. Son inauguration est prévue pour le second trimestre 2013.

MODERNISATION DE LA MDPH

Préparé tout au long de l'année 2012, le projet de gestion électronique vise à dématérialiser les dossiers instruits par la MDPH pour gagner en efficacité et permettre in fine la mise en ligne de certains documents directement téléchargeables par les usagers. La mise en production de la gestion électronique est planifiée pour le printemps 2013 et le lancement du Portail Web usager pour la fin 2013.

SEMAINE DU HANDICAP

La MDPH a organisé, en partenariat avec le Conseil général, sa première Semaine du Handicap du 10 au 17 avril 2012. Cette manifestation, la 1^{re} du genre, tant à l'échelle départementale que nationale, avait pour objectif de donner au grand public un autre regard sur le handicap, en favorisant les échanges et rencontres entre les personnes valides et personnes en situation de handicap, et de faire connaître l'action de la MDPH et des professionnels, et les actions innovantes qui ont été menées.





→ LES PROJETS 2013

- Mise en œuvre de la Maison de l'autonomie en septembre 2013 par un rapprochement avec le Service pour l'autonomie des personnes âgées et handicapées ;
- Poursuite de la territorialisation de l'accueil de 1^{er} des personnes en situation de handicap au sein des UTAMS ;
- Ouverture d'un portail web à l'attention des usagers permettant de suivre en ligne le traitement de leur demande ;
- Simplification des modalités de paiement de la prestation de compensation du handicap, par la mise en place du Chèque emploi Service Universel (CESU) et du paiement direct au prestataire.

INSERTION PROFESSIONNELLE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Le partenariat avec le service public de l'emploi (SPE) a pu être confirmé dans le cadre d'une convention relative aux relations entre Pôle Emploi et la MDPH, approuvée en juin 2012. La réalisation d'un annuaire recensant l'ensemble des acteurs intervenant dans le champ de l'insertion professionnelle s'est également poursuivie dont l'édition est prévue au second semestre 2013.

TERRITORIALISATION DE L'ACCUEIL DES PERSONNES HANDICAPÉES

Dans une logique de proximité avec les usagers, le Conseil Général et la MDPH ont souhaité développer un réseau de proximité au sein des centres médico-sociaux des UTAMS, afin d'offrir aux personnes en situation de handicap un premier niveau d'accueil physique et d'information (retrait d'un formulaire de demande, dépôt d'un formulaire assorti d'une aide au remplissage et d'une vérification de la complétude, état d'avancement du dossier, renseignement relatif à une prestation, etc.) au plus proche de leur lieu de résidence.

Une expérimentation est menée sur le territoire de la Maison du Conseil général de Saverne depuis le 1er octobre 2012, où 4 usagers, répartis sur les deux sites, sont en moyenne reçus tous les jours. Le déploiement sur l'ensemble du département est prévu courant 2013.

→ LES CHIFFRES CLÉS

- 47 000 personnes en situation de handicap dont 5 000 enfants ;
- 53 000 demandes traitées par la MDPH en 2012 (soit une augmentation de 18,6 % par rapport à 2011) dont 1/4 concernent des enfants ;
- 58 % : c'est la part du Conseil Général dans les contributions versées au groupement d'intérêt public de la MDPH (contre 32 % en 2011) soit une participation nette de 1,74 M€ ;
- 72,60 M€ de dépense d'aide sociale au profit des personnes handicapées en 2012 ;
- 1 964 places en établissement pour personnes en situation de handicap (foyers d'hébergement, foyers d'accueil spécialisé, foyers d'accueil médicalisé, accueils de jour, hébergement temporaire) et 737 places de services d'accompagnement.
- 50 manifestations et 34 actions organisées à l'occasion de la Semaine du Handicap ;

PERSONNES ÂGÉES

→ LES MISSIONS

LES MISSIONS CONDUITES EN FAVEUR DES PERSONNES ÂGÉES ONT POUR OBJECTIF D'ASSURER LA GESTION DES DISPOSITIFS D'AIDES AU MAINTIEN À DOMICILE ET D'ACCUEIL EN ÉTABLISSEMENT, DE PILOTER LA COORDINATION DES ACTIONS ET DES ACTEURS SUR LES TERRITOIRES ET D'ASSURER UN SUIVI DE L'OFFRE EN MATIÈRE D'ÉTABLISSEMENT.

→ LES ACTIONS 2012



MAIA (MAISON POUR L'AUTONOMIE ET L'INTÉGRATION DES MALADES ALZHEIMER)

Dans le cadre du Plan Alzheimer 2008-2012, et des appels à projet lancés par l'ARS (Agence Régionale de Santé), le Département a décidé de développer des MAIA. Ainsi, deux MAIA ont été créées sur les territoires des Maisons du Conseil Général de Haguenau-Wissembourg et de Saverne. Les MAIA, financées par l'ARS, visent à améliorer l'accueil, l'orientation et l'accompagnement des personnes âgées en perte d'autonomie particulièrement fragilisées. Deux pilotes, trois secrétaires et cinq gestionnaires de cas conduiront ce dispositif. Des conventions entre l'ARS et le Département déterminent les modalités de fonctionnement de ces MAIA, qui d'ores et déjà ont mis en place les instances de pilotage prévus par le cahier des charges national : table tactique (concertation partenariale) et table stratégique (décisionnelle).

L'ensemble des acteurs locaux sont invités à intégrer ce dispositif : services d'aide à domicile, services hospitaliers et de soins à domicile, services sociaux, réseau sanitaire...

SEMAINE ALZHEIMER ET JOURNÉE NATIONALE DES AIDANTS

Le Conseil Général du Bas-Rhin a renouvelé ses animations à l'occasion de la journée Alzheimer, à travers des conférences sur les territoires ainsi qu'une exposition installée à l'Hôtel du Département couplée à des rencontres-débats. Ce sont près de 2 146 personnes qui ont assisté à ces animations, soit le double du public touché en 2011.

Enfin, concernant la journée nationale des aidants, un spectacle a été offert à 400 aidants sur les territoires de Saverne et de Molsheim.



→ LES PROJETS 2013

- Déploiement des MAIA sur les territoires de Saverne et de Haguenau-Wissembourg ;
- Partenariat avec l'Agence Régionale de Santé sur la mise en œuvre d'un outil informatique de suivi des listes d'attente dans les EPHAD ;
- Mise en œuvre de la Maison de l'autonomie en septembre 2013 par un rapprochement avec la Maison départementale des personnes handicapées ;
- Pilotage d'événementiels en septembre 2013 visant à mettre en lumière l'action du Département en direction des personnes atteintes d'Alzheimer



→ LES CHIFFRES CLÉS

- Dépenses, en investissement et fonctionnement, réalisées par le Conseil Général du Bas-Rhin en faveur des personnes âgées : 118,40 M€ en 2012 dont 9,80 M€ en investissement.
Parmi ces dépenses, les charges consacrées à l'APA (à domicile et en établissement) sont en augmentation constante : 81,30 M€ en 2012 (soit une hausse de 1,6 % par rapport à 2011).
La compensation de ces frais par la CNSA couvre 25 % de la dépense (20 M€ versés au titre de 2012).
- 13 262 bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile au 31.12.2012
- 9 329 bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie en établissement au 31.12.2012
- 1 566 bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement au 31.12.2012
- 9 064 lits en maisons de retraite et unités de soins de longue durée habilitées d'aide sociale auxquels se rajoutent 341 lits dans des établissements non habilités aide sociale
- 211 places d'accueil de jour Alzheimer
- 213 lits et 34 places en accueil de jour ont été mis en service en 2012 dans les établissements pour personnes âgées dépendantes suite à
 - la création des EHPAD de Woerth, de Pfaffenhoffen et Laury Munch à Strasbourg,
 - l'extension de l'EHPAD de Benfeld,
 - la mise en service d'un accueil de jour à l'hôpital La Graffenbourg à Brumath.
- 9,70 M€ de subventions accordées pour la création, l'extension ou la rénovation d'établissements à Soultz-sous-Forêts, Oberhausbergen, Brumath, Villé et Bischheim.
- 0,70 M€ de moyens nouveaux accordés aux établissements pour la prise en charge des personnes âgées dans le cadre de la démarche qualité

SANTÉ PUBLIQUE



→ LES MISSIONS

LE SERVICE DES ACTIONS DE PRÉVENTION SANITAIRE ASSURE LES MISSIONS DE PRÉVENTION DE LA TUBERCULOSE, LA PRÉVENTION ET LE DÉPISTAGE DES INFECTIONS SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES (IST), DU SIDA ET DES HÉPATITES, PARTICIPE À LA COUVERTURE VACCINALE, ET EFFECTUE DES MISSIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ-PRÉCARITÉ.

→ LES ACTIONS 2012

- Renforcement de l'accès au dépistage des IST pour les personnes en difficultés d'accès aux soins, dans le cadre du réseau des centres de dépistage anonymes et gratuits (CDAG) et en accord avec le cahier des charges des centres d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles (CIDDIST), ainsi que dans des foyers de personnes en situation de précarité
- Développement de la prévention de la tuberculose et des vaccinations auprès de la population en situation de précarité
- Actions d'éducation à la santé dans des établissements scolaires et institutions spécialisées sur les infections sexuellement transmissibles et les conduites sexuelles à risque
- Développement de la collaboration avec les services de l'ARS visant à faciliter l'accès aux soins des publics en situation de précarité et la prévention de la tuberculose et des IST.

→ LES PROJETS 2013

- Mise en œuvre d'un projet de service visant à optimiser l'organisation et la prise en charge des missions de prévention de la tuberculose, des IST, du sida, des hépatites et des vaccinations, et à déployer la fonction de coordination santé-précarité en lien avec la plate-forme santé-précarité de l'ARS et les services du CG
- Mise en place d'un protocole d'éducation thérapeutique du patient visant à améliorer l'observance dans le domaine de la tuberculose, et développement d'une consultation et d'un suivi des patients dans le cadre du centre de dépistage de la tuberculose
- Deuxième phase de paramétrage et d'évaluation des outils du service (IST, tuberculose et précarité).



→ LES CHIFFRES CLÉS

- 4 180 consultations réalisées au centre de dépistage des IST, du sida, des hépatites
- 92 déclarations obligatoires de tuberculose et 4 infections tuberculeuses latentes, ce qui a entraîné 71 visites d'entourage, soit un suivi de 2 050 personnes rejoignant la file active de 5 502 sujets contact
- 10 567 radiographies réalisées dont 4 756 par le car-radio
- 3 114 tests intradermiques réalisés
- 104 vaccins par le BCG réalisés
- 383 personnes bénéficiaires d'une intervention d'éducation à la santé ou d'une action de promotion de la santé : collégiens, lycéens, étudiants, adolescents suivis par les services de protection judiciaire de la jeunesse, primo-arrivants scolarisés.
- 4 554 doses de vaccins et tests tuberculiques fournies par le Département pour le service des APS mais aussi pour assurer des séances de vaccinations dans les mairies, et pour des personnes en situation de précarité ou ayant des difficultés d'accès aux soins.

INSERTION ET EMPLOI

→ LES MISSIONS

LE SERVICE INSERTION ET EMPLOI A EN CHARGE LA MISE EN ŒUVRE DU RSA ET DE LA POLITIQUE D'INSERTION VISANT À FAVORISER L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA NOTAMMENT

→ LES ACTIONS 2012

ACCÈS À L'EMPLOI

En 2012, l'Unité d'Accès à l'Emploi a réalisé 468 mises à l'emploi (CDD, CDI et contrats aidés). Des actions de recrutement spécifiques ont également été organisées pour permettre un retour à l'emploi durable des bénéficiaires du RSA :

- L'opération « Job ROPPENHEIM » organisée en avril 2012 a permis l'embauche de 18 bénéficiaires du RSA en qualité de vendeurs et de responsables de magasin au village des marques de ROPPENHEIM.
- Un Job Dating visant les personnes bénéficiaires du RSA, reconnues « travailleur handicapé » a rapproché une cinquantaine de personnes avec une quinzaine d'entreprises à la MCG de BISCHHEIM.
- Le 8 novembre 2012, un forum de recrutement au Centre Commercial de Rive Étoile a permis la rencontre de 5 recruteurs de ce secteur avec une cinquantaine de candidats préalablement sélectionnés.

CONTRAT AIDÉ DE 7 HEURES

Dans le cadre d'une expérimentation, 216 contrats 7 heures ont été signés au cours de l'année 2012, dont 70 contrats en interne dans les services du Conseil Général. Ces contrats ont constitué un tremplin vers un emploi pour 25 % des personnes employées et une suite positive (formation, contrat aidé 20 heures) pour 70 % d'entre elles.

RENFORCEMENT DU CONTRÔLE ET DE LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE RSA

Mise en place d'un agent chargé du contrôle et de la gestion des fraudes pour réaliser des investigations de vérification du droit au RSA.

En parallèle, a été renforcé le partenariat avec la CAF et le Procureur pour harmoniser les poursuites pénales

engagées par la Collectivité.

SEMAINE DE L'INSERTION

La « Semaine de l'Insertion 2012 », inscrite dans le mois de l'Économie Sociale et Solidaire a valorisé et rendu plus lisible les initiatives du Conseil Général dans le champ de la lutte contre les exclusions.

Des actions sur la thématique de la lutte contre les formes d'exclusions ont été organisées sur l'ensemble des territoires. Un cycle de conférences, tables rondes, et rencontres entre les acteurs des politiques sociales (associations, insertion par l'activité économique, décideurs) et les entreprises s'est déroulé à l'Hôtel du Département et a été clôturé par la remise des Trophées de la Solidarité.





→ LES CHIFFRES CLÉS

- Budget de l'allocation RSA : 118 838 270,72 €.
- Dépenses d'insertion professionnelles entreprises, chantiers d'insertion, accompagnement professionnels, Maison de l'emploi... : 9 821 276,31 €.
- Nombre de contrats aidés financés : 1 623
- Dépenses d'insertion sociales : (accompagnement social, épicerie sociale, atelier de remobilisation...): 2 007 741,00 €.

→ LES PROJETS 2013

- Plan de maîtrise budgétaire et Plan de contrôle fraude.
- Organisation d'opérations de recrutement à l'initiative de l'équipe emploi, à l'échelle départementale, multisecteurs.
- Réflexion sur la modulation des contrats CAE suite à l'expérimentation des Contrats aidés 7 heures.
- Semaine de l'Insertion pendant le mois de l'Économie Sociale et Solidaire avec remise de Trophées Solidarité.

	2010	2011	2012
Nombre de bénéficiaires du RSA Socle (ex RMI + ex API)	17 611	18 447	19 478
Nombre de bénéficiaires RSA soumis aux droits et devoirs	20 287	21 644	22 771

LIEUX D'accueil DU PUBLIC

→ LES MISSIONS

LES SERVICES MÉDICO-SOCIAUX DU DÉPARTEMENT SONT IMPLANTÉS SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DANS PLUS D'UNE CENTAINE DE LIEUX. REGROUPÉS EN SEPT UNITÉS TERRITORIALES D'ACTION MÉDICO-SOCIALE (UTAMS), SOUS LA RESPONSABILITÉ DIRECTE DU CONSEIL GÉNÉRAL, ET EN SIX UNITÉS TERRITORIALES GÉRÉES PAR LA VILLE DE STRASBOURG SUR DÉLÉGATION DU BAS-RHIN, ILS ASSURENT L'ACCUEIL ET L'ACCOMPAGNEMENT DE TOUS PUBLICS AYANT BESOIN D'UN CONSEIL OU D'UN APPUI SUR DIVERSES QUESTIONS DE LA VIE QUOTIDIENNE.

LEURS MISSIONS :

- ACCUEILLIR, INFORMER ET ORIENTER,
- ASSURER UN ACCOMPAGNEMENT MÉDICO-SOCIAL ADAPTÉ À CHAQUE SITUATION,
- COORDONNER LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES TERRITORIALISÉES ET DÉVELOPPER LE PARTENARIAT,
- PILOTER LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL

→ LES ACTIONS 2012

ACCÈS À L'EMPLOI LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS INSCRITES DANS LES PROJETS DE SERVICE ET DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL (PSDS)

Élaboré avec des professionnels, des partenaires, et des habitants, et s'appuyant sur les enjeux propres à chaque territoire, les PSDS constituent le cadre de référence pour la mise en œuvre de projets locaux à visée collective et partenariale. Pour l'année 2012, 80 nouvelles actions ont été engagées. Elles concernent les domaines de la précarité, de la santé, du soutien aux enfants et à leur famille, de l'insertion, de l'autonomie des personnes, et concourent au renforcement du lien social et au Développement Social dans les territoires.

LA MISE EN ŒUVRE DU RÉFÉRENTIEL D'INTERVENTION « LE PARCOURS DE L'USAGER »

Le Parcours de l'utilisateur est un référentiel à double portée. Il détermine, dans le domaine de l'intervention médico-sociale de proximité, l'offre de service assurée par le Conseil Général en direction des publics. Il structure la coordination des intervenants autour du parcours des personnes bénéficiaires des services du département.

LA GESTION DU FONDS DE SOLIDARITÉ LOGEMENT (FSL) EN TERRITOIRE

Depuis le mois de septembre 2012, les UTAMS sont compétentes pour se prononcer sur la quasi-totalité des volets du FSL. Cette décision prise en proximité avec une connaissance de la situation globale de la personne favorise la cohérence du parcours des usagers.

LA MISE EN PLACE DE LIEUX D'ACCUEIL À DESTINATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP SUR LE TERRITOIRE DE LA MAISON DU CONSEIL GÉNÉRAL DE SAVERNE

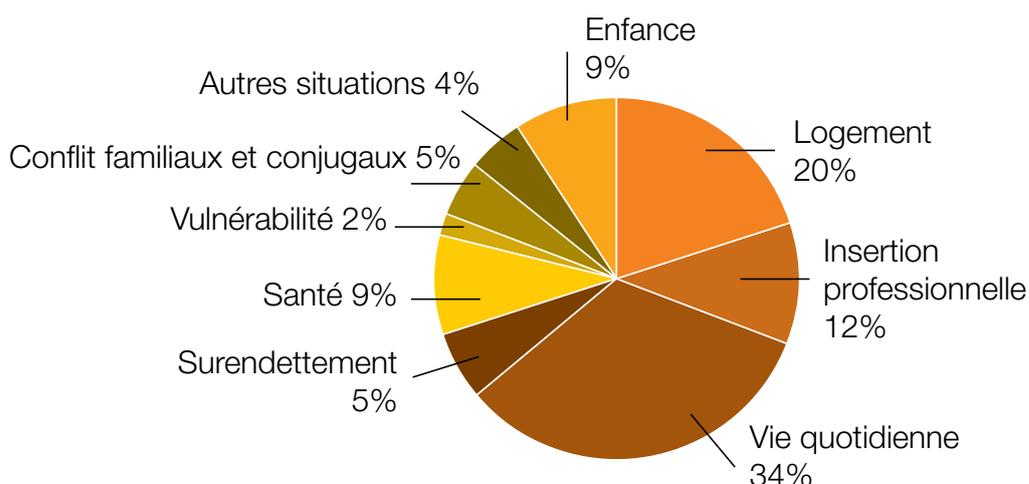
Depuis le 1^{er} octobre 2012, l'UTAMS de Saverne et le Centre Médico-Social de Drulingen accueillent les personnes en situation de handicap dans le cadre d'une expérimentation. Il leur est ainsi possible d'être informé sur leurs droits et les dispositifs existants, de retirer ou déposer un formulaire de demande et d'être accompagné par un professionnel pour le remplissage du formulaire, de connaître l'état d'avancement de leur demande

→ LES CHIFFRES CLÉS

Nombre d'entretiens réalisés : 68 688

- Nombre de ménages ayant bénéficié d'un diagnostic et/ou d'un accompagnement : 14 513
- Nombre d'accueils entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2012 : 96 869
(nouvel outil à compter du 1^{er} juillet)

Problématiques des publics reçus par les travailleurs sociaux des UTAMS



→ LES PROJETS 2013

- **Le lancement du Pacte Social Local sur deux cantons (Schirmeck et Brumath) :** cette démarche de mobilisation solidaire des acteurs locaux doit permettre d'innover, de mutualiser et de responsabiliser chaque acteur afin de construire de nouvelles réponses aux besoins sociaux des territoires.
- **La modernisation des UTAMS** avec la mise en place d'un outil informatique de suivi du parcours des bénéficiaires des services du Département.
- **La rédaction du Schéma d'intervention médico-sociale du Département** qui présentera au sein d'un document unique les enjeux de chaque grande politique sociale et leurs déclinaisons territoriales.
- **Le déploiement de l'accueil physique des personnes en situation de handicap** sur le territoire de la Maison du Conseil Général de **Wissembourg**.

PROTECTION DE L'ENFANCE

→ LES MISSIONS

LA PROTECTION DE L'ENFANCE, COMPÉTENCE OBLIGATOIRE, S'ARTICULE AUTOUR DE 3 MISSIONS.

- **LA DÉTECTION** : QUI IMPLIQUE LE RECUEIL, L'ANALYSE ET LE TRAITEMENT DES INFORMATIONS PRÉOCCUPANTES DE L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DÉPARTEMENTAL
- **LA PRÉVENTION** : QUI SE TRADUIT PAR DES ACTIONS PORTÉES PAR LES UNITÉS TERRITORIALES, LES ASSOCIATIONS DE PRÉVENTION SPÉCIALISÉE OU PAR DES MESURES PLUS CIBLÉES : ACTION ÉDUCATIVE À DOMICILE, AIDES FINANCIÈRES, ACCOMPAGNEMENT BUDGÉTAIRE OU PAR DES TISF...)
- **LA PROTECTION** : CONSISTE À ORGANISER L'ACCUEIL ET L'ACCOMPAGNEMENT D'ENFANTS CONFISÉS AU PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL SUR DÉCISION JUDICIAIRE OU ADMINISTRATIVE, AINSI QUE DES JEUNES MAJEURS DE MOINS DE 21 ANS CONFRONTÉS À DES DIFFICULTÉS. ELLE IMPLIQUE PAR AILLEURS D'ORGANISER LA COMMISSION AGRÉMENT ADOPTION ET LE SUIVI DES ENFANTS ADOPTÉS.



→ LES ACTIONS 2012

Les actions du service de protection de l'enfance ont été centrées sur deux axes principaux :

- La mise en œuvre opérationnelle de la nouvelle organisation du service engagée depuis le 2 avril 2012 qui a pour objet de renforcer les actions de proximité conduite par le Conseil Général dans le domaine de la protection de l'enfance. Ce projet a notamment donné lieu à l'installation de l'espace rencontre et de l'équipe Molsheim/Saverne dans leurs nouveaux locaux.
- La mobilisation du service autour de la prise en charge des mineurs étrangers isolés (MIE). Deux actions partenariales spécifiques ont été menées :
 - La participation au développement d'une prise en charge concertée avec la Ville de Strasbourg et l'État pour les publics confrontés au besoin d'hébergement d'urgence.
 - L'élaboration et à la mise en œuvre de la semaine de l'enfance



→ LES PROJETS 2013

L'année 2013 sera essentiellement consacrée aux projets suivants.

- La fiabilisation de la nouvelle organisation
 1. L'accompagnement des agents dans la mise en œuvre des nouvelles orientations et priorités d'action en direction des enfants, familles et partenaires
 2. L'adaptation des exigences institutionnelles et des priorités d'actions du service à l'activité en forte progression.
 3. La finalisation et la validation du guide des procédures et des documents de référentiel à usage des professionnels du service de protection de l'enfance et des partenaires
- La fiabilisation des données informatiques et des tableaux de bords de gestion et de pilotage de l'activité
- Le développement d'une approche spécialisée dans la primo-prise en charge des mineurs isolés
- La mise en œuvre d'un accueil immédiat centralisé sur l'équipe de la cellule de recueil des informations préoccupantes (CRIP)
- La participation à la mise en œuvre des actions du schéma départemental de l'enfant et de la famille programmées pour 2013. (élaboration de cahiers des charges communs par type de prise en charge...)
- La finalisation du projet de transfert des décisions en matière de TISF aux UTAMS.

→ LES CHIFFRES CLÉS

1. AU 31 DÉCEMBRE 2012

- **Enfants placés** : 2 739 dont 270 Jeunes Majeurs, et 1 652 en établissements
- **A.E.D.** : 968 enfants accompagnés sur l'ensemble du territoire.
- **A.E.M.O.** : 1 190 enfants accompagnés sur l'ensemble du territoire.
- **Tiers digne de confiance** : 237 enfants placés chez des tiers dignes de confiance.
- Pupilles de l'État : 24 enfants pris en charge par le Département
- Agréments adoption : 347 agréments en cours de validité

2. SUR L'ANNÉE 2012

- Traitement des informations préoccupantes :

1. 1 340 enfants concernés par une information préoccupante sur l'année 2012.
2. Parmi les décisions prises par le dispositif :
 1. 528 enfants signalés à l'autorité judiciaire
 2. 106 enfants ayant fait l'objet d'une mesure de prévention
 3. 326 enfants ayant fait l'objet d'un suivi social par les services du territoire
 4. 287 situations d'enfants ayant fait l'objet d'un classement en absence de danger
 5. 93 enfants en attentes de décision au 31 décembre 2012.

- Thématique de l'adoption et des pupilles de l'État :

1. 12 enfants admis au titre de pupille
2. 23 enfants confiés en vue d'adoption dont 13 issus de l'international.
3. 140 demandes d'agréments réceptionnés
4. 64 agréments délivrés
5. 5 refus (soit 7 % des demandes présentées en commission)

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

→ LES MISSIONS

SERVICE DE SANTÉ PUBLIQUE CHARGÉ DE LA PROTECTION ET DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE. SES MISSIONS SONT DESTINÉES À AGIR SUR LES PRINCIPAUX DÉTERMINANTS DE SANTÉ DE LA POPULATION AU MOYEN DE CONSULTATIONS MÉDICALES, D'ACCOMPAGNEMENTS INDIVIDUELS À DOMICILE, D'ACTIIONS DE DÉPISTAGE MÉDICALISÉ, D'ACTIIONS D'ÉDUCATION À LA SANTÉ ET DE SOUTIEN À LA PARENTALITÉ INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES. IL EST CHARGÉ DU CONTRÔLE DES MODES D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE. IL INTERVIENT DANS LA GESTION DES CRISES SANITAIRES ET RECUEILLE DE NOMBREUSES DONNÉES ÉPIDÉMIOLOGIQUES DESTINÉES À L'OBSERVATION DE LA SANTÉ.

→ LES ACTIONS 2012

- Élaboration du projet de service, rédaction du cahier des charges et conclusion du marché d'informatisation du service
- Conclusion d'un partenariat renforcé avec les maternités : informations naissance dématérialisées et animation de puériculture en maternité
- Mise en œuvre des actions des PSDS et de la semaine de l'enfance
- Élaboration du projet de réunion d'information sur le métier d'assistant maternel
- Refonte de la procédure d'agrément des assistants maternels
- Élaboration d'un livret d'accueil parents/professionnels et d'une charte qualité de l'accueil familial
- Élaboration d'un référentiel de normes pour l'accueil collectif des jeunes enfants : micro-crèches, maisons d'assistants maternels
- Participation au projet d'amélioration de l'accueil d'enfants handicapés en structures d'accueil collectif en partenariat avec la CAF, la MDPH et les volontaires du service civil
- Participation à la rédaction de la nouvelle convention CAF/CG
- Lancement du projet départemental de promotion de la santé
- Conduite avec l'ARS d'une étude scientifique sur le respect des recommandations relatives à la vaccination contre la tuberculose et la rougeole
- Accueil d'internes en médecine générale





→ LES PROJETS 2013

- Validation et mise en œuvre du projet de service
- Déploiement du système d'informatisation du service
- Élaboration d'un protocole de collaboration entre les services de PMI et du SPE
- Pilotage du projet départemental de promotion de la santé
- Élaboration d'une convention de stage en structure d'accueil collectif pour les assistants maternels
- Développement et formalisation des partenariats institutionnels et locaux
- Evaluation des centres de planification et d'éducation à la santé
- Evaluation des consultations prénatales de PMI en milieu hospitalier

→ LES CHIFFRES CLÉS

ACTIVITES DE PMI

- **Consultations prénatales :** 523
- **Consultations pédiatriques :** 9 716
- **Visites à domicile auprès de femmes enceintes et d'enfants :** 10 375
- **Dépistages en école maternelle :** 7 061
- **Enquêtes agrément assistants maternels :** 1 107
- **Assistants maternels formes :** 1 666
- **Saisie des certificats de sante du 8e jour :** 12 323

ASSISTANTS FAMILIAUX

→ LES MISSIONS

LE SERVICE DÉPARTEMENTAL DES ASSISTANTS FAMILIAUX A POUR MISSION :

- INSTRUIRE LES DEMANDES D'AGRÉMENT PERMANENT.
- ACCOMPAGNER LES ASSISTANTS FAMILIAUX DANS L'EXERCICE DE LEURS MISSIONS ET ASSURER LE SUIVI DU DISPOSITIF D'AGRÉMENT
- ASSURER LA GESTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE DES ASSISTANTS FAMILIAUX RECRUTÉS PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL
- IDENTIFIER LES BESOINS DU SERVICE DE PROTECTION DE L'ENFANCE EN MATIÈRE DE PLACEMENT FAMILIAL
- ASSURER LA PROMOTION DU MÉTIER D'ASSISTANT FAMILIAL

→ LES ACTIONS 2012

- Participation au schéma départemental de l'enfance
- Développement des relations partenariales avec le Conseil Général du Haut-Rhin et réalisation d'un tableau comparatif des salaires et indemnités des assistants familiaux
- Formation :
 - Participation au groupe projet ESTES, charte accueil stagiaire dans le domaine social
 - Intervention des travailleurs sociaux au sein de la formation initiale des assistants familiaux
- Participation de deux assistants familiaux à la semaine du Handicap
- Organisation de réunions d'information sur le projet de service et la réorganisation du service de protection de l'enfance
- Réflexion autour de l'accompagnement professionnel des assistants familiaux

→ LES PROJETS 2013

- Finalisation du Projet de Service des Assistants familiaux
- Création d'une base de données documentaire à destination des assistants familiaux
- Finalisation de la réflexion sur le traitement et la gestion des frais de déplacements
- Restitution de l'enquête « Travailler ensemble au CG67 » et participation à l'élaboration du plan d'action dans le cadre la démarche « Bien être au travail ».
- Attribution d'une carte professionnelle à chaque assistant familial
- Organisation d'une conférence sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication à destination des assistants familiaux et des professionnels de l'enfance
- Réflexion sur le contenu du stage des 60 h 00 et de nouvelles thématiques
- Participation en qualité de jury à la VAE du Diplôme des Assistants Familiaux et au DEAF
- Poursuite des réunions de travail entre le foyer départemental de l'enfance et le service départemental des assistants familiaux





→ LES CHIFFRES CLÉS

Nombre ASSFAMS Bas-Rhin	433
Nombre ASSFAMS hors département	24
Âge moyen	51
Nouveaux recrutés	15
Ancienneté moyenne	12,14
Diplômés au DEAF (CG + foyer de l'enfance)	6 (4 + 2)
Session rattrapage	
Médaillés du travail	12
Dont Médaillés du travail + de 30 ans d'activité	2



ÉPANOUISSEMENT DE LA PERSONNE

→ DONNER UNE CHANCE À CHACUN
DE S'ÉPANOUIR



Le vaisseau

→ SA MISSION

PLUS PARTICULIÈREMENT DESTINÉ AUX JEUNES DE 3 À 15 ANS DANS UN CADRE SCOLAIRE OU FAMILIAL, LE VAISSEAU - ÉQUIPEMENT ÉDUCATIF DU CONSEIL GÉNÉRAL DU BAS-RHIN, À STRASBOURG - EST UN LIEU POUR APPRENDRE, MAIS AUSSI SE DISTRAIRE, OÙ L'ENFANT EST AMENÉ À MANIPULER, COMPARER, S'INTERROGER SUIVANT SON PROPRE RYTHME ET SES PROPRES CENTRES D'INTÉRÊT. ENTRE ATELIERS, EXPOSITIONS, ANIMATIONS ET PROJECTIONS, LE VAISSEAU SE RENOUVELLE SANS CESSER EN DÉVELOPPANT INGÉNIEUSEMENT UNE APPROCHE LUDIQUE DE LA CONNAISSANCE.

→ LES PRINCIPALES RÉALISATIONS DE 2012

L'ACCUEIL DE CINQ NOUVEAUX ÉLÉMENTS INTERACTIFS

Les nouveaux éléments interactifs « Empreintes du corps », « Rapide comme l'éclair », « Heureux qui communique », « Joute cérébrale » et « Le cœur en rythme » ont pris place dans l'univers « Être humains ».

L'ACCUEIL D'UNE NOUVELLE EXPOSITION COPRODUITE PAR LE VAISSEAU « PLANTASTIC »

N'avez-vous jamais rêvé de vous perdre dans une prairie de fleurs de toutes les couleurs et d'herbes géantes ? L'exposition vous propose cette promenade végétale où chaque brin d'herbe cache une expérience scientifique, où les racines se découvrent à quatre pattes dans un tunnel et où les fruits de pissenlit s'envolent grâce à votre souffle. Une manière de développer un nouveau regard sur toutes les plantes qui nous entourent !

Coproduction > National Museums Liverpool (Royaume-Uni), Technopolis®, le centre flamand des sciences et de la technologie (Belgique), Museon (Pays-Bas), Bruns (Pays-Bas) et le Vaisseau

L'INSTALLATION D'UNE PAROI VÉGÉTALISÉE OFFERTE PAR L'ENTREPRISE SOPREMA DANS LE CADRE D'UN MÉCÉNAT

Cette paroi végétalisée a été installée à l'entrée du Vaisseau à l'occasion de l'exposition temporaire Plantastic.

LA BOURSE À LA CRÉATION POUR UN SPECTACLE À CARACTÈRE BILINGUE (FRANÇAIS ET ALLEMAND) ET UN SPECTACLE À CARACTÈRE SCIENTIFIQUE

La compagnie Les Arts Pitres avec le spectacle scientifique Zéro histoire d'un nul et la compagnie Fanchon Cigüe avec le spectacle bilingue français-allemand Pile & Palle sont les lauréats 2012 de cette bourse.

DE NOUVEAUX ATELIERS POUR LES SCOLAIRES

Avec « Plans, modèles et Cie » les élèves de cycle 2 travaillent sur la représentation spatiale : de la lecture et la réalisation d'un plan 2 à la manipulation de maquettes 3D. Avec « La ruche à la loupe », les élèves de cycle 3 observent et manipulent des éléments de la ruche et apprennent à mieux connaître les étapes de la vie d'une abeille : de l'œuf à la butineuse.

UNE FÊTE DE LA SCIENCE RECORD

Avec 5 241 visiteurs accueillis, le Vaisseau a su profiter de la fête de la science 2012 pour offrir de nombreux ateliers et démonstrations scientifiques, aux côtés de partenaires comme les jardins de la Montagne Verte, l'INRA de Colmar ou encore l'association « La compagnie Va savoir... ».

DEUX NOUVELLES ANIMATIONS THÉÂTRALISÉES

« Rose ou bleue, la matière grise ? » Pour les enfants à partir de 7 ans, en bilingue.

« Forêt, dis-nous tout ! » Pour les enfants en dessous de 6 ans accompagnés de leurs parents en français uniquement.



→ LES CHIFFRES CLÉS

- Plus de 166.000 visiteurs accueillis en 2012.
- Près de 21 % de visiteurs dans le cadre scolaire.
- Plus de 9 % de visiteurs allemands.
- 5241 : le nombre de visiteurs accueillis à la fête de la science 2012
- 800 : le nombre de classes invitées par le Conseil Général du Bas-Rhin à visiter gratuitement le Vaisseau
- 1 338 646 : le nombre de visiteurs accueillis depuis l'ouverture
- 450 m² : la taille de l'exposition temporaire « Plantastic »
- 250 m² : la taille de l'exposition temporaire « A vous de jouer »
- 0,15 % : le taux moyen annuel de pannes pour l'année 2012, un taux bien inférieur à 3 %, seuil de tolérance maximal pour le confort du visiteur

→ ET AUSSI :

- Le renouvellement des façades internes du Vaisseau,
- Une nouvelle Nuit au Vaisseau : « la nuit des grandes découvertes »,
- Le soutien du Crédit Mutuel pour toute la saison 2012,
- La mise en avant du jardin toute l'année à travers l'exposition « Plantastic ».

→ LES PROJETS 2013

- L'accueil du 5^{ème} congrès tripartite d'élèves des sciences et des techniques
- L'événement « Ose la recherche », une rencontre originale entre jeunes et chercheurs, en partenariat avec le CNRS
- L'accueil de l'exposition temporaire « Mathémanip »

éducation

→ LES MISSIONS

EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT, LA LOI A CONFIE AUX DÉPARTEMENTS LA COMPÉTENCE DES COLLÈGES. À CE TITRE, LE CONSEIL GÉNÉRAL ASSUME PLEINEMENT LES CHARGES D'INVESTISSEMENT ET DE FONCTIONNEMENT DES 90 COLLÈGES DU DÉPARTEMENT AVEC LA VOLONTÉ DE CONTRIBUER ACTIVEMENT À LA QUALITÉ DE LA VIE SCOLAIRE.

DEPUIS 2005, LE CONSEIL GÉNÉRAL A ÉGALEMENT LA CHARGE DE LA MAINTENANCE, DE LA RESTAURATION, DE L'HÉBERGEMENT, DU NETTOYAGE DES COLLÈGES, ET DE LA CARTE SCOLAIRE. À CE TITRE, PLUS DE 700 ADJOINTS TECHNIQUES DES COLLÈGES EFFECTUENT AU QUOTIDIEN L'ENSEMBLE DE CES MISSIONS AFIN D'OFFRIR LES MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL AUX COLLÉGIENS ET AUX AUTRES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ ÉDUCATIVE. LES ADJOINTS TECHNIQUES DES COLLÈGES DU DÉPARTEMENT FONT L'OBJET D'UN ACCOMPAGNEMENT PARTICULIER EN MATIÈRE DE FORMATION, DE SUIVI MÉDICAL ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL.

AU-DELÀ DE CES MISSIONS OBLIGATOIRES, LE CONSEIL GÉNÉRAL APORTE SON CONCOURS À DES ACTIONS ÉDUCATIVES VOLONTAIRES ET SOUTIENT LES TRAVAUX QUE RÉALISENT LES COMMUNES DANS LES ÉCOLES.

→ LES ACTIONS 2012



SOUTIEN POUR LES TRAVAUX DANS LES ÉCOLES PUBLIQUES

Le Conseil Général a versé 2,27 M€ d'aides à 50 communes pour les travaux de restructuration, de sécurité et d'économie d'énergie des écoles publiques.

TRAVAUX DANS LES COLLÈGES

Le budget consacré en 2012 aux investissements immobiliers dans les collèges a été de 29,39 M€. (construction, gros entretien et maintenance courante)

- Les travaux d'extensions et de restructuration transitoires au collège du Grand Ried à Sundhouse ont été livrés.

- Les travaux de restructuration se sont poursuivis aux Collèges Mental de Sélestat, Rouget de Lisle à Schiltigheim et Foch à Haguenau. Les premières phases de travaux ont été livrées pour Mental et Rouget de Lisle ce qui a permis aux établissements de prendre possession de locaux neufs ou réhabilités.
- Les travaux de restructuration et d'extension du collège de la Robertsau à Strasbourg ont débuté en octobre 2012.
- Le programme de maintenance a porté essentiellement sur des travaux de mise en sécurité des bâtiments, de conservation du bâti et d'améliorations fonctionnelles de certains espaces.

COLLÈGES NUMÉRIQUES

2012 constitue la première année de déploiement du schéma numérique des collèges adopté en juin 2011. Ce schéma comporte six volets : les connexions internet haut débit, l'achat de matériel sur catalogue, la mise en œuvre d'un appel à projets, l'espace numérique de travail, l'exploitation et les expérimentations numériques. En 2012, 60 collèges ont été raccordés au réseau Idéal, 900 ordinateurs, 500 écrans, 250 vidéoprojecteurs, 80 tableaux blancs interactifs et 50 imprimantes sont venus compléter le parc matériel des 90 collèges publics, 7 collèges sur 26 collèges candidats ont vu leur candidature retenue à l'appel à projets qui développe des projets pédagogiques innovants grâce au numérique.

CARTE SCOLAIRE

Les collégiens entrant en 6ème résidant à Mittelhausbergen et Oberhausbergen ont rejoint le collège de Mundolsheim en lieu et place du collège de Pfulgiesheim.

RATIO DOTATION DE FONCTIONNEMENT/ÉLÈVES

La dotation de fonctionnement aux collèges publics et privés s'est élevée à 319 € par élève pour un total de 52 636 élèves fréquentant les collèges publics et privés.

ACTIONS ÉDUCATIVES

Le Conseil Général développe des actions éducatives en partenariat avec l'Éducation Nationale. Ces actions se sont élevées à 2,10 M€ en 2012. Elles ont concerné les classes de découverte, le soutien à la politique régionale des langues et l'accompagnement à la scolarité. Le Département accompagne les collèges engagés dans une demande d'éducation au développement durable par la mise en œuvre d'un agenda 21 notamment pour la maîtrise de l'énergie, le tri des déchets verts et alimentaires et la solidarité.

→ LES PROJETS 2013

Projet alimentation

Sera développée la démarche d'accompagnement des collèges sur l'alimentation et la réduction des déchets en restauration collective. Des formations proposées par la Maison de la nature du Ried permettront aux professionnels des collèges de diversifier leurs approches, leurs pratiques culinaires et ainsi poursuivre le travail engagé sur la réduction des déchets alimentaires de la production au service pour agir auprès de leurs publics.

Un nouvel Espace Numérique de Travail.

Le Conseil Général du Bas-Rhin pilote, en partenariat avec la Région Alsace, le département du Haut-Rhin et le Rectorat, le marché d'étude destiné au renouvellement de l'Espace Numérique de Travail en Alsace (ENTEA) Le nouvel E.N.T. sera expérimenté dans 20 établissements à la rentrée 2014 et généralisé en 2015.

POLITIQUE DE RESTAURATION SCOLAIRE DES COLLÈGES

L'année 2012 a vu s'achever un plan de formation à l'attention des responsables de restauration pour la mise en place du Plan de Maîtrise Sanitaire. Le Conseil Général a par ailleurs développé l'implantation de salad'bar qui permettent aux collégiens de disposer à volonté de crudités afin de varier leur alimentation. Les salad'bar sont également un moyen de limiter le gaspillage alimentaire car les consommateurs peuvent ajuster les portions à leur appétit. Dans ce sens, diverses actions ont été menées avec l'aide de jeunes volontaires en service civique, auprès des personnels de restauration et des élèves pour limiter les déchets alimentaires et leur faire découvrir de nouvelles saveurs.

L'ANIMATION DES RESEAUX-METIERS

Plusieurs demi-journées de formation ont regroupé les agents de maintenance et les responsables de restauration pour leur permettre de partager leurs expériences et de perfectionner leur savoir-faire. Pour les agents de maintenance ont été abordées les questions de sécurité incendie, la gestion des fluides et la méthode 5 secondes Pour les responsables de restauration, une communication attrayante pour l'affichage des menus, les filières courtes mais également une meilleure maîtrise des fonctionnalités techniques de certains équipements mis à leur disposition dans les cuisines.

→ LES CHIFFRES CLÉS

- 90 collèges
- 46 271 collégiens
- 705 adjoints techniques des collèges
- 3 437 280 repas produits
- 615 556 m² de surfaces des bâtiments
- 1 058 310 m² de surfaces d'espaces extérieurs
- 29,39 M€ d'investissements
- 16,81 M€ de dotations de fonctionnement

POLITIQUE JEUNESSE

→ LES MISSIONS

POLITIQUE PRIORITAIRE DU CONSEIL GÉNÉRAL, L'ACTION VOLONTARISTE DU DÉPARTEMENT EN DIRECTION DES JEUNES DE 10 À 25 ANS, S'ORIENTE SELON 4 AXES : LA FORMATION ET L'INFORMATION, L'INSERTION ET L'INTÉGRATION DES PLUS FRAGILES, L'OUVERTURE ET L'ÉPANOUISSEMENT SPORTIF ET CULTUREL, LA PROMOTION DE L'ENGAGEMENT DANS LA VIE CIVILE.

→ LES ACTIONS 2012

L'ANNÉE 2012 AURA PARTICULIÈREMENT MIS L'ACCENT SUR L'ENGAGEMENT DES JEUNES ET SUR LE TRAVAIL DE CONTRACTUALISATION AVEC LES CENTRES SOCIOCULTURELS

LE SOUTIEN AUX JEUNES EN SERVICE CIVIQUE

Le Conseil Général a opté pour sa participation directe à l'expérimentation jeunesse par l'accueil de jeunes en service civique dans ses propres services sur des missions en lien avec la dépendance, l'éducation à la santé, le sport, les loisirs, la solidarité, l'environnement et la culture.

Cette deuxième promotion depuis 2011 a ainsi permis d'accueillir 35 jeunes volontaires.

LE PASS'ENGAGEMENT

L'expérimentation du Pass'Engagement menée en partenariat avec le CRAJEP de janvier 2011 à décembre 2012 sur 8 territoires bas-rhinois avait pour objectifs de reconnaître et valoriser l'engagement des jeunes par l'élaboration d'un « passeport de l'engagement » visant à promouvoir les compétences acquises par les jeunes. Cette démarche répond à un souhait fort exprimé par les jeunes eux-mêmes.

LE SOUTIEN AUX CENTRES SOCIOCULTURELS BAS-RHINOIS

De nouvelles modalités de financement des centres socioculturels (CSC) ont été décidées par le Département lors de sa séance du 11 décembre 2011. Elles visent à rassembler autant que possible et dans un souci de cohérence, les aides accordées précédemment par le Conseil Général, par le biais de la signature d'un contrat d'objectifs avec chacun des 26 CSC. Ces Contrats comprennent un soutien intégrant le fonctionnement, l'aide aux postes et aux projets. Ils se sont appuyés sur un diagnostic du territoire correspondant à chaque CSC permettant de définir des priorités partagées.

LES CONTRATS TERRITORIAUX POUR LA JEUNESSE (CTJ)

Adopté en mars 2012, les CTJ permettent d'accompagner les politiques « Jeunesse » locales et intercommunales. Depuis juin 2012, les CTJ sont proposés aux seules intercommunalités ayant la compétence « jeunesse », sur la base d'un cahier des charges et bénéficient de l'aide à l'ingénierie jeunesse et au projet phare.

→ LES PROJETS 2013

- Faire reconnaître le passeport de l'engagement par le monde de l'insertion et de l'économie et former les professionnels à l'accompagnement des jeunes engagés
- Renforcer le soutien au service civique en proposant de nouvelles missions
- Offrir une meilleure lisibilité des aides du Conseil Général à destination des jeunes
- Renforcer la connaissance du dispositif passage (numéro vert et site internet)





→ LES CHIFFRES CLÉS

- Soutien de 46 postes d'animateurs jeunes (23 en milieu rural) : 886 000 €
- Soutien financier des collectivités, des associations socio-éducatives et de 25 centres socioculturels pour leur fonctionnement et leur aide aux projets pour un montant de 2 000 000 €.
- Aide au fonctionnement des Accueils de Loisirs sans Hébergement (ALSH) à hauteur de 131 000 € soit l'équivalent de 65 500 journées/jeunes.
- Le dispositif Pass'age a enregistré en 2012 : 7 200 appels et 58 000 visites sur le site
- 43 actions de prévention ont été menées avec les outils pédagogiques du Conseil Général, ces actions ont touché 6 800 jeunes et 500 adultes.
- 18 soirées débats, parents/grand public autour de l'adolescence ont été réalisés.

Le budget consacré à la jeunesse (axe 332) s'est élevé à 3,27 M€ en 2012.

PATRIMOINE CULTUREL ET POLITIQUE MÉMORIELLE

→ LES MISSIONS

LE SERVICE DU PATRIMOINE CULTUREL A QUATRE GRANDES MISSIONS :

- PERMETTRE LA PRÉSERVATION DU PATRIMOINE BAS-RHINOIS ;
- FAVORISER LA MISE EN VALEUR AU SENS LARGE DU PATRIMOINE DÉPARTEMENTAL ;
- PERMETTRE L'APPROPRIATION DU PATRIMOINE PAR LES BAS-RHINOIS ;
- SOUTENIR LES PROJETS VISANT À FAIRE CONNAÎTRE LES DRAMES INDIVIDUELS ET COLLECTIFS QUI CE SONT NOUÉS EN ALSACE DURANT LES DEUX CONFLITS MONDIAUX ET LA GUERRE DE 1 870.

→ LES ACTIONS 2012

L'AIDE À LA RESTAURATION DU PATRIMOINE BÂTI

L'aide départementale a pour objectif d'offrir une expertise et de soutenir financièrement les travaux d'entretien de monuments portés par l'ensemble des collectivités publiques, les associations et les particuliers, en matière de patrimoine protégé, comme en matière de patrimoine non protégé (petit patrimoine, patrimoine religieux).

Le Département a apporté son soutien financier à de nombreux projets d'envergure en 2012, comme la restauration du château de Thanvillé, classé monument historique, ou encore les travaux de l'église paroissiale de Bourg-Bruche.

Par ailleurs, en matière de patrimoine castral, une douzaine d'associations œuvrent à la préservation du patrimoine et ont bénéficié d'une enveloppe départementale de 20 000 € en 2012.

Voir également dans la rubrique « Les chiffres clés » le tableau récapitulatif des subventions accordées à la sauvegarde du patrimoine bâti en 2012.

LES MUSÉES ET LES CENTRES D'INTERPRÉTATION DU PATRIMOINE

Les structures patrimoniales du Département, et notamment les musées locaux, présentent un éventail de thématiques très contrasté. Le Département mène une politique volontariste en la matière en participant financièrement à la réalisation d'équipements muséographiques et en apportant des conseils aux porteurs de projet.

En 2012, le chantier du musée de Bouxwiller s'est poursuivi. L'inauguration du nouveau bâtiment aura lieu le 29 juin 2013. Le Département est également membre du comité syndical du musée Laliq et participe à ce titre aux frais de fonctionnement. Depuis son ouverture le 1er juillet 2011, le musée a accueilli 150 000 visiteurs.

Le Département est enfin l'initiateur du label « centre d'interprétation du patrimoine ». Les travaux se sont poursuivis au CIP d'Andlau, et l'ouverture est prévue pour l'automne 2013. Le CIP de Dehlingen a débuté ses travaux en mai 2012 et une pré-ouverture est envisagée en septembre 2013. Le CIP du château du Lichtenberg a accueilli pour la première fois, en 2012, une compagnie en résidence. Le bilan de la résidence de la compagnie Rebond d'Histoires a été très positif.

Voir également dans la rubrique « Les chiffres clés » le tableau récapitulatif des crédits mandatés en 2012 en faveur des musées et du centre d'interprétation du patrimoine.

LA POLITIQUE MÉMORIELLE DANS LE BAS-RHIN

Une dizaine de projets a été soutenue par le Conseil général en 2012 au titre de la politique mémorielle, pour un montant de 33 790 €.

Par ailleurs, le colloque portant sur l'incorporation de force organisé par l'Université de Strasbourg, dans le cadre du 70e anniversaire des décrets ayant institué l'incorporation de force en Alsace, a été inauguré à l'Hôtel du Département par une réception. À cette occasion, quelques panneaux de l'exposition itinérante sur la même thématique portée par l'Association des Amis du Mémorial ont été présentés.

L'Hôtel du Département a également accueilli une conférence de l'historien Benjamin Stora, dans le cadre de la deuxième édition de la « Rencontre des Mémoires », sur la thématique « France et Algérie : mettre fin à la guerre des mémoires ». La manifestation a fait salle comble.

→ LES PROJETS 2013

La Commission Scientifique du Haut-Koenigsbourg, en lien avec le service du patrimoine culturel, préparera la publication du premier volume d'une collection d'ouvrages sur le château.

Le Département offrira ses conseils techniques en 2013 dans le cadre du projet « Bâtisseurs de châteaux-forts », piloté par l'Agence de Développement Touristique du Bas-Rhin, qui propose à des touristes de participer bénévolement à des chantiers de restauration de châteaux-forts alsaciens le temps d'un week-end.

Enfin, le Département mènera une réflexion sur le réseau des CIP et son identité visuelle



→ LES CHIFFRES CLÉS

	Crédits mandatés en 2011		
	Musées	Centre d'Interprétation du Patrimoine	Total
Investissement	533 399,00 €	550 983,00 €	1 194 268,00 €
Fonctionnement	1 009 477,00 €		1 009 477,00 €
			2 203 745,00 €

Tableau récapitulatif des crédits mandatés en 2012 en faveur des musées et du centre d'interprétation du patrimoine.

Type de projets aidés	Nombre de projets	Subventions accordées
Patrimoine bâti protégé	29	676 796,85 €
Patrimoine religieux non protégé	120 projets communaux 37 projets paroissiaux	1 574 669,66 €
Petit patrimoine	12	38 278,49 €
Fondation du Patrimoine	1	10 000,00 €
Total	199	2 299 745,00 €

Tableau récapitulatif des subventions accordées à la sauvegarde du patrimoine bâti en 2012

CHÂTEAU DU HAUT-KOENIGSBOURG

→ LES MISSIONS

UN DES OBJECTIFS QUE S'EST FIXÉ LE CONSEIL GÉNÉRAL DU BAS-RHIN EST DE FAIRE DE SON PATRIMOINE CULTUREL, UN « PATRIMOINE VIVANT » POUR LES HABITANTS ET LES VISITEURS DU BAS-RHIN. LE CHÂTEAU DU HAUT-KOENIGSBOURG EST LE PLUS EMBLÉMATIQUE DES CHÂTEAUX FORTS D'ALSACE. IL EST UN OUTIL CULTUREL ET ÉDUCATIF MAJEUR POUR COMPRENDRE L'HISTOIRE DE LA RÉGION ET AU-DELÀ, DE L'EUROPE. IL ACCUEILLE TOUS LES ANS PLUS D'UN DEMI-MILLION DE VISITEURS.



→ LES ACTIONS 2012

ÉVÉNEMENTIEL 2012 ET EXPOSITION 2013

- > La Nuit des musées (19 mai 2012)
- > Rendez-vous aux jardins (02 et 3 juin 2012)
- > Un château pour tous (8 septembre 2012)
- > C'est la récré au château! (29 et 30 septembre 2012)
- > Festival Vos oreilles ont la parole (27 octobre 2012)
- > Us et coutumes d'autrefois (scénographie de Noël)
- > NOUVEAUTÉ 2013 : exposition « Délicieux jardins du Moyen Âge. De la symbolique à la pratique » en partenariat avec la Bibliothèque Humaniste de Sélestat et l'Écomusée (juillet à septembre).

LES TRAVAUX

La restauration de la Maison alsacienne et les travaux de mise aux normes des installations techniques (systèmes électriques, lutte contre les incendies...) constituent pour le château un véritable défi, compte tenu des nombreuses contraintes techniques. Tout en restant ouvert 362 jours par an, ce sont, 5 km de tuyauterie et 120 km de câblage qui vont intégrer les parties les plus sensibles de l'édifice classé monument historique.

En 2012, la Maison alsacienne a connu l'achèvement d'une restauration d'envergure menée selon des procédés inédits. L'année 2013 sera consacrée à l'aménagement de ses volumes.

TOUJOURS PLUS D'ACCESSIBILITÉ

Établissement de référence pour sa politique en faveur des publics issus du champ social, le château du Haut-Koenigsbourg a été doublement récompensé en 2012 par le « Diplôme de mérite et de prestige européen » du Comité de l'Europe, ainsi que par le « Trophée femmes du tourisme ». Aux visites et activités adaptées s'ajoutent de nombreux outils : un espace d'interprétation audiovisuel, une maquette en relief, des livrets de visite en braille, et, depuis 2012, des visioguides en langue des signes française et allemande ainsi que des commentaires en audiodescription intégrés dans les audioguides (français et allemand).

L'ACCUEIL DES SCOLAIRES

Dans le cadre de sa mission de diffusion culturelle, le château du Haut-Koenigsbourg organise des activités éducatives pour les publics scolaires de tous les âges, de tous les milieux sociaux et porteurs ou non de handicap.

Des projets pédagogiques sont également menés tout au long de l'année avec des établissements, pour la plupart proches du château. Certains de ces projets entrent dans le cadre de dispositifs Éducation nationale : jumelages et classes du patrimoine. Comme chaque année, les élèves ont été invités à présenter à leurs proches leur réalisation lors d'une soirée spéciale au château. En 2012, elle s'est déroulée le 12 juin.



→ LES PROJETS 2013

LES GRANDS PROJETS 2013 : LA MISE EN ŒUVRE D' ACTIONS PHARES DU PROJET DE MONUMENT

En 2013, la forteresse s'engage encore plus fortement dans le développement durable en adoptant son premier « **Agenda 21** » prenant en compte des considérations environnementales, économiques, sociales et culturelles pour le bien-être et le respect du site, de son personnel, de ses visiteurs. Si le monument mène depuis plusieurs années des actions responsables, il franchit une étape majeure en élaborant 34 actions concrètes, réalisables et évaluable. Cet « **Agenda 21** » a été défini en 2012 dans le cadre d'une concertation de l'ensemble des acteurs du monument et de groupes de travail thématiques. Validé par les élus en janvier 2013, il est aujourd'hui dans sa phase de mise en œuvre.

En décembre 2012, la Commission de la culture, du patrimoine et de la mémoire a émis un avis favorable quant à la méthodologie d'élaboration du **Projet scientifique et culturel (PSC)** du château du Haut-Koenigsbourg. Ce PSC a pour objectif de définir les grandes orientations stratégiques du château pour les 5 à 10 années à venir en mettant en cohérence toutes les missions : architecture, histoire, conservation, restauration, étude, recherche, présentation, acquisition, gestion, connaissance des publics, politique des publics, accueil, activités culturelles et pédagogiques, muséographie,

→ LES CHIFFRES CLÉS

- 519 625 visiteurs
- dont 32 421 jeunes dans un cadre scolaire ou extrascolaire
- 2 866 819 € de recettes
- 361,5 journées d'ouverture au public



ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

→ LES MISSIONS

LES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES ONT POUR MISSION DE COLLECTER, CLASSER, CONSERVER ET COMMUNIQUER LES DOCUMENTS CONSERVÉS. LEUR MISSION EST DONC À LA FOIS DE PRÉSERVER LE PATRIMOINE DÉPARTEMENTAL ET DE PERMETTRE SA DIFFUSION AU PLUS GRAND NOMBRE. ELLES S'INSCRIVENT DE PLAIN-PIED DANS LA MODERNITÉ AVEC L'UTILISATION DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES.

DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2011, LE PÉRIMÈTRE D'ACTION A ÉTÉ ÉLARGI, AVEC LE RATTACHEMENT DU SERVICE DU PATRIMOINE CULTUREL À CE QUI DEVIENT LA DIRECTION DES ARCHIVES, DU PATRIMOINE ET DE LA MÉMOIRE.

→ LES ACTIONS 2012

LE DÉMÉNAGEMENT

Le déménagement des fonds des Archives départementales dans le nouveau bâtiment s'est déroulé de juillet à janvier 2013 : plus de 30 km linéaires de documents ont intégré les nouveaux magasins de conservation, rue Philippe Dollinger.

LES RECHERCHES À DISTANCE

Voir dans la rubrique « Les chiffres clés » le tableau récapitulatif des recherches à distance.

LES CHIFFRES DU LECTORAT ET DES COMMUNICATIONS DE DOCUMENTS

« Voir dans la rubriques « Les chiffres clés » le tableau récapitulatif des communications aux Archives départementales et le tableau récapitulatif du nombre de lecteurs inscrits en salle en 2012. »

LE SERVICE ÉDUCATIF

Voir dans la rubrique « Les chiffres clés » le tableau comparatif du nombre de personnes concernées par l'action du service éducatif en 2010, 2011 et 2012.

L'ACTION CULTURELLE

L'action culturelle aux Archives départementales a été marquée par l'événement « Bye-bye Fischart » : les trois séances de lectures de documents organisées à cette occasion ont rencontré un fort succès et réuni 75 personnes.





→ LES PROJETS 2013

LA REPRISE DE LA POLITIQUE DE COLLECTE D'ARCHIVES PUBLIQUES

Après plusieurs années d'interruption, la politique de collecte d'archives publiques reprendra en 2013 dans le nouveau bâtiment des Archives départementales. Parmi les nombreux fonds qui rejoindront en 2013 les magasins de conservation de la rue Dollinger, on mentionnera tout particulièrement le versement des archives de la Direction interministérielle des anciens combattants (DIAC), de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG), ou encore du Tribunal de grande instance de Strasbourg.

LA REFORME DU SITE INTERNET

Le nouveau site Internet des Archives est en cours d'élaboration.

Une première version du site internet sera mise en ligne en septembre 2013. Une seconde version, plus étoffée, sera opérationnelle à compter de janvier 2014.

CÉLÉBRATIONS DU CENTENAIRE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Dans le cadre de la préparation des célébrations du centième anniversaire de la Première guerre mondiale, les Archives départementales du Bas-Rhin se lanceront en 2013 dans un grand projet d'indexation des dossiers d'anciens combattants de la Première guerre mondiale. Cette indexation s'accompagnera de la numérisation d'une partie de ces dossiers. En parallèle, le service procédera à la numérisation des schul-chroniken, c'est-à-dire des « chroniques d'école » rédigées par les instituteurs bas-rhinois entre 1893 et 1918, voire jusqu'au début des années 1920.

LE PROJET « ARCHIVUM RHENANUM »

Les Archives départementales du Bas-Rhin se sont associées avec les Archives départementales du Haut-Rhin et de nombreux services d'archives allemands pour la création d'un portail internet transfrontalier, où seront disponibles de nombreux documents relatifs à l'histoire de la région du Rhin supérieur. Dans le cadre de ce projet, les Archives départementales du Bas-Rhin numériseront le fonds de la Préfecture d'Haguenau.

→ LES CHIFFRES CLÉS

Les recherches à distance

Type de recherche	2012
Recherches généalogiques	273
Recherches scientifiques	352
Recherches administratives	485
Total	1 110

Les recherches généalogiques représentent 25 % des demandes, les recherches administratives, 44 %, et les recherches scientifiques, 32 %.

Ces deux dernières catégories sont plus complexes que les recherches généalogiques, et nécessitent le recours à du personnel plus qualifié.

Tableau récapitulatif du nombre de lecteurs inscrits en salle en 2012, avec leur type de recherche.

Type de lecteurs	2012
Généalogistes	376
Scientifiques	330
Usagers effectuant des recherches à caractère administratif	15
Personnel des services versants	6
Autres	0
Nombre total de lecteurs inscrits	727

Tableau récapitulatif des communications aux Archives départementales par type de documents (hors documents en ligne)

Type de documents communiqués	Salle de lecture	Dans un autre service d'archives	Dans un service administratif	Total
Documents d'archives	10 053	0	101	10 154
Ouvrages, périodiques, journaux officiels...	195	0	0	195
Microfilms et microfiches	108	0	0	108
Documents sonores et audiovisuels	39	0	0	39
Total des documents communiqués dans l'année	10 395	0	101	10 496



23

21

19

7

Tableau comparatif du nombre de personnes concernées par l'action du service éducatif en 2010 et 2011 et 2012. La chute du nombre total de personnes touchées par le service éducatif s'explique par la fermeture des Archives départementales à compter de septembre 2012, en raison de leur déménagement.

	2012	2011	2010
Nombre d'élèves de classes élémentaires accueillis	26	48	0
Nombre de collégiens	152	470	575
Nombre de lycéens	97	11	0
Nombre de lycéens professionnels	0	27	0
Nombre d'étudiants accueillis dans le cadre de stages, d'initiations aux archives, de conférences, etc.	19	100	72
Nombre total d'élèves accueillis	294	656	647
Nombre d'enseignants	50	369	324
Nombre total de personnes touchées par le service éducatif (étudiants + enseignants)	344	1 025	971

LECTURE PUBLIQUE

→ LES MISSIONS

LA BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE DU BAS-RHIN, SOUTIENT LES COMMUNES ET COMMUNAUTÉS DE COMMUNES JUSQU'À 25 000 HABITANTS DANS LEUR POLITIQUE DE LECTURE PUBLIQUE, AU TRAVERS DES MISSIONS DE POLITIQUE DOCUMENTAIRE, ACTION CULTURELLE, INGÉNIERIE ET FORMATION. ELLE EST AU CŒUR D'UN RÉSEAU HUMAIN DE 2 500 PERSONNES BÉNÉVOLES ET SALARIÉS.

EN 2012, L'ÉVOLUTION DE SES MISSIONS EST ACTÉE AU TRAVERS D'UN NOUVEL ORGANIGRAMME VALIDÉ EN CTP DU 5 JUILLET ET POSITIONNANT LA DIRECTION COMME UN ACTEUR MAJEUR DE LA TERRITORIALISATION DANS LE DOMAINE CULTUREL, PRÉFIGURANT UN RÔLE D'ANIMATION D'UN RÉSEAU D'ACTEURS VOUÉ À SE DIVERSIFIER DANS LES ANNÉES À VENIR.



LE RÉSEAU ET L'OFFRE DE SERVICES

4 projets de médiathèques sont entrés dans leur phase de réalisation en 2012, ceci pour une ouverture prévue en 2013. Il s'agit des équipements de Brumath, Drusenheim, Schirmeck et Marckolsheim. Dans le même temps, à la faveur de fusions de communautés de communes, 3 territoires se sont dotés de la compétence lecture publique, amenant la BDBR à jouer un rôle de conseil pour le développement de réseaux intercommunaux de lecture publique. L'année 2012 a été marquante à ce titre. Pour finir, le projet culturel du Relais de Villé a été validé par les élus de la Communauté de Communes du Canton de Villé, tandis que le Conseil Général et l'État signaient un contrat « Territoire lecture » fin 2012.

Une évolution forte de la logistique a été entamée à partir de septembre 2012, sur la base de la création de l'unité logistique qui facilite la vie du réseau par jonction de livraisons autrefois différenciées.

En 2012, l'activité logistique a représenté :
441 livraisons de documents en gros volumes
138 livraisons de supports d'animation
164 tournées navette

L'ingénierie de la BDBR a poursuivi son développement, au travers de la poursuite du déploiement des bibliothécaires référents. Ainsi, 48 visites conseil ont été effectuées.

L'INFORMATIQUE ET LE NUMÉRIQUE

La BDBR a poursuivi résolument son déploiement de projets numériques, notamment au travers de Médiason67 qui s'est étendu à 14 médiathèques, tandis qu'ARTE VOD poursuit son déploiement, spécifiquement dans les médiathèques du territoire nord. La newsletter E-veille, avec 625 abonnés, est devenu désormais un vecteur incontournable pour la veille professionnelle sur la thématique du numérique pour le réseau et les partenaires. L'ouverture d'une page Facebook effective en 2013, amplifiera la visibilité de la BDBR.

Grâce à l'appui d'une mission de service civique, plus de 30 bibliothèques du réseau ont pu être accompagnées dans le déploiement de la messagerie, facilitant ainsi la communication avec ces équipements.

Le projet de portail a sollicité très fortement l'équipe en 2012, permettant la publication du CCTP en décembre.

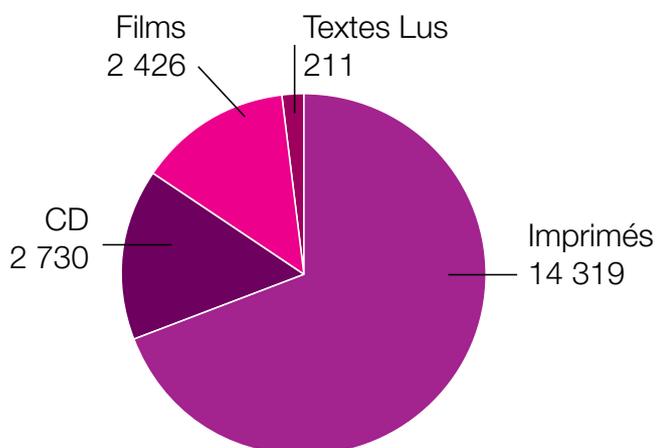
L'OFFRE CULTURELLE

L'édition 2012 du festival VOOLP, fortement soutenu par le Conseil général, a concerné 32 bibliothèques pour sa 3e édition en 2012, tandis qu'une centaine de participants s'étaient déplacés pour la journée de lancement de l'événementiel « Illustr'et vous » le 1er juin 2012.

Avec 184 jours de formation initiale ou continue représentant 520 jours/stagiaires, l'offre de formation, en se diversifiant, a permis d'étendre sa fréquentation en proposant des rendez-vous très appréciés sur les territoires : formations initiales sur site, dans les relais, présentation des nouveaux supports d'animation déconcentrés, visite du CFMI et du FRAC à Sélestat, telles sont les actions marquantes en 2012.

Par ailleurs, de nombreux partenariats ont pu être initiés et approfondis : enquête sur le public des personnes âgées sur le territoire nord, festival des Paysages sur le site de Sarre-Union, partenariat avec les collèges, instauration d'heures du conte régulières sur le site de Villé, projet avec les épiceries sociales. Dans le même temps, 29 000 documents ont été acquis, selon la répartition suivante :

Acquisitions 2011 par type de support



→ LES CHIFFRES CLÉS

- 201 bibliothèques dans le réseau
- 30 projets en cours et recensés dans les contrats de territoire
- Fonds documentaire : 468 236 imprimés, 114 449 documents audiovisuels
- Logistique : 743 échanges de documents (livraison aux 205 bibliothèques, circuits navettes)
- 470 477 documents prêtés aux collectivités de moins de 10 000 habitants.



PÔLE D'ARCHÉOLOGIE INTERDÉPARTEMENTAL RHÉNAN (PAIR)

→ LES MISSIONS

LE PÔLE D'ARCHÉOLOGIE INTERDÉPARTEMENTAL RHÉNAN : UN OUTIL PERFORMANT DE SERVICE PUBLIC À VOCATION SCIENTIFIQUE, PATRIMONIALE, ÉDUCATIVE ET CULTURELLE

CRÉÉ À L'AUTOMNE 2006, LE PÔLE D'ARCHÉOLOGIE INTERDÉPARTEMENTAL RHÉNAN (PAIR) EST UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC ADMINISTRATIF, RÉSULTANT D'UNE VOLONTÉ POLITIQUE FORTE DES DÉPARTEMENTS DU BAS-RHIN ET DU HAUT-RHIN DE S'ENGAGER DANS LE DOMAINE DE L'ARCHÉOLOGIE À L'ÉCHELLE DE LEURS TERRITOIRES. LA DIVERSITÉ DE SES MISSIONS EN FAIT UN ÉTABLISSEMENT UNIQUE À CE JOUR AU PLAN NATIONAL, INVESTI DANS L'ENSEMBLE DES COMPOSANTES DE L'ARCHÉOLOGIE : CONSEIL AUX AMÉNAGEURS, INVENTAIRE DU PATRIMOINE, OPÉRATIONS ARCHÉOLOGIQUES PRÉVENTIVES ET PROGRAMMÉES, RESTAURATION ET CONSERVATION DES COLLECTIONS, DOCUMENTATION, MÉDIATION CULTURELLE.

→ LES ACTIONS 2012

LE PROJET DE CONSTRUCTION DU PAIR - CENTRE DE CONSERVATION ET D'ÉTUDE (CCE)

Un concours d'architecte a été lancé à l'été 2012 dans le cadre de la construction du nouveau centre archéologique à l'horizon 2015 : sur 72 candidats, un premier jury de concours a retenu les trois cabinets : Denu & Paradon Architectes (67), Pierre-Louis Faloci (75) et W-Architectures (31). Une première réunion du Conseil scientifique du CCE (composé de professionnels du PAIR, du SRA, de l'Inrap, de l'Université, du CNRS, des Musées et des associations d'archéologie) s'est tenue pour aborder les grands axes de la politique de conservation du mobilier archéologique. Le projet a été présenté à l'Agence Culturelle d'Alsace (ACA) à l'ensemble des acteurs de l'archéologie régionale.

D'IMPORTANTES CHANTIERS D'ARCHÉOLOGIE

Au total 19 diagnostics archéologiques pour une surface de 83,6 ha, et 4 fouilles préventives (notamment la 2e tranche de la Plateforme Départementale d'Activités de la région de Brumath à Bernolsheim – Mommenheim, ainsi que celle d'Alsace centrale à Dambach-la-Ville) ont été réalisés dans le Bas-Rhin. Dambach-la-Ville représente d'ailleurs un site de référence pour tout le néolithique alsacien avec la découverte d'un important village de la 2nde moitié du Ve millénaire avant J.-C. On peut aussi citer la découverte rare d'un camp militaire temporaire romain à Oberschaefolsheim ainsi que la mise en évidence d'un système fortifié en bois et en terre des 13e-XIVe siècles, attesté pour la première fois par l'archéologie à Strasbourg-Rue de Lucerne. Enfin, 2 fouilles programmées, l'abri sous-roche occupé par l'Homme de Néandertal à Mutzig « Rain » et le jardin du presbytère à Châtenois, ont également été menées dans le département.

Une dizaine de conférences en lien avec des opérations archéologiques réalisées (PDA de Brumath, Roeschwoog, Ostheim, etc.) ont attiré plus de 600 personnes. Les portes-ouvertes sur des chantiers de fouille ont attiré à peu près autant de personnes sur l'année.

L'ACHÈVEMENT DU PARCOURS ITINÉRANT DE L'EXPOSITION VESTIGES DE VOYAGES

Cette exposition amorcée en 2011 au Musée de Haguenau a poursuivi son itinérance en 2012 au Musée Archéologique de Strasbourg puis au musée du Pays de Sarrebourg et du parcours Chagall. Des actions spécifiques ont été proposées en lien avec la Nuit des musées, la Semaine du handicap et les Journées de l'Archéologie.

L'ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DES INSTITUTIONS CULTURELLES

L'année a aussi été l'occasion de poursuivre l'accompagnement des collectivités dans le montage de projets d'aménagement (conseil aux aménageurs) ou encore dans la valorisation du patrimoine. Un soutien a notamment été apporté à la Ville de Châtenois dans le projet de création d'une maison du Tourisme et du Patrimoine. Le Centre d'Interprétation du Patrimoine « Les Ateliers de la Seigneurie » d'Andlau a également bénéficié d'un accompagnement du PAIR, déjà partenaire pour la réalisation d'opérations archéologiques sur le bâtiment, dans la définition des espaces d'exposition consacrés à la Seigneurie et à l'abbaye d'Andlau, et dans le recrutement d'un médiateur du patrimoine.



→ LES CHIFFRES CLÉS

- 38 diagnostics préventifs dont 31 demandes anticipées
- 6 fouilles préventives, soit 9 ha de surface de fouille, dont plus des 4 mai pour la PDA de Brumath - 2ème tranche (1,7 ha) et la PDA d'Alsace centrale à Dambach-la-Ville (6 ha)
- des moyens exceptionnels mis en œuvre pour la fouille de la rue de Lucerne à Strasbourg, un site autrefois occupé par un garage avec la présence d'hydrocarbures dans le sol, justifiant la mise en place d'équipements de protection spéciaux pour les archéologues
- 3 fouilles programmées, dont celle de Mutzig
- une trentaine d'accompagnements dans le cadre du conseil aux aménageurs
- 200 participants au Colloque international de l'Association française d'archéologie mérovingienne (AFAM) organisé par le PAIR, à l'Hôtel du Département du Bas-Rhin
- 24 000 personnes touchées par les actions de médiation (l'exposition *Vestiges de Voyages, 100 000 ans de circulation des hommes en Alsace* a généré environ 22 000 visiteurs/l'exposition dossier *La vie au Néolithique* dans la Communauté de communes de la Région de Guebwiller a attiré plus de 1 100 visiteurs)
- 30 séances d'accompagnements éducatifs assurées par le service de médiation
- 72 candidats au concours d'architecte lancé pour le Projet de construction Centre de Conservation et d'Étude (CCE)

→ LES PROJETS 2013

- le choix du maître d'œuvre pour le projet de construction du PAIR - Centre de Conservation et d'Étude (CCE)
- des fouilles archéologiques majeures sur la plateforme d'activités du Pays d'Erstein (PAPE) et sur la LGV Rhin-Rhône
- l'exposition « 100 000 ans sous les rails 2 » relative aux fouilles archéologiques réalisées dans le cadre de l'aménagement de la LGV Est européenne, en partenariat avec le Ministère de la Culture et de la Communication, RFF, et l'Inrap
- un partenariat entre le Vaisseau et le PAIR pour la réalisation d'un film en 3D sur l'archéologie
- des conférences et des portes-ouvertes à venir numériseront le fonds de la Préfecture d'Haguenau.

SPORT ET LOISIRS

→ LES MISSIONS

LE CONSEIL GÉNÉRAL DU BAS-RHIN ACCOMPAGNE LES COMMUNES, COMMUNAUTÉS DE COMMUNES ET ASSOCIATIONS DANS LEURS PROJETS DE CRÉATION OU DE RESTRUCTURATION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET SOCIO-ÉDUCATIFS.

IL APPORTE ÉGALEMENT SON AIDE AU FONCTIONNEMENT DES CLUBS SPORTIFS EN SOUTENANT LES ÉQUIPES ENGAGÉES DANS LES DIVERS CHAMPIONNATS DE FRANCE AMATEURS, EN ENCOURAGEANT LA PRATIQUE SPORTIVE, EN ASSURANT LA PROMOTION DU SPORT ET EN ACCOMPAGNANT LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT SCOLAIRE.

→ LES ACTIONS 2012

Suite à la séance plénière du 25 octobre 2010 adoptant les principes fondateurs de sa nouvelle politique sportive le Conseil Général a décidé de mettre en place des conventions d'objectifs avec les principaux comités sportifs départementaux. En 2012, ils ont été 7 à s'engager dans un tel partenariat : le handball, le basket-ball, le Taekwondo, le football américain, le ski, le cyclisme et le Judo. Au total ce sont ainsi 22 comités sportifs qui ont contractualisé avec le CG depuis 2011.

L'appel à projets pour favoriser la pratique sportive des publics « prioritaires » du Département a été reconduit en 2012 sur la même thématique que 2011 à savoir : Encourager la pratique d'activités physiques et sportives des seniors de plus de 75 ans. 6 associations ont été retenues à ce titre.

Le Conseil Général, souhaitant également encourager la pratique sportive des collégiens, a mis en place, en lien avec le comité départemental d'athlétisme, l'opération Pass'Forme : une série de tests leur permettant d'évaluer leur forme physique et des ateliers d'activités physiques et sportives, dans 10 collèges.

Il met gracieusement à la disposition du mouvement sportif la Maison Départementale des Sports à STRASBOURG. 50 ligues et comités y ont leur siège.

Par ailleurs, le Conseil Général a cofinancé les opérations structurantes suivantes :

- la construction d'un espace sportif et associatif à Entzheim ;
- la construction d'un nouveau gymnase Jacqueline à Strasbourg HautePierre ;
- la construction d'une salle polyvalente sportive à Kaltenhouse ;
- la construction d'une salle sportive et d'une salle spécialisée de sports de combat à Benfeld ;
- l'aménagement d'une zone sportive à Erstein ;
- la transformation de la piscine du Wacken en piscine nordique ;
- la réhabilitation et l'extension de la piscine de la Kibitzenau à Strasbourg.

Dans le cadre du projet « Tournant du Rhin », une étude d'opportunité a été menée sur le périmètre de la base nautique, afin de définir la faisabilité économique, juridique et financière d'une restructuration s'appuyant sur une collaboration entre le Conseil Général et des opérateurs privés.

→ LES PROJETS 2013

L'année 2013 sera prioritairement consacrée au renforcement de notre offre en ingénierie au profit des communes, structures intercommunales et associations.

Cela se traduit par un approfondissement des diagnostics territoriaux à l'échelle des Scots, qui devra aboutir à une vision élargie et plus qualitative de la situation des territoires en termes d'équipements sportifs, pour une véritable aide à la décision, dans le cadre de l'élaboration des nouveaux contrats de territoire.

Sur le site du plan d'eau de Plobsheim, le projet Tournant du Rhin se concrétisera par le déroulement des chantiers du club-house de la base nautique et de l'opération 7 Ecluses 2013 (construction d'un espace couvert, avec toilettes sèches et aménagements extérieurs, aire de jeu et pistes de pétanque), ainsi qu'avec la mise en œuvre des modalités d'ouverture plus large de la base aux visiteurs.



→ LES CHIFFRES CLÉS

- les 2 conventions d'objectifs avec des clubs de haut niveau, l'association Sélestat Alsace Handball et le Rugby Club de Strasbourg, ont été reconduites
- 66 484 licenciés sportifs de moins de 18 ans aidés et 44 781 licenciés scolaires,
- 9,40 M€ de subventions d'investissement représentant 174 opérations de construction ou de transformation dont :
 - 22 opérations relatives à des salles polyvalentes ;
 - 27 équipements de football (terrains et clubs-houses) ;
 - 28 locaux socio-éducatifs (foyers, locaux-jeunes, etc.) ;
 - 7 gymnases ;
 - 12 terrains multisports ;
 - 15 équipements de tennis (courts et clubs-houses) ;
 - 12 accueils de loisirs sans hébergement ;
 - 2 piscines ;
 - 2 skate-park.
- 3,50 M€ d'aides au fonctionnement accordées aux associations sportives bas-rhinoises.

DÉVELOPPEMENT ARTISTIQUE

→ LES MISSIONS

LORS DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE DU 25 OCTOBRE 2010, LE CONSEIL GÉNÉRAL DU BAS-RHIN A ADOPTÉ DE NOUVELLES ORIENTATIONS DE SES POLITIQUES EN FAVEUR DE LA CULTURE, DU PATRIMOINE ET DE LA MÉMOIRE POUR LES ANNÉES 2012-2014. CES ORIENTATIONS S'INSCRIVENT DORÉNAVANT DANS UNE CHARTE DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL. CETTE DERNIÈRE RECOUVRE :

- LE DÉVELOPPEMENT DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES AU TRAVERS DU SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE DÉVELOPPEMENT DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES (SDDEA) ;
- LE SOUTIEN À LA CRÉATION ET À LA DIFFUSION ARTISTIQUES, NOTAMMENT LE SOUTIEN DU DÉPARTEMENT AUX RELAIS CULTURELS ET LA CHARTE DES FESTIVALS ;
- LES LANGUES ET CULTURES RÉGIONALES ;
- « TERRITOIRES DE LECTURE », UN NOUVEAU PLAN DÉPARTEMENTAL DE LECTURE PUBLIQUE ADOPTÉ EN OCTOBRE 2009 ET LE SOUTIEN AUX ÉDITIONS D'ALSATIQUES ;
- L'ACTION CULTURELLE DANS LES TERRITOIRES ;

→ LES ACTIONS 2012

BOURSE À LA CRÉATION

Outre, la 50taine de compagnies théâtrales aidée chaque année par le CG, au titre du soutien à la création et à la diffusion de spectacles, le Département a lancé en 2011 un dispositif de bourses à la création de « spectacles vivants jeune public ». Chaque année 2 compagnies bénéficient d'une aide pouvant aller jusqu'à 15 000 € et d'une possibilité de jouer son spectacle au Vaisseau puis, de pouvoir le diffuser dans certaines salles du Bas-Rhin. En 2012 c'est la compagnie Les Arts Pîtres pour le spectacle « Zéro, histoire d'un nul » qui a été lauréat de la bourse pour le spectacle scientifique et la compagnie Fanchon Ciguè pour le spectacle « Pile ou palle » qui a été lauréate de la bourse à la création bilingue, franco-allemand.

CONCERTS DÉCENTRALISÉS D'ACCROCHE NOTE DANS LE CADRE DU FESTIVAL MUSICA

27 septembre : Saverne
2 octobre à Bischwiller
6 octobre à Sélestat

CONCERTS DÉCENTRALISÉS DE L'OPS EN 2012

Dans les communes suivantes :

Blienschwiller
Herbitzheim
Gerstheim
Orschwiller
Villé
Preuschdorf
Haguenuau
Benfeld



Compagnie Houppz pour le spectacle ZEF, Lauréat de la Bourse à la création 2011 présenté au Vaisseau en 2012



LE PASS' JEUNES ARTISTES

Le Pass' Jeunes Artistes est un dispositif de soutien aux pratiques artistiques des jeunes, au croisement de la politique culturelle et de la politique jeunesse du Conseil Général. En 2011, 6 projets ont été sélectionnés selon des critères relatifs à la qualité artistique, l'originalité, la créativité, ainsi que l'impact local, recevant une subvention allant jusqu'à 2 000 €. Les 6 lauréats ont eu l'occasion de se produire en public lors d'un événement organisé par le Conseil Général à la Salamandre en février 2012.

L'appel à projets a été reconduit pour l'année 2012 afin de soutenir de nouveaux jeunes talents. Lors de cette 2ème édition, 5 projets ont été soutenus dans différents domaines artistiques (musiques actuelles, vidéo, spectacle pluridisciplinaire). Les lauréats ont pu présenter leur projet et se produire sur scène lors d'une soirée organisée à la Laiterie le 3 octobre 2012. À cette occasion, l'appel à projets de la 3ème édition a été reconduit pour 2013.

LES RELAIS CULTURELS

Le Conseil Général du Bas-Rhin a décidé d'attribuer le label « Relais Culturel » à 10 structures sur le territoire : la Maison des Associations et de la Culture de Bischwiller, le Relais Culturel de Haguenau, l'Association Espace Athic d'Obernai, le Centre Culturel La Castine de Reichshoffen, l'Espace Rohan de Saverne, le Relais Culturel de Wissembourg, le Relais Culturel d'Erstein, le Moulin 9 de Niederbronn-les-Bains, les Tanzmatten de Sélestat, la Saline de Soultz-sous-Forêt.

Les modalités de partenariat entre le Département, la Commune et/ou la Communauté de Communes et chaque Relais Culturel ont été définies dans le cadre de contrats d'objectifs 2012-2014, qui ont été signés en 2012.

Les axes prioritaires de ces contrats sont :

- l'animation et le développement du projet culturel de leur territoire en lien avec les collectivités, les partenaires éducatifs, culturels et associatifs ;
- la coordination d'actions et d'initiatives dans le domaine de la transmission et de l'éducation artistique ;
- la prise en compte des publics prioritaires du Département et notamment les jeunes, collégiens, personnes âgées, en situation de handicap ou en difficulté sociale.

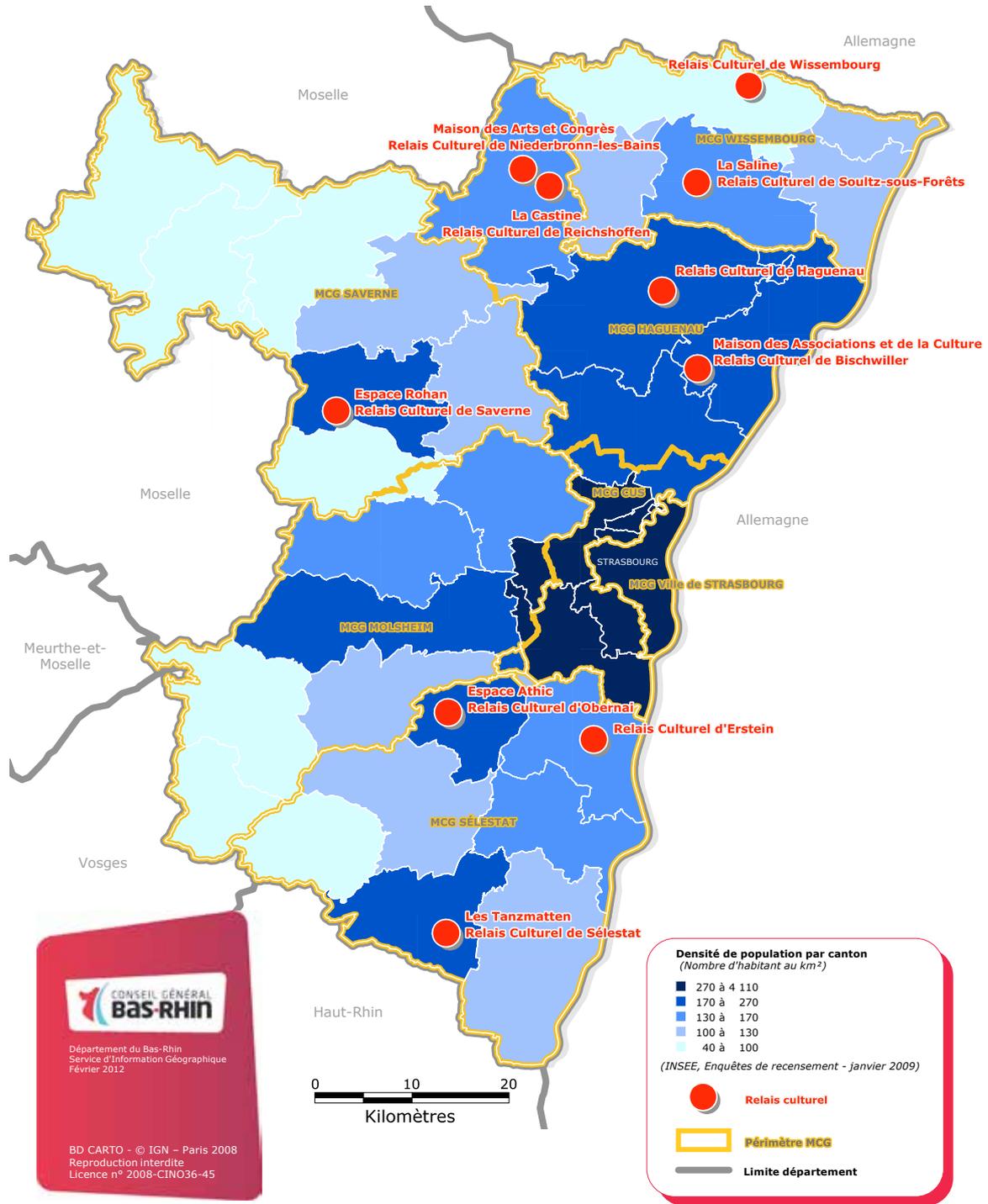
COLLÈGE AU CINÉMA

Le Département du Bas-Rhin conscient que face au déferlement de l'image sur des supports de plus en plus variés a décidé, dès 2008, de participer au dispositif national de sensibilisation à l'image « Collège au Cinéma ». La coordination a été confiée à l'association Alsace Cinémas. En 2012, 4 729 élèves de 52 collèges du département ont pu en bénéficier sur 37 communes et 20 cinémas.

Budget du service

Service du Développement Artistique	Budget réalisé 2011	Budget réalisé 2010
Fonctionnement	4 651 562,24 €	4 664 915,88 €
Investissement	1 198 367,78 €	477 281,19 €
Total	5 849 930,02 €	5 142 197,07 €

LES RELAIS CULTURELS DU BAS-RHIN







AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

→ AMÉNAGER DURABLEMENT
ET ÉQUITABLEMENT LE TERRITOIRE



ROUTES, TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS



→ LES MISSIONS

LE CONSEIL GÉNÉRAL POURSUIT SON INTERVENTION VOLONTAIRE DANS L'AMÉNAGEMENT DES GRANDES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES, AU-DELÀ DE SA COMPÉTENCE DE MAÎTRE D'OUVRAGE ET DE GESTIONNAIRE DU RÉSEAU ROUTIER DÉPARTEMENTAL (3 670 KM), EN QUALITÉ DE CO-FINANCEUR DES TRAVAUX D'INVESTISSEMENTS SUR LA VOIRIE NATIONALE QUI RELÈVE DE L'ÉTAT ET PARTENAIRE DES COMMUNES ET INTERCOMMUNALITÉS POUR LES INVESTISSEMENTS SUR LA VOIRIE COMMUNALE.

LA VOIRIE NATIONALE

La participation aux aménagements sur le réseau routier national est une action totalement volontaire du département, dans un objectif global d'amélioration de l'accessibilité routière du territoire départemental. Ce soutien s'inscrit à travers :

- le Contrat triennal Strasbourg - ville européenne : le Conseil Général du Bas-Rhin soutient volontairement l'accessibilité à la métropole pour conforter la place européenne de Strasbourg. Dans le domaine routier, cette action volontariste se manifeste par le subventionnement de la liaison interports à l'Est de Strasbourg et des travaux sur l'axe RN4 menant à l'Allemagne ;
- le Programme de Développement et de Modernisation des Infrastructures (PDMI) avec l'État : ce programme comprend une enveloppe globale d'investissement d'environ 234 M€ dont 32 M€ de participation départementale. L'année 2012 a vu se finaliser le nouveau dossier de la déviation de Châtenois (RN59) et les études techniques de la 2^{de} phase de la Rocade Sud de Strasbourg (RN353).

SECURITE ROUTIERE

Parmi les partenariats 2012, on relèvera :

- le soutien aux associations qui œuvrent en matière d'éducation à la sécurité routière : Prévention Routière animation des Centres de Prévention et de Sécurité Routière, Comité d'Action Deux Roues du Bas-Rhin pour diverses actions de sensibilisation des cyclistes, Association Vélo-Emploi pour le contrôle de sécurité des vélos
- le partenariat avec l'État dans le cadre de la semaine nationale de la sécurité routière.

Enfin le « Pôle de prévention des conduites à risques » permet une approche spécifique des jeunes, en particulier vis-à-vis du risque routier, par un numéro vert et le site internet « Pass'âge », mais aussi à travers une campagne d'affichage dans les cars départementaux.



GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURES

→ LES MISSIONS

L'ANNÉE 2012 A ÉTÉ MARQUÉE PAR LA POURSUITE DE L'EFFORT FOURNI PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL DANS LE DOMAINE ROUTIER POUR SOUTENIR LES ENTREPRISES DE BTP TOUJOURS DUREMENT AFFECTÉES PAR LA CRISE ÉCONOMIQUE.

AINSI S'EST POURSUIVIE LA MISE EN ŒUVRE DU SCHÉMA ROUTIER DÉPARTEMENTAL 2008-2020 QUI FIXE LES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE ROUTIÈRE SUR LA PÉRIODE 2008-2020 EN MATIÈRE D'OPÉRATIONS STRUCTURANTES SUR LE RÉSEAU PRINCIPAL (RD DE 1E ET 2E CATÉGORIES).

→ LES ACTIONS 2012

LES GRANDS PROJETS ROUTIERS

L'année 2012 a ainsi vu :

- l'achèvement des travaux et la mise en service complète de la RD28 entre Soultz-sous-Forêts et Seltz ;
- la poursuite des travaux d'aménagement de la RD421 entre Saverne et Hochfelden (achèvement de la section déviation de Dettwiller et giratoire avec la RD521 à l'est de Dettwiller) ;
- la poursuite des travaux de la déviation de Wolfisheim et Oberschaeffolsheim (RD45) ;
- le démarrage des travaux d'aménagement de la RD133/14 – Liaison Saverne/Bouxwiller avec la réalisation du giratoire RD14/RD6 à Steinbourg.

Ainsi 12,30 M€ ont été consacrés à la réalisation de ces grands travaux et à la poursuite des études et procédures des grandes opérations suivantes :

- l'aménagement de la RD1004 à Marmoutier
- la liaison Saverne-Bouxwiller (RD133/14 et déviation de Dossenheim) ; la liaison A4-Lorentzen (RD18)
- la Voie de Liaison Intercommunale Ouest (VLIO)
- la déviation de Mertzwiller (RD1062)
- l'aménagement de la RD1083 à Fegersheim/Lipsheim Ichtratzheim ; la suppression du PN6 à Reichstett
- la suppression du PN20 à Molsheim
- la RD1420 Giratoire et créneau de Wisches
- la RD1420 Aménagement à Rothau
- la Liaison RD1420-RD392 à Dorlisheim-Mutzig
- l'amélioration des franchissements du Rhin au nord de Strasbourg.





ENTRETIEN DES ROUTES DÉPARTEMENTALES

→ LES MISSIONS

LE CONSEIL GÉNÉRAL INTERVIENT DANS LE DOMAINE ROUTIER À DIFFÉRENTS TITRES :
L'ENTRETIEN ET LA SÉCURITÉ SUR SES 3 670 KM DE ROUTES DÉPARTEMENTALES ET SES 1 420 PONTS,
LES SUBVENTIONS AUX COMMUNES ET INTERCOMMUNALITÉS POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA VOIRIE DÉPARTEMENTALE EN AGGLOMÉRATION ET L'ENSEMBLE DE LA VOIRIE COMMUNALE, AINSI QUE LE DÉVELOPPEMENT DES MODES DE CIRCULATION DOUX AVEC LES AMÉNAGEMENTS CYCLABLES.

→ LES ACTIONS 2012

L'ENTRETIEN DU RESEAU DEPARTEMENTAL

En 2012 l'entretien programmé pour le renouvellement du revêtement des chaussées, du marquage horizontal, et des équipements routiers a concerné 220 km de routes hors agglomération et 45 km de routes en traversées d'agglomérations.

Concernant les ouvrages d'art, ce sont 2,90 M€ qui ont été consacrés aux travaux d'entretien et qui représentent environ 50 opérations de réparation courantes destinées à pérenniser les structures existantes (réfections des dispositifs de retenue, remplacement des joints de chaussée, travaux d'étanchéité, réparations diverses).

Parmi les chantiers les plus importants (grosses réparations ou reconstruction), on peut citer par exemple :

- le renforcement du mur de la RD 919 à Diemeringen
- la reconstruction du mur de la RD 919 à Frohmuhl
- la reconstruction d'un ouvrage sur la RD 224 franchissant la Mossig à Wangenbourg
- le remplacement de 2 canaux d'évacuation d'eau sur la RD 1 420 à Colroy-la-Roche, et sur la RD 201 à Diebolsheim.

En 2012, les agents du Conseil Général ont effectué la visite formalisée de 215 ouvrages et des prestataires spécialisés ont réalisé l'inspection détaillée de 23 ouvrages plus importants.
14 ouvrages ont fait l'objet d'un suivi météorologique dans le but de déterminer le caractère évolutif ou non des anomalies observées.

Au total, près de 20 M€ ont été consacrés à la réalisation de ces travaux d'entretien du réseau routier.

RESEAU ORDINAIRE ET ITINERAIRES CYCLABLES

Le réseau ordinaire des routes départementales qui assure la desserte fine des territoires bénéficie de travaux de modernisation afin de l'adapter à l'évolution du trafic et sécuriser les déplacements. Les sections de routes départementales entre Mulhausen et Niefern, Soultz/Forêts et Lobsann ainsi que entre Uttenheim et Matzenheim ont bénéficié d'un calibrage et renforcement. Par ailleurs, le Conseil Général poursuit sa politique en faveur des déplacements à vélo votée fin 2010 dans le « Plan Vélo 2020 », et a mis en service 25 km d'itinéraires cyclables supplémentaires en 2012.

A total, près de 7M€ ont été consacrés en 2012 aux opérations d'aménagement de routes départementales et d'itinéraires cyclables.

Par ailleurs, une attention particulière est portée dans les contrats de territoires pour poursuivre la prise en compte des modes doux, notamment au titre des priorités partagées pour certaines opérations.

Par exemple, pour la liaison cyclable Molsheim – Dachstein et Dachstein gare – Ermlsheim sur le territoire de la Communauté de Communes de Molsheim-Mutzig une subvention de 440 000 € (50 % du montant des travaux) est allouée par le Conseil Général.



→ Les projets/évolutions prévues à partir de 2013

Opérations de proximité (itinéraire cyclable, aménagement de carrefour et du réseau routier secondaire) : budget d'investissement de plus de 4 millions d'euros

Itinéraires cyclables : mise en avant du réseau cyclable bas-rhinois avec l'édition de la nouvelle formule de la carte « Tout le Bas-Rhin à vélo » et déploiement de la nouvelle signalisation des itinéraires cyclables (échelonné sur 3 à 4 ans).

→ L'exploitation routière

LES MISSIONS CORRESPONDANTES SONT ASSURÉES PAR L'UNITÉ DE GESTION DU TRAFIC (UGT).

Exploitation du tunnel de Schirmeck :

2012 a été marqué par le 1^{er} accident matériel dans le tunnel, le 15 septembre, lorsqu'un grumier hors gabarit a endommagé le système de ventilation. Heureusement, les dégâts n'ont été que matériels. Après dépose des éléments instables, le tunnel a pu être rouvert à la circulation quelques heures plus tard.

En 2012 l'Unité de Gestion du Trafic a procédé à la mise à jour de dossier de sécurité qui a été envoyé au Préfet en vue du renouvellement de l'autorisation d'exploitation qui a été accordée par arrêté préfectoral en date du 1 février 2013.

L'information routière à l'usager :

L'information régulière à l'intention des usagers de la route (professionnels et particuliers) apportée depuis quelques années déjà, a été améliorée avec des adaptations pour le site internet www.inforoute67.fr et des interventions des opérateurs du PC-Routes en direct sur l'antenne de France Bleu Alsace.

Le système radio :

Le Conseil Général du Bas-Rhin dispose d'un système radio analogique qui est devenu obsolète et dont la durée de vie n'excédera pas l'horizon 2015 C'est pourquoi un marché pour son remplacement par un système radio numérique a été lancé et attribué. Le déploiement est prévu sur la période 2013-2014. Il aura l'avantage d'assurer au Conseil général un réseau de transmission autonome qui pourra utilement servir en cas de crise et qui, en temps normal, sera le réseau de transmission des données pour les équipements intelligents (stations de comptage, panneaux à message variable...)

→ La viabilité hivernale

La viabilité hivernale (saison 2012-2013) a mobilisé 300 agents du Conseil Général. 18 000 tonnes de sel ont été consommées. Le coût s'est élevé à 8,60 M€.

→ L'entretien des dépendances vertes

Le fauchage des accotements :

La révision de la politique du fauchage des accotements a conduit à une diminution des interventions sur les fonds d'emprises.

Les interventions sur les accotements immédiats (le 1^{er} mètre) ont, quant à elles, été nécessairement maintenues pour garantir la sécurité et la visibilité des usagers.

Cette optimisation des interventions lors de la campagne 2011, qui s'est poursuivie en 2012, s'est traduite par une réduction de plus de 16 % des surfaces cumulées fauchées (de 4 300 ha en 2010 à 3 600 ha en 2012).

Le désherbage :

Une réduction des applications d'herbicides a progressivement été mise en œuvre ces dernières années le long des routes. Les Centres Techniques du Conseil Général ne traitent plus que **5 % des surfaces avec des herbicides chimiques**. Les surfaces sous glissières représentent la plus grande part des surfaces à traiter soit plus de **40 ha**.

Les plantations :

- 42 000 arbres (dont 30 000 hors agglo) le long des routes départementales !

Quelques chiffres de l'activité 2012 :

- Expertises phytosanitaires sur 6 548 arbres
- travaux d'élagage sur 2 050 arbres
- Plantation de 184 arbres et 2 ha de haies

DÉPLACEMENTS, TRANSPORTS ET GRANDS ÉQUIPEMENTS

→ LES MISSIONS

DANS UN CONTEXTE FINANCIER DIFFICILE, LE CONSEIL GÉNÉRAL DU BAS-RHIN MAINTIENT SON ENGAGEMENT ET SON SOUTIEN CONSTANT EN FAVEUR DE LA MOBILITÉ ET DE L'ACCESSIBILITÉ EUROPÉENNE DE STRASBOURG ET DU TERRITOIRE ALSACIEN. CET ENGAGEMENT, BIEN SOUVENT VOLONTAIRE ET AU-DELÀ DES COMPÉTENCES QUI LUI ONT ÉTÉ ATTRIBUÉES PAR LA LOI, PERMET AU DÉPARTEMENT DE CONTRIBUER À L'ÉMERGENCE DE PROJETS QUI VISENT À AMÉNAGER DE MANIÈRE DURABLE ET EFFICACE L'ESPACE BAS-RHINOIS ET D'EN RENFORCER SON ATTRACTIVITÉ.

→ LES ACTIONS 2012

MISSIONS

AÉROPORT D'ENTZHEIM

L'intervention du Conseil Général dans le domaine des transports aériens relève d'une démarche volontaire, avec pour objectif principal de soutenir la plate-forme aéroportuaire de Strasbourg - Entzheim en maintenant une desserte aérienne de qualité, à partir des différentes capitales politiques et économiques en Europe. Ainsi, en partenariat avec l'État, la CCI et la CUS, le Département participe au cofinancement de lignes régulières européennes mises en place à travers des obligations de service public à hauteur d'environ 1 M€ par an.

L'année 2012 marque pour l'aéroport le retour à une croissance significative de 8 %, avec un nombre de passagers transportés de 1 166 100, soit 86 100 de plus qu'en 2011. Cette croissance de trafic est le résultat d'une année marquée par de nombreuses ouvertures de lignes et l'arrivée de nouvelles compagnies aériennes, dont des low-cost. Cette évolution a été favorisée par le plan de relance par la baisse de la taxe d'aéroport destiné à redonner attractivité et compétitivité à la plate-forme.

Le Département du Bas-Rhin est partenaire de ce dispositif aux côtés de la Région, de la CUS et de la Chambre de Commerce et d'Industrie (contribution départementale de 425 000 €).

LES TRANSPORTS FERROVIAIRES

La desserte ferroviaire à grande vitesse de l'Alsace et du Bas-Rhin revêt pour le Conseil Général une importance stratégique en termes d'aménagement du territoire et d'ouverture européenne de la région pour confirmer la position de Strasbourg et du Bas-Rhin en tant que carrefour européen de la grande vitesse.

On ne peut que se féliciter du succès rencontré par les dessertes TGV vers Lyon et le Sud de la France, une année après la mise en service de la 1ère phase de la branche Est de la LGV Rhin-Rhône, le 11 décembre 2011, financée à hauteur de 12,87 M€ par le département.

En parallèle se poursuit l'aménagement de la 2nde phase de la LGV Est européenne, avec le quasi achèvement fin 2012 du percement du 2nd tube du tunnel sous les Vosges du Nord. La mise en service de cette nouvelle portion de ligne est prévue pour 2016 et sera financée à hauteur de 59 M€ par le département du Bas-Rhin.

Au-delà des dessertes à grande vitesse, qui contribue au développement de la région, le Conseil Général est également partenaire de la CUS, la SNCF et RFF pour des liaisons ferroviaires de proximité, en participant par exemple aux aménagements des gares pour renforcer l'intermodalité avec les lignes du Réseau 67, comme à Seltz, Soultz-sous-Forêts ou Haguenau.

Le Conseil Général cofinance par ailleurs les différentes extensions du tramway de Strasbourg, dans le cadre du contrat de territoire de l'agglomération strasbourgeoise à hauteur de 5 M€, dont les 2 extensions de la ligne A depuis l'actuel terminus de HautePierre-Maillon ou le projet de BHNS (bus à haut niveau de service) entre la gare centrale et l'espace européen de l'entreprise.



LES TRANSPORTS INTERURBAINS

LE RÉSEAU 67

L'année 2012 est marquée par la réalisation de l'évaluation des lignes du Réseau 67. Il s'agit des lignes des secteurs de l'Alsace Bossue, de l'Alsace du Nord, de la Vallée de la Bruche, du Ried, du Piémont et du Val de Villé dont les contrats arrivent à échéance en août 2013.

Des concertations locales ont été organisées par bassins de déplacements afin de définir les modalités d'adaptation des lignes, pour une mise en application à partir de septembre 2013.

Les principes d'adaptation ont fait l'objet d'une approbation en Séance Plénière de décembre 2012. Ces principes portent sur la création de lignes express du Réseau 67, l'adaptation de lignes de rabattement du Réseau 67 et le transfert de lignes à vocation scolaire du Réseau 67 en lignes scolaires.

Le réseau 67 a également connu une première phase de déploiement de la billettique à l'échelle départementale. 11 nouvelles lignes ont ainsi pu bénéficier de la mise en place d'équipements billettique de dernière génération, avec notamment la mise en œuvre du billet sans contact.

La centrale départementale d'information et de réservation - Infos Réseau 67 - a également vu ses missions s'étoffer avec l'intégration du transport à la demande inter-territoires de la Communauté de Communes Barr-Bernstein en septembre 2012.

Infos Réseau 67 a réceptionné en moyenne plus de 3000 appels mensuels en 2012, soit une hausse de 19 % par rapport à l'année précédente. Des pointes à plus de 4000 appels mensuels sont enregistrées en période de rentrée scolaire.

Par ailleurs, 2 campagnes de communication pour le Réseau 67 ont été menées en 2012. Il s'agit d'abord de la promotion des 7 navettes touristiques du Réseau 67, à travers la réalisation de nouvelles fiches horaires, d'affiches ainsi que la conception d'un spot humoristique promotionnel. Ensuite, à partir de septembre 2012, le déploiement de la billettique Badgeo a fait l'objet d'un coup de projecteur sur les lignes nouvellement équipées.

LE TRANSPORT EN SITE PROPRE OUEST (TSPO)

Composante des lignes du Réseau67, le projet de car à haut niveau de service TSPO (Transport en Site Propre Ouest) entre Strasbourg et Wasselonne, est entré dans sa phase opérationnelle pour la section placée sous maîtrise d'ouvrage du département (Wasselonne-Ittenheim), suite à la déclaration d'utilité publique du projet par arrêté préfectoral le 16 janvier 2012. Cette étape a permis d'engager les appels d'offres et d'engager les premiers travaux dès la fin 2012, avec la démolition d'un ancien garage à Wasselonne (intersection RD1004).

En collaboration avec les services de l'État, qui ont en charge la section RN4 (Ittenheim- Wolfisheim) et A351, le département a poursuivi les études techniques pour finaliser le passage du TSPO sur ces deux infrastructures routières.

Enfin, la partie urbaine associe les services de la CUS et ceux du Conseil Général pour permettre une insertion dans des conditions de desserte et d'efficacité optimales

Par ailleurs, une démarche innovante à l'échelle nationale a été lancée, pour engager des réflexions liées à l'urbanisation dans le bassin de déplacement du TSPO. Ce secteur, bien plus vaste que l'axe de la RD1004, associe de nombreux partenaires : État, communes et intercommunalités, syndicats mixtes des SCOT, chambres consulaires... L'objectif est de permettre aux acteurs d'accompagner leur développement local avec l'arrivée du nouveau système de transport.

Enfin, les études de faisabilité relatives à la desserte du Kochersberg ont été présentées fin 2012 aux élus du secteur, pour permettre de travailler à un projet de desserte expresse du territoire.

TRANSPORT À LA DEMANDE

Désormais onze communautés de communes organisent un système de transport à la demande (TAD) sur leur territoire, par minibus ou taxi, sur délégation de compétence du Conseil Général, subventionné à 50 % (environ 200 000 € an). En effet, la communauté de communes de la région de Molsheim-Mutzig a ouvert son service « AutoCom' » en septembre.

Conformément aux orientations arrêtées dans le schéma directeur des transports et des déplacements, une extension territoriale des TAD des quatre communautés de communes du Piémont des Vosges, pour permettre des relations entre chacune des intercommunalités et les bourgs-centre voisins des autres communautés de communes a été mise en œuvre en septembre 2010. Le même modèle a été ensuite lancé sur les communautés de communes de Benfeld, Erstein et du Rhin, tout en faisant appel à la centrale départementale d'information et de réservation Infos Réseau 67, pour les prises de réservation et organisation des services.

COVOITURAGE

Le site internet de covoiturage www.bas-rhin.fr/covoiturage a été étendu au Conseil Général du Haut-Rhin en septembre 2012. Ce site permet de mettre en relation gratuitement des conducteurs et des passagers afin d'effectuer des trajets en commun. Près

de 700 inscrits sont recensés.

Par ailleurs, l'élaboration du schéma directeur des aires de covoiturage s'est poursuivie avec l'identification de sites d'intérêt pour la pratique du covoiturage. Des concertations locales sont organisées afin d'obtenir les accords des élus et des propriétaires pour bénéficier de places réservées au covoiturage sur des parkings publics ou privés existants. L'approbation du schéma est prévue pour 2013.

TRANSPORT DES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE

Dans le cadre du schéma directeur d'accessibilité de ses transports collectifs, adopté le 10 décembre 2007, le Conseil général a établi la programmation des arrêts à rendre accessibles d'ici 2015. Il s'agit des arrêts situés sur les lignes structurantes du Réseau 67, à raison d'un arrêt par commune par sens de circulation. Quelques travaux de mise en accessibilité ont été effectués en 2012 tandis que pour les autres, des concertations sont menées avec les élus locaux afin de définir l'emplacement précis des arrêts. La mise en œuvre s'échelonne jusqu'en 2015, conformément aux dispositions légales.

TRANSPORTS SCOLAIRES

La compétence « Transports scolaires » est dévolue aux départements depuis les lois de décentralisation de 1982 et 1984. Le Conseil Général pourvoit ainsi à l'organisation et au fonctionnement de tous les transports scolaires, de la maternelle au baccalauréat, sur tout le territoire, à l'exception des périmètres de transports urbains.

L'année 2012 a été marquée par le déploiement d'une application d'inscription dématérialisée en ligne des élèves.

Pour la première année de fonctionnement, près de 75 % des demandes ont été reçues au Conseil Général sous forme dématérialisée.





TRANSPORT DES ÉLÈVES ET ÉTUDIANTS HANDICAPÉS

Plus de 400 élèves et étudiants handicapés bénéficient d'une prise en charge des transports entre le domicile et l'établissement scolaire du service public d'enseignement. Cette aide financière du Département du Bas-Rhin, de près de 2 M€, est possible selon deux modalités, liées aux disponibilités des parents et/ou à la localisation de l'établissement d'accueil :

- soit les familles souhaitent assurer elles-mêmes le transport de leur enfant : une indemnité kilométrique de 0,20 € pour les élèves dont le taux de handicap est inférieur à 50 %, ou une indemnité de 0,45 € km pour les taux supérieurs, leur sera versée
- soit les familles ne peuvent pas organiser elles-mêmes le transport : une organisation de transports spécifiques est alors financée par le Conseil Général.

Pour les élèves handicapés à moins de 50 %, il est également possible d'utiliser un service de taxi s'il existe pour le trajet de l'élève.

ECOMOBILITÉS

Le Département s'est doté d'un Plan de Déplacements Entreprise (PDE) appelé Mobiléo en 2005. Une évaluation de ce PDE a été menée en 2012 afin d'identifier l'évolution des pratiques de déplacements des agents. Inscrite à l'Agenda 21, cette évaluation s'est manifestée par la réalisation d'une enquête 'mobilité' auprès des 4200 agents de la collectivité puis par l'élaboration d'un plan d'actions afin de relancer la dynamique.

Par ailleurs, le Conseil Général accompagne la réalisation du Plan de Déplacements Inter-Entreprises (PDIE) du Port Autonome de Strasbourg démarré en 2012.

D'autre part, le Département a soutenu le challenge inter-entreprises 'Au boulot à vélo' dans le cadre de son partenariat avec l'association CADR67. Ce challenge est destiné aux salariés afin de les inciter à se déplacer à vélo pour leurs trajets pendulaires ou professionnels. 86 entreprises du Bas-Rhin y ont participé, contre 30 l'an passé.

Enfin, la fin d'année 2012 a été marquée par le lancement de 2 Plans de Déplacements Collège, à Rosheim et à Soultz-sous-Foêts, démarches expérimentales dans le Bas-Rhin. Le Département apporte un soutien méthodologique et financier à ces démarches.

LES ACTIONS DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ DES TRANSPORTS SCOLAIRES

Depuis le 1er mai 2011, 4 assistants transports, positionnés dans chacune des unités territoriales d'aménagement du territoire, interviennent dans les transports départementaux (lignes scolaires et Réseau 67) dans des missions de contrôle et de prévention. En 2011-2012, 1 143 contrôles de lignes scolaires et 446 contrôles de lignes régulières ont pu être réalisés.

→ LES CHIFFRES CLÉS

Au 31 décembre 2012, le Réseau 67 compte 63 lignes et utilise 287 cars quotidiennement, pour un coût de fonctionnement supérieur à 20 M€

Pour l'année scolaire 2011-2012, 40 931 élèves ont été pris en charge par le Conseil Général. Ces élèves ont utilisé soit l'une des 280 lignes scolaires (20 701) ou les cars du Réseau 67 (13 896), mais aussi les services du TER (6 398), sans oublier que 571 élèves ont bénéficié d'une aide individuelle au transport en l'absence de transport public adapté (scolarité particulière, élèves internes, handicapés)

En 2012, le Département du Bas-Rhin a consacré plus de 24 M€ aux lignes de transports scolaires auxquels s'ajoutent 5 M€ de compensations d'abonnements sur le Réseau 67. La dépense moyenne par élève s'élève ainsi à 700 € an, tous modes de transport confondus.





VOIES D'EAU

Le Conseil Général du Bas-Rhin est propriétaire de trois bacs rhénans qui constituent autant de franchissements sur le Rhin, permettant une liaison routière, cycliste et piétonne continue entre la France et l'Allemagne.

Ce service public et gratuit des bacs rhénans est assuré toute l'année sans interruption sur trois sites :

- au nord : le bac à traîle Saletio à vocation plus particulièrement touristique, qui assure la liaison Seltz - Plittersdorf, dont la mise en service complète s'est effectuée en 2011 et qui donne désormais pleine satisfaction pour cet équipement expérimental et unique en France.
- le bac Drusus qui assure la liaison Drusenheim - Greffern
- au sud : le bac Rhenanus qui permet la liaison Rhinau - Kappel.

Le Conseil Général est également partenaire du Port Autonome de Strasbourg, qui s'étend tout le long du Rhin de Lauterbourg à Marckolsheim, pour le développement du transport de marchandises. À ce titre, il soutient financièrement les investissements permettant de moderniser les équipements du Port (extension du Terminal Nord à conteneurs, Portique ferroviaire, portique colis lourd. . .) pour un montant de 150 000 € au budget 2012.

→ LES CHIFFRES CLÉS

- 3 bacs rhénans, dont deux bacs automoteurs et un bac à traîle.
- 3 millions de passagers par an.
- 150 traversées quotidiennes du Rhin, fleuve international.
- Effectif : 30 personnes
- Budget annuel de fonctionnement en 2012 pour les bacs rhénans : 0,97 M€

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

→ LES MISSIONS

LE HAUT- DÉBIT, ET MAINTENANT LE TRÈS HAUT DÉBIT, SONT DEVENUS DES ÉLÉMENTS INCONTOURNABLES DE LA VIE MODERNE ET SONT MÊMES ABSOLUMENT FONDAMENTAUX POUR CERTAINES ENTREPRISES OU ORGANISATIONS.

CONSCIENT DE L'IMPORTANCE DE CES NOUVELLES TECHNOLOGIES, LE DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN S'EST DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES FORTEMENT INVESTI DANS LE DÉVELOPPEMENT ET LA MISE EN ŒUVRE DE CES ÉQUIPEMENTS AU SERVICE DE TOUS LES BAS-RHINOIS. LA MISE EN ŒUVRE DU SCHÉMA DIRECTEUR TERRITORIAL D'AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE, INITIÉ EN 2011 ET APPROUVÉ EN 2012, DOIT PERMETTRE DE RÉDUIRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE ENTRE ZONES URBAINES ET ZONES RURALES ET, À TERME, PROPOSER À CHACUN UNE SOLUTION INTERNET À TRÈS HAUT DÉBIT.

→ LES ACTIONS 2012

TRÈS HAUT DÉBIT

Le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique, élaboré conjointement avec la Région Alsace et le Département du Haut-Rhin est un document de planification destiné à définir les actions, moyens et organisations à mettre en œuvre pour favoriser le déploiement du très haut débit (THD) en Alsace.

Ce Schéma Directeur qui vise une généralisation du FTTH (Fiber to the home ou Fibre jusqu'à l'abonné) sur l'ensemble du département dans les quinze prochaines années propose les cinq grandes actions suivantes :

- Un encadrement des déploiements des opérateurs privés sur les 73 communes ayant fait l'objet d'intentions d'investissement
- Le raccordement en fibre optique des zones d'activité et des principaux établissements publics
- Des opérations de montée en débit sur les communes les plus mal couvertes en ADSL
- Le déploiement d'un réseau FTTH sur les bourgs-centres
- La généralisation du FTTH sur les autres communes

Ce schéma directeur a été validé en séance plénière du 26 mars 2012.





Afin d'expliquer et de partager les objectifs du SDTAN, des concertations ont été organisées au printemps 2012 à l'échelle de chaque intercommunalité. Ainsi, tous les élus locaux ont pu mesurer l'importance de l'effort global nécessaire (plus de 400 millions d'euros pour l'ensemble de l'Alsace), la situation relative de chaque commune dans l'ensemble du projet, et les propositions de partage des coûts entre les collectivités.

En parallèle, conformément à la première action du schéma, une convention a été élaborée avec France Telecom-Orange sur les engagements de ce dernier en matière de déploiement du FTTH sur les zones dans lesquelles l'opérateur s'est engagé à réaliser les investissements. Cette convention a été signée le 23 octobre 2012 en Préfecture de Région en présence de Mme Nelly CROES, commissaire européen à l'économie numérique.

Afin de pouvoir bénéficier des aides que l'État a prévu dans le cadre des Investissements d'Avenir (Grand emprunt), un dossier de demande de subvention a été élaboré, et plusieurs rencontres ont eu lieu avec des représentants du Commissariat Général à l'Investissement et de la Caisse des Dépôts afin de présenter notre projet.

Par ailleurs, un marché d'étude d'ingénierie global a été lancé et attribué au groupement de bureaux d'études piloté par MIRIADE pour un montant global de 2,80 M€

Les objectifs de cette mission sont :

- Disposer d'un schéma d'ingénierie de desserte en fibre optique sur l'ensemble du territoire,
- Avoir une évaluation des coûts associés
- Disposer d'un référentiel permettant de décider de la pose anticipée de fourreaux lors d'éventuels travaux de génie civil
- Modéliser ces données dans un SIG
- Permettre un démarrage des travaux prioritaires

Cette étude sera le guide général qui orientera les investissements sur les dix prochaines années.

TÉLÉPHONIE MOBILE

Concernant le plan d'effacement des zones blanches, le Conseil Général du Bas-Rhin a décidé de soutenir de manière exceptionnelle le projet d'implantation d'un relais de téléphonie mobile sur la commune d'Altwiller. Un accord financier entre toutes les parties (État, région, département et commune) a pu être trouvé devant permettre une construction de ce relais – vivement attendu par les habitants du secteur – en 2013.

HABITAT

→ LES MISSIONS

PREMIER POSTE DE DÉPENSES DES MÉNAGES, LE LOGEMENT CONSTITUE LA PREMIÈRE PRÉOCCUPATION DES BAS-RHINOIS. L'OFFRE EN LOGEMENT EST DÉFICITAIRE AUSSI BIEN EN NOMBRE QU'EN QUALITÉ, ET IL EST PARFOIS INADAPTÉ À DES MODES DE VIE ET BESOINS DES POPULATIONS QUI ONT ÉVOLUÉ.

PARCE QUE LE LOGEMENT EST AU CŒUR DE LA COHÉSION SOCIALE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, LE DÉPARTEMENT A FAIT DE L'HABITAT UNE DE SES PRIORITÉS.

LA DÉMARCHE « TERRITOIRES 2 030 » A RETENU « UN HABITAT POUR TOUS » PARMI LES 14 DÉFIS QUE LE DÉPARTEMENT DOIT RELEVER.

DEPUIS LE 1ER JANVIER 2006, LE CONSEIL GÉNÉRAL A FAIT LE CHOIX D'ASSUMER LA GESTION ET L'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE ET DEVIENT L'UNIQUE INTERLOCUTEUR POUR LA RÉPARTITION DES AIDES DÉPARTEMENTALES ET DES AIDES DE L'ÉTAT.

UNE POLITIQUE COHÉRENTE POUR RÉPONDRE AUX BESOINS EN HABITAT DES BAS-RHINOIS

Le Conseil Général a adopté **un budget 2012 volontariste** malgré un contexte financier de plus en plus tendu :

- Mise en œuvre du PDALPD (plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées) = 5,46 M€
- Aide à la pierre = 17,60 M€ (dont crédits délégués de l'État et de l'agence nationale de l'habitat)
- Soutien aux opérateurs de l'habitat = 1,31 M€
- SDAGV (schéma département d'accueil des gens du voyage) = 0,44 M€

Soit 24,81 M€ en 2012

Les SDAUHs (autorisation droit des sols et conseil en urbanisme et aménagement).

→ 1^{re} étape - **Planifier le développement du territoire** (SCOT, POS, PLU).

L'EPFL (Établissement Public Foncier) et la politique du Département (1,20 M€ mise à disposition et 5 M€ « Quartier plus 67 »).

→ 2^e étape - **Produire du foncier abordable** dans les zones à enjeux des SCoTs.

Le partenariat avec les aménageurs et l'assistance à maîtrise d'ouvrage des SDAUHs.

→ 3^e étape - **Aménager** ce foncier pour le rendre urbanisable.

Des interventions pour la construction, la réhabilitation (**parc privé et parc HLM**) et **l'accèsion sociale**. Des opérateurs spécialisés coordonnés (Viabitat 67) et conventions d'objectifs avec les autres bailleurs HLM

→ 4^e étape - **Construire, réhabiliter, adapter et renouveler** les logements pour correspondre aux plus près aux besoins de tous les habitants.

De l'information via l'**ADIL (association départementale d'information sur le logement)** Des outils d'accompagnement dans le **PDALPD** (FSL, bureaux d'accès au logement, etc.) Agence immobilière à vocation sociale HH gestion Alsace

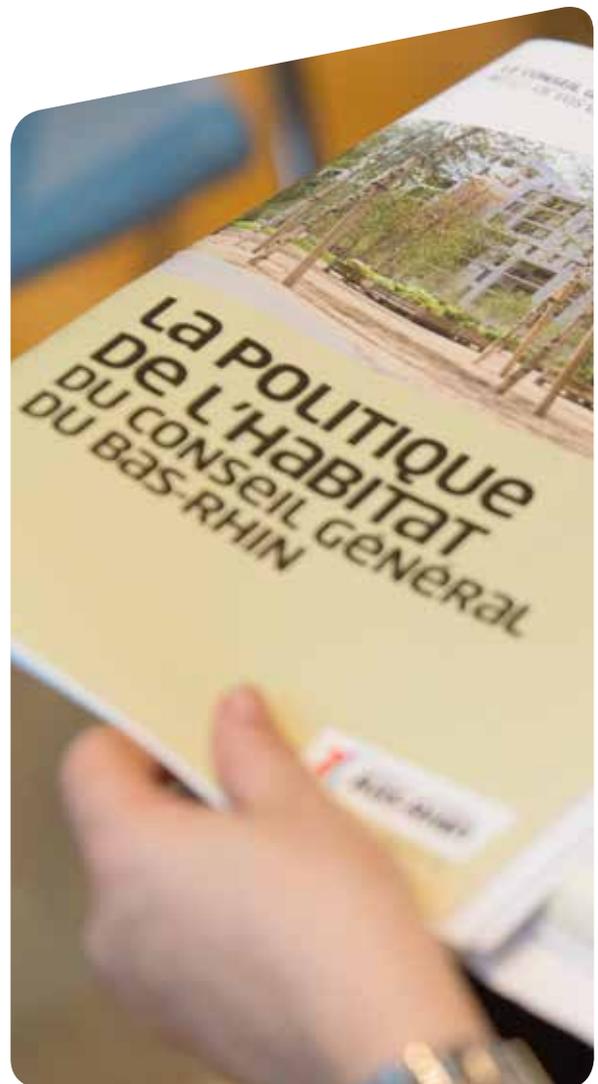
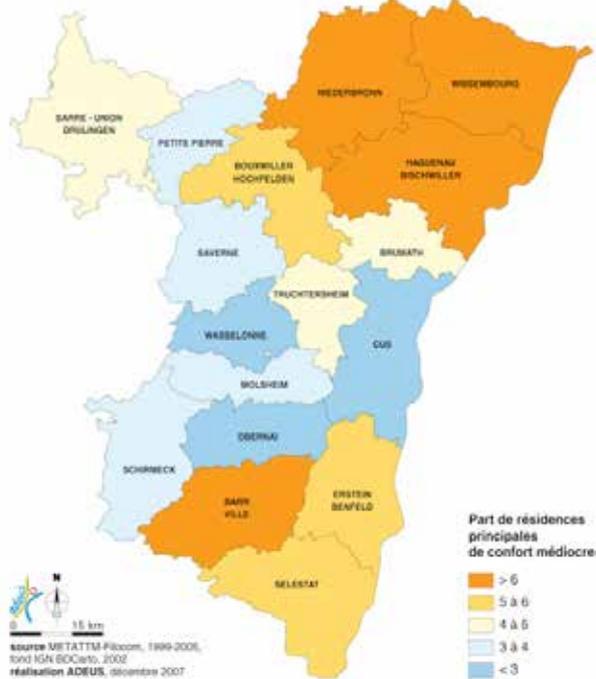
→ 5^e étape - **Favoriser le parcours résidentiel** de tous les Bas-Rhinois.

→ LES ACTIVITÉS 2012

LA RÉHABILITATION DU PARC PRIVÉ

Des besoins forts en termes de réhabilitation fortement territorialisés

Part des résidences principales de confort médiocre dans le Bas-Rhin



→ LES CHIFFRES CLÉS

Réhabilitation du parc privé dans le cadre de la délégation des aides à la pierre de l'Agence nationale de l'habitat

	Logement locatif insalubre	Logement locatif très dégradé	Logt locatif autre	Propriétaire occupant (PO) Logt insalubre	PO très dégradé	PO adaptation	Autres dossiers des propriétaires occupants	Habiter mieux réhabilitation énergétique
Conseil Général 67								
Objectifs	46	47	70	47	14	27		621
Réalisés	28	33	26	37	16	131	94	185
Réalisation	61 %	70 %	37 %	79 %	114 %	485 %		61 %
Alsace								
Objectifs	135	145	175	65	30	65		540
Réalisés	106	68	75	49	29	286	155	379
Réalisation	79 %	47 %	43 %	75 %	97 %	440 %		70 %

Ainsi, en 2012, 524 logements ont pu bénéficier d'une aide de l'Ana (agence nationale de l'habitat) avec un engagement de 4 382 249 €.

Avec les autres propres hors ANAH du Département, ce sont donc **694 logements du parc privé bas-rhinois qui ont bénéficié d'une aide en 2012.**



L'année 2012 a été marquée par un fort engagement concernant le développement de la lutte contre la précarité énergétique mais le lancement du programme département « réduire sa facture d'eau et d'énergie chez soi ».



Le Département du Bas-Rhin a également agréé 26 PSLA (prêt social de location accession), portant le total de logements agréés à 486 logements.



Foyer de la Basse Bruche - Dinsheim



Foyer de la Basse Bruche - STILL

La réalisation de logements HLM

	Objectifs 2011	Réalisations 2011	Pourcentage
PLAI (logement très social)	178	178	100,00 %
PLUS-PALULOS communale (logement social classique)	330	332	100,30 %
PLS (logement intermédiaire) (dont PLS investisseurs privés)	150	119 (49)	79,33 %
PSLA (Prêt Social Location-Accession)		27	
Total	658	656	99,69 %



DES DÉMARCHES S'INSCRIVANT DANS DES APPELS À PROJET

- Quartier Plus 67
- 4 sites labélisés en 2012 :
- ZAC Thurot à Haguenu
- ZAC de la Scierie à Brumath
- Lotissement Les Binsen à Oberhoffen sur Moder
- Lotissement Dorfgraben à Duppigheim
- 8 sites potentiellement éligibles soumis à labélisation en 2013
- dernier appel à projets en 2013
- Appel à Projets 2012 « RESIDENCE SENIOR 67 » :
- 7 projets présélectionnées
- Drusenheim
- Gries (réhabilitation + neuf)
- CDC Hattgau (Résidence sénior à Betschdorf en lien avec l'EHPAD)
- Kilstett (projet mixte privé/logement social)
- Muttersholtz
- Oberhoffen sur Moder (OPUS avec CCAS)
- Weyersheim (projet MARPA)

PROJETS ET ÉVOLUTIONS 2013

Généralisation de la territorialisation de la politique départementale de l'habitat à l'échelle des schémas de cohérence territoriale

Déploiement du programme de lutte contre la précarité énergétique avec la mise en place du SLIME Actif 67 (service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie)

Le lancement de plusieurs appels à projet :

- Quartier plus 67
- J'habite et je vis l'intergénérationnel
- Des appels à projets conjoints avec la Communauté urbaine de Strasbourg

aménagement et urbanisme

→ LES MISSIONS

LE CONSEIL GÉNÉRAL ACCOMPAGNE LES COMMUNES, INTERCOMMUNALITÉS ET SYNDICATS MIXTES QUI LE SOUHAITENT DANS L'ÉLABORATION DE LEURS DOCUMENTS D'URBANISME, LEURS PROJETS D'AMÉNAGEMENT ET L'APPLICATION DU DROIT DES SOLS.

AU TITRE DE CET ACCOMPAGNEMENT, PAR EXEMPLE, CE SONT ENVIRON 150 CONSEILS GRATUITS FORMALISÉS EN URBANISME ET AMÉNAGEMENT QUI ONT ÉTÉ APPORTÉS EN 2012 AUX COMMUNES ET INTERCOMMUNALITÉS HORS CUS QUI EN ONT FAIT LA DEMANDE. POUR L'ESSENTIEL CES CONSEILS ONT ÉTÉ APPORTÉS EN AMONT DE PROJETS À ENJEUX.

→ LES ACTIONS 2012

URBANISME

- Approbation du schéma de cohérence territoriale de la Région de Saverne fin 2011 qui a permis d'engager l'évaluation de la compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées
- Arrêt du SCOT de Sélestat et sa région
- Poursuite des travaux du SCOT de la Bande rhénane nord en vue de son arrêt début 2013
- Les travaux sur le PLU intercommunal du Val de Moder se sont poursuivis en intégrant le volet habitat
- Les révisions avec évaluation environnementale des PLU (plan local d'urbanisme) de Schoenbourg et de Muttersholtz ont été engagés
- Déclaration de projet relative à la piste cyclable de La Vancelle

AMENAGEMENT

- Démarrage du projet de lotissement communal de Bouxwiller avec première prise en compte des objectifs de densité définis par le SCOT et forte intégration dans le site
- Projet urbain « intergénérationnel » de Saverne
- Poursuite des études de la zone d'activité intercommunale du Fehrel sur la Communauté de communes du canton de Rosheim
- Poursuite des études relatives aux abords du collège de la Souffel pour le SIVOM de la Souffel

- AMO du réaménagement du centre d'Andlau
- Commercialisation des premiers terrains viabilisés du Parc d'Activités du Piémont de Barr et de la ZAC de Marckolsheim
- Achèvement à Morsbronn de la traverse communale, à Kutzenhausen de l'aménagement du centre village, du parvis de l'église et de la voie communale
- Accompagnement des études d'aménagement, notamment des études d'incidence Natura 2000, et sur le permis d'aménager pour la 2ème tranche du lotissement Stockwoerth (9,5 ha) de Drusenheim
- Accompagnement pour la réalisation de l'opération du Ried aux Vergers (10 ha) à Gamsheim

HABITAT

- « Etude-Action » sur la vacance des logements des territoires des SCOT de Saverne et Alsace Bossue en vue de les remettre sur le marché et d'économiser du foncier
- Poursuite à Oberhoffen sur Moder du projet Quartier plus 67 au lieudit Binsen intégrant mixité de programme d'habitat, innovation sur les espaces publics et la prise en compte de la trame verte régionale ; l'avancement des études permettra courant 2013 le dépôt du permis d'aménager



DROIT DU SOL

- En juin 2012 une délibération a été prise étendant l'intervention du Conseil Général en la matière pour les collectivités compétentes dotées d'une carte communale
- 6 nouvelles communes – Ballbronn, Bootzheim, Saverne, Rohr, Weiterswiller, Wissembourg – ont décidé en 2012 de confier leur instruction de demandes d'autorisation au titre du droit des sols au Conseil Général, portant ainsi le nombre des communes à 145
- Phase test du déploiement du logiciel Cart@ds qui permettra aux communes de disposer en temps réel du suivi de l'instruction de leurs dossiers d'autorisation d'urbanisme
- Poursuite du conseil sur la mise en œuvre de la nouvelle taxe d'aménagement et la fiscalité
- Formation des mairies sur la réforme de la surface de plancher

EXEMPLES DE PROJETS INITIÉS EN 2012

- Lancement de la démarche prospective d'aménagement et de développement autour du TSPO à travers notamment l'organisation du 1er comité de coordination partenarial réunissant l'État, la Région, la CUS, les communes et intercommunalités concernées, ainsi que certaines associations. Cette démarche innovante et volontaire permettra de faire émerger une synergie d'actions en matière d'aménagement et d'urbanisme (habitat, équipements, activités, services...) autour du TSPO qui se veut une véritable alternative à la voiture
- AMO à Benfeld pour l'extension du parc d'activités, la réalisation d'un point d'échange sur la RD 1 083 et l'étude de circulation à l'échelle intercommunale
- À Herrlisheim, mise en œuvre d'une étude pour une densification de type « BIMBY » (build in my back-yard) dans une zone d'habitation existante

→ LES CHIFFRES CLÉS

- 145 communes sont désormais suivies en ADS par les services du Conseil Général, soit 10 952 actes instruits en 2012 en matière de PLU
- 6 approbations : Bergbieten, Châtenois, Hipsheim, Lalaye, Rohr et Saint-Pierre
- 2 élaborations – Bourghheim et Laubach – et 3 révisions – Oberbronn, Schoenbourg et Woerth – ont été engagées
- 18 modifications et révisions simplifiées ont été commencées
- 15 projets d'aménagement ont été initiés pour lesquels les services du Conseil Général sont mobilisés en assistance à maîtrise d'ouvrage

IMMOBILIER ET MOYENS GÉNÉRAUX

COLLÈGES

→ LES MISSIONS

LE DÉPARTEMENT ASSURE L'ADAPTATION DES CAPACITÉS D'ACCUEIL À L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS PAR LA CONSTRUCTION ET L'EXTENSION DES COLLÈGES EXISTANTS.

PARALLÈLEMENT IL MODERNISE LES COLLÈGES LES PLUS VÉTUSTES EN LES ADAPTANT, PAR DES RESTRUCTURATIONS LOURDES ET DES EXTENSIONS, AUX ÉVOLUTIONS PÉDAGOGIQUES, FONCTIONNELLES ET RÉGLEMENTAIRES.

ENFIN IL GÈRE ET MAINTIEN EN BON ÉTAT DE FONCTIONNEMENT LE PARC DES 90 COLLÈGES QUI REPRÉSENTE UNE SURFACE DE 580 000 M².

→ LES ACTIONS 2012

- Les travaux d'extensions et de restructuration transitoires au collège du Grand Ried à Sundhouse ont été livrés.
- Les travaux de restructuration se sont poursuivis aux Collèges Mentel de Sélestat, Rouget de Lisle à Schiltigheim et Foch à Haguenau. Les premières phases de travaux ont été livrées pour Mentel et Rouget de Lisle ce qui a permis aux établissements de prendre possession de locaux neufs ou réhabilités.
- Les travaux de restructuration et d'extension du collège de la Roberstau à Strasbourg ont débuté en octobre 2012.
- Le programme de maintenance a porté essentiellement sur des travaux de mise en sécurité des bâtiments, de conservation du bâti et d'améliorations fonctionnelles de certains espaces.

→ LES CHIFFRES CLÉS

Le budget consacré en 2012 aux investissements immobiliers dans les collèges a été de 29,39 M€. (construction, gros entretien et maintenance courante)



PATRIMOINE IMMOBILIER

→ LES MISSIONS

LA DIRECTION DE L'IMMOBILIER ET DES MOYENS GÉNÉRAUX MET À DISPOSITION LES LOCAUX, LES MOYENS MATÉRIELS ET LES SERVICES PERMETTANT AUX ELUS ET À L'ADMINISTRATION D'EXERCER LEURS MISSIONS DANS LES MEILLEURES CONDITIONS.



→ LES ACTIONS 2012

- Au château du Haut-Koenigsbourg, les travaux de restauration de la Maison Alsacienne ont été achevés.
- Les travaux d'aménagement du Foyer de l'enfance à Strasbourg se sont achevés avec la livraison de la lingerie.
- Les Archives Départementales ont pu emménager dans le nouveau bâtiment.
- Le nouveau chalet du champ du feu a été livré.
- Les travaux d'amélioration du confort thermique des bâtiments de la rue du Verdon ont débuté.
- Les travaux de démolition de l'ancienne base nautique de Plobsheim ainsi que du sous-sol de l'ancienne auberge des 7 écluses ont été réalisés, permettant le lancement des travaux de construction.
- Le CMS de Mutzig a été entièrement réaménagé.

La direction a vu le renouvellement de la certification qualité ISO 9001. Par ailleurs le Département a acquis un second système d'impression haut-volume couleur permettant de réaliser en interne de nombreux documents pour un coût moindre.

→ LES PROJETS 2013

- Reconstruction du Centre Technique du Conseil Général (CTCG) de Wissembourg.
- Aménagement du nouveau CMS de Schirmeck.
- Nouvelle certification qualité sur l'ensemble du périmètre de la direction.





DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

→ PROMOUVOIR LES RICHESSES
ÉCONOMIQUES DU BAS-RHIN



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

→ LES MISSIONS

LE DÉPARTEMENT ASSURE L'ADAPTATION DES CAPACITÉS D'ACCUEIL À L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS PAR LA CONSTRUCTION ET L'EXTENSION.

PARALLÈLEMENT IL MODERNISE LES COLLÈGES LES PLUS VÉTUSTES EN LES ADAPTANT, PAR DES RESTRUCTURATIONS LOURDES ET DES EXTENSIONS, AUX ÉVOLUTIONS PÉDAGOGIQUES, FONCTIONNELLES ET RÉGLEMENTAIRES.

ENFIN IL GÈRE ET MAINTIEN EN BON ÉTAT DE FONCTIONNEMENT LE PARC DES 90 COLLÈGES QUI REPRÉSENTE UNE SURFACE DE 580 000 M².

→ LES ACTIONS 2012

- Adoption de la stratégie de développement touristique Alsace 2012-2014
- Lancement du chantier de réhabilitation de la Maison de l'Alsace à Paris, propriété des deux Départements alsaciens
- Ouverture du nouveau chalet du Champ du Feu et animation de la station en lien avec les acteurs locaux
- Lancement de la démarche Alsace à vélo
- Appart à part à Paris
- L'enseignement supérieur et de la recherche

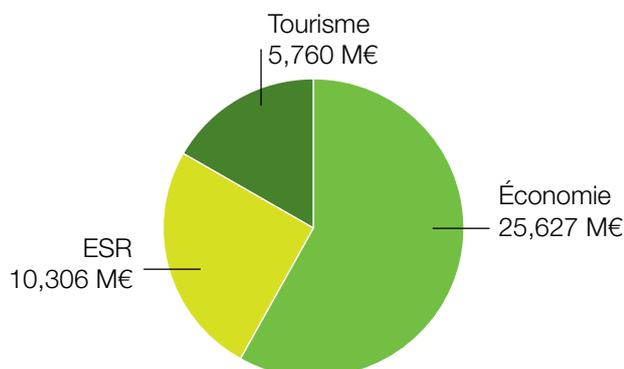
→ LES PROJETS 2013

- Adaptation des dispositifs de soutien au développement économique et touristique (aides à l'artisanat, à l'hôtellerie, etc.).
- Ouverture de la nouvelle Maison de l'Alsace à Paris en 2014.
- 60 ans de la Route des Vins : organisation en juin d'un slow up sur la Route des Vins dans le cadre de la démarche Alsace à vélo.
- Innovation pour l'Autonomie : Déploiement de l'opération « Maintien à Domicile » et mise en place du réseau de démonstrateurs (lieux d'information et de formation).
- Organisation d'une Rencontre Nationale « Innovation pour l'Autonomie » en octobre 2013.



→ LES CHIFFRES CLÉS

***Budget réalisé en 2012 et ventilation par politique : développement économique, tourisme, enseignement supérieur recherche-innovation**



Budget réalisé en 2012 : 41,693 M€

Alsabail

Nombre de dossiers instruits	14 dossiers
Volume financier des avances	7,50 M€ d'avance sans intérêts
Nombre d'emplois concernés	300 créations d'emplois sur 3 ans et consolidation de sites existants

Projets marquants :

Fossil à Monswiller

Lalique à Wingen-sur-Moder

Gripple à Obernai

Menuiserie Hunsinger à Plate-forme d'Alsace Bossue

Artisanat

Nombre d'artisans bénéficiaires	84 artisans soutenus
Montant total des subventions	405 600 € de subvention

Dans de multiples branches (Alimentation, Production, Services, Bâtiment)

Tourisme : Montant des aides à l'hébergement touristique

Meublés tourisme et chambres d'hôtes	80 nouveaux équipements/283 800 €
Soutien à l'hôtellerie	21 établissements/900 000 €

Enseignement Supérieur et Recherche

Montants de subventions versées	10,30 M€
---------------------------------	----------

Projets marquants :

Réhabilitation et extension de la faculté de chirurgie dentaire de Strasbourg

Réalisation de l'École Catholique des Arts et Métiers

Réhabilitation de la Bibliothèque nationale universitaire de Strasbourg

Construction du Pôle d'administration publique de Strasbourg/

Pôle de compétence en propriété intellectuelle

Dépenses PFDA

Brumath - Dambach-la-Ville

Montant global réalisé en 2012 8,30 M€, pour les plateformes de Brumath, Dambach et Lauterbourg (extension du Port Autonome)

Nombres de friches + montant de subventions

6 dossiers de résorption de friches 584 360 € de subvention notamment la friche Steinheil à Rothau

Innovation pour l'Autonomie

Appel à projets :

poursuite des projets en 2012. Exécutés à 79 %.

- Appel à projets : réalisation de l'évaluation qualitative des projets expérimentés.
- Mise en place de l'opération « Maintien à Domicile » : expérimentation à grande échelle de solutions innovantes de lien social.
- Appart à part : exposition à la Foire de Paris au Printemps 2012

Financement des agences économiques et touristiques

ADIRA	1 935 358 €
AI	930 160 €
ADT 67	2 800 000 €
ADEC	496 000 €
SFMAP	300 000 €

DÉVELOPPEMENT LOCAL EN MILIEU RURAL ET URBAIN

→ LES MISSIONS

DÉCLINÉS DANS LES CONTRATS DE TERRITOIRES SIGNÉS AVEC LES COMMUNES, LES INTERCOMMUNALITÉS ET LE PARC NATUREL RÉGIONAL DES VOSGES DU NORD, LES CRÉDITS PORTENT SUR DES INVESTISSEMENTS, DU FONCTIONNEMENT DE SERVICES OU DE L'INGÉNIERIE LOCALE, CONTRIBUANT À RENFORCER L'ANIMATION ET L'ATTRACTIVITÉ DES TERRITOIRES ET À FAVORISER UNE MEILLEURE ÉQUITÉ ENTRE LES HABITANTS DU BAS-RHIN. PAR AILLEURS, LE CONTRAT DE TERRITOIRE DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE ENGLOBE DE MULTIPLES INVESTISSEMENTS (SOUTIEN À LA RÉALISATION D'ÉQUIPEMENTS MÉTROPOLITAINS ET DE PROXIMITÉ, DÉVELOPPEMENT DE L'UNIVERSITÉ, DIVERSIFICATION DE L'HABITAT, RÉNOVATION URBAINE...)

→ LES PROJETS 2013

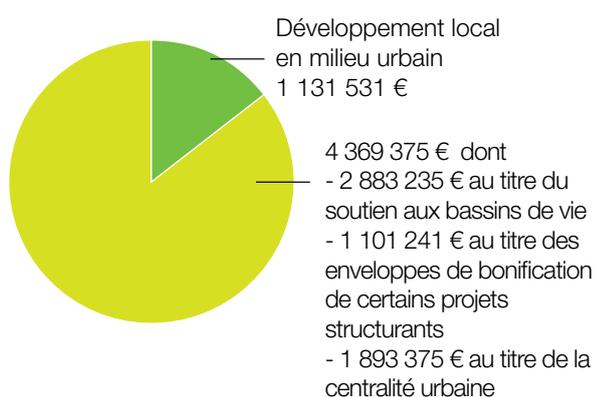
- En matière de contractualisation territoriale : adoption définitive des 2 premiers contrats de territoires de seconde génération, lancement de l'élaboration de 3 nouveaux contrats, élaboration du diagnostic-enjeux départemental sur le Nord du département (Scot Alsace du nord et Scot Bande Rhénane Nord).
- Dans le domaine de la politique de la ville, les 4 quartiers éligibles vont faire l'objet en 2013 d'avenants à la convention ANRU. Deux de ces avenants seront des avenants de clôture (Neuhof et Lingolsheim).



→ LES CHIFFRES CLÉS

Répartition du budget du soutien du développement local et urbain hors contribution départementale au SDIS

Total budget politique développement local en milieu rural et urbain : **7 908 925 €**



Exemples de projets financés :

- Centre d'Interprétation du Patrimoine de Dehlingen
- Restructuration de la Maison des Œuvres et de la Culture à Roeschwoog
- Aménagement de la cour du château à Brumath
- Equipement périscolaire de Rhinau

Mise en œuvre des contrats de territoire

Nombre de contrats de territoires de 2 ^{ème} Génération engagés en 2012	Élaboration de 2 contrats de territoires de nouvelle génération engagée Réalisation d'un diagnostic-enjeux départemental sur le sud du territoire
--	--

Lancement de la 2^{ème} génération de contrats de territoires :

- lancement de 2 contrats de nouvelle génération
- réalisation d'un diagnostic territorial à l'échelle de 2 territoires de Scots (Sélestat et sa Région, Piémont des Vosges)

Nombre de révisions et d'actualisations de Contrats de Territoire réalisées

Nombre de révisions de CT	6 révisions
Nombre d'actualisations de CT	17 actualisations

À noter la révision du contrat de l'agglomération strasbourgeoise qui intègre les nouveaux engagements pris dans le Contrat Triennal « Strasbourg, capitale européenne 2012-2014 »

Soutien à l'ingénierie locale

Nombre de postes d'agents de développement subventionnés	44 (25 généralistes et 19 spécialistes)
Montant des subventions accordés	827 480 €

Animation des réseaux des acteurs du développement des territoires

Nombre d'ateliers organisés	5
Nombre de participants	74
Nombre de participants à la rencontre départementale	270

Politique de la Ville

ANRU	Nouveaux engagements 2012 : 4,40 M€ Paiements 2012 : 1,80 M€
CUCS	Projets soutenus : 120 pour 325 500 €

Mise en œuvre en 2012 de nouvelles orientations pour le soutien du CG

Les CUCS sont reconduits jusqu'en 2014 et une réforme de la politique de la ville est annoncée en 2013 pour une application en 2015 .

RELATIONS INTERNATIONALES

→ LES MISSIONS

LE CONSEIL GÉNÉRAL DU BAS-RHIN MÈNE UNE POLITIQUE VOLONTARISTE À L'INTERNATIONAL, STRUCTURÉE AUTOUR DE TROIS AXES : LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE AVEC L'ALLEMAGNE ET LA SUISSE, LES AFFAIRES EUROPÉENNES ET LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE (PARTENARIATS ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE).



→ LES ACTIONS 2012

- Lancement du service civique transfrontalier
- Organisation d'une soirée d'information transfrontalière sur l'imposition des retraites, à l'Hôtel du Département, avec l'Infobest Kehl-Strasbourg
- Signature du contrat triennal « Strasbourg, Capitale européenne 2012-2014 »
- Obtention du label européen (« site de référence ») pour la démarche innovation pour l'autonomie
- Lancement du 1er appel à projets commun avec la Région Alsace pour les projets de solidarité internationale
- Renouvellement de la convention de partenariat avec la Région de Vidzeme, à l'occasion de la 1ère exposition Tomi Ungerer en Lettonie

→ LES PROJETS 2013

TRANSFRONTALIER - Plan d'action « 50 ans du Traité de l'Elysée »

- Exposition « En route... Zusammen! » à l'Hôtel du Département
- Appel à projets transfrontaliers; Table-ronde économique « Entreprises: créons un nouveau modèle franco-allemand! »
- Développement du service civique transfrontalier

EUROPE

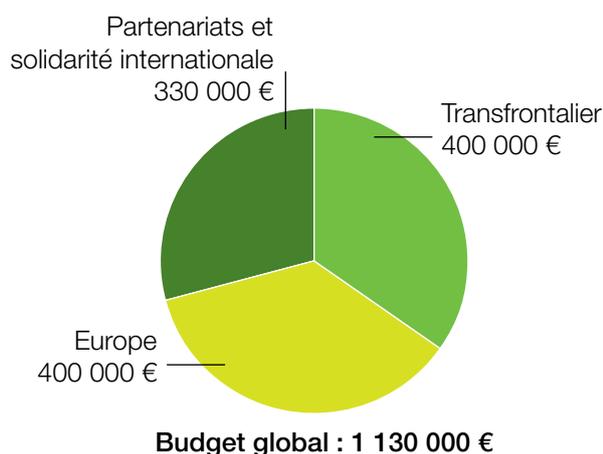
Négociations relatives à la future programmation des fonds structurels européens en Alsace (2014-2020)

PARTENARIATS ET SOLIDARITE INTERNATIONALE

Démarrage des projets européens « Assainissement à Mahajanga » et « Soutien des pouvoirs locaux à Maevatanana » pilotés par l'Institut Régional de Coopération-Développement (IRCOD) »

→ LES CHIFFRES CLÉS

Répartition du budget international



48 projets soutenus

Partenariats et Solidarité	Partenariats avec Silésie (Pologne) et Vidzeme (Lettonie) : 8 (23 300 €) Solidarité internationale : 18 (44 530 €)
Europe	10 (29 000 € accordés)
Transfrontalier	5 (13 000 €) et INTERREG IV Rhin Supérieur : 7 (50 000 €)

Le Conseil Général contribue au développement de la coopération transfrontalière et internationale en soutenant de nombreux projets portés par des structures locales.

Soutien aux structures transfrontalières

- Eurodistrict Regio Pamina
 - Infobest Kehl/Strasbourg
 - Euro-Institut
- 135 000 €**

Soutien aux structures de promotion européenne

- Bureau Alsace à Bruxelles
 - Centre d'Information sur les Institutions Européennes
- 140 000 €**



Le Conseil Général est aussi très engagé dans la coopération transfrontalière institutionnelle (Conférence du Rhin Supérieur, Conseil Rhénan, Région Métropolitaine Trinationale)

Soutien à Madagascar

assainissement, éducation et lecture publique, intercommunalité

200 000 €

espaces naturels et éducation à l'environnement

→ LES MISSIONS

LA GESTION ET LA PROTECTION DES ESPACES NATURELS N'EST PAS UNE COMPÉTENCE OBLIGATOIRE DES DÉPARTEMENTS. DEPUIS 1985, LE CONSEIL GÉNÉRAL DU BAS-RHIN MÈNE UNE POLITIQUE VOLONTARISTE POUR PRÉSERVER LA RICHESSE ÉCOLOGIQUE AU TRAVERS DE SON SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DES ESPACES NATURELS. À UNE ÉPOQUE OÙ LE CONTACT AVEC LA NATURE SE FAIT DE PLUS EN PLUS RARE, LE DÉPARTEMENT S'ENGAGE AU TRAVERS D'UN PARTENARIAT AVEC LE RÉSEAU ARIENA, QUI SENSIBILISE ET FORME LES SCOLAIRES ET LE GRAND PUBLIC À UNE PRISE DE CONSCIENCE ET À UNE ÉVOLUTION DES COMPORTEMENTS AU SEIN DE CES ESPACES.

→ LES ACTIONS 2012

PROTECTION DES ESPACES NATURELS

Les acquisitions de terrains et l'aménagement des sites (collines calcaires, prairies du ried) ont été poursuivis, suite logique de la prise de compétence « Espaces Naturels Sensibles » et de l'instauration de la taxe départementale, la TDENS.

Pour la première fois, le Département a été l'opérateur d'un Projet Agro-Environnemental sur les rieds de la Zembs et du Bruch de l'Andlau, du Ried du Dachsbad et du Ried de la Zorn, ce qui a permis un très bon renouvellement, quantitativement et qualitativement, des mesures en faveur de la biodiversité souscrites par les exploitants agricoles. Autres actions entreprises : préservation des batraciens de la mortalité routière, soutien aux associations et au dispositif de suivi de la biodiversité (ODONAT), préservation des espaces naturels remarquables, réintroduction de la tortue Cistude d'Europe dans le Woerr à Lauterbourg.

ÉDUCATION À L'ENVIRONNEMENT

Poursuite du programme concerté d'éducation à l'environnement entre la Région, les départements 67 et 68 (Ariena, CINE et structures assimilées).





→ LES PROJETS 2013

- Mise en oeuvre du Schéma Départemental des Espaces Naturels, notamment via l'outil ENS (Herbitzheim...)
- Finalisation des travaux de renaturations du site de Woerr à Lauterbourg
- Poursuite du travail sur la préservation des rieds, en particulier sur le suivi et l'évaluation des mesures agri-environnement.

→ LES CHIFFRES CLÉS

- 207 exploitants se sont impliqués pour 5 ans dans ce dispositif permettant à plus de 1 260 ha de prairies de bénéficier de pratiques plus adaptées aux enjeux écologiques (en augmentation de 15 %).
- Opération batraciens 2012 : 42 000 batraciens sauvés grâce aux partenariats entre Département et associations
- Éducation à l'environnement (6 CINE aidés, association d'éducation à l'environnement et l'Ariena) : 603 209 €.

eau, assainissement ET DÉCHETS

→ LES MISSIONS

- CONTRIBUER À LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.
- AIDER LES COLLECTIVITÉS À AMÉLIORER LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS D'EAU, D'ASSAINISSEMENT ET DE GESTION DES DÉCHETS.
- PLANIFIER LA GESTION DES DÉCHETS NON DANGEREUX.

→ LES ACTIONS 2012

- Le scénario étudié pour la révision du plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux a été arrêté par le Président du Conseil Général en décembre 2012.
- Le Département continue de développer la prévention de la production des déchets suite à l'accord-cadre avec l'ADEME d'une durée de 5 ans pour l'établissement d'un plan départemental de prévention.
- Le Département a organisé l'exposition « le monde merveilleux des déchets » sur la prévention et le tri des déchets.
- Poursuite de la démarche « zéro-pesticides » sur le domaine du Département.

→ LES PROJETS 2013

- Enquête publique sur le projet de plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux mi 2013.
- Renouvellement de la convention cadre 2013-2018 avec l'agence de l'eau Rhin Meuse.





→ LES CHIFFRES CLÉS

Types de travaux	Nombre de dossiers aidés	Montant des subventions	Montant des travaux soutenus
Eau potable	75	2 199 855 €	10 886 545 €
Assainissement	79	9 264 081 €	45 177 691 €
déchets	20	970 815 €	4 564 809 €

SERVICE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE: CELLULE ADMINISTRATION DE DONNÉES

→ LES MISSIONS

CRÉATEUR ET GESTIONNAIRE D'OUTILS INFORMATIQUES SPÉCIALISÉS, L'ADMINISTRATION DE DONNÉES CONCENTRE SON ACTIVITÉ DANS DES DOMAINES RELEVANT DES POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES DU DÉPARTEMENT.

→ LES ACTIONS 2012

- la poursuite de la valorisation des données LIDAR (modèles numériques de terrain) dans le cadre d'études sur les cours d'eau
- la production cartographique à destination de l'ensemble de la DAERE
- la maintenance évolutive des applications pour l'ensemble de la DAERE

→ LES PROJETS 2013

- la révision de l'outil de comptabilité analytique pour le parc départemental d'Erstein
- la sécurisation des bases de données



PMV061

05 57 26 14 70



CONSEIL GÉNÉRAL
BAS-RHIN

www.bas-rhin.fr

RIVIÈRES

→ LES MISSIONS

- PRÉVENIR LES RISQUES D'INONDATION,
- RECONQUÉRIR LA QUALITÉ DES RIVIÈRES ET ASSURER LEUR ENTRETIEN,
- GÉRER LE DOMAINE PUBLIC FLUVIAL DU DÉPARTEMENT : LE CANAL DE LA BRUCHE.

LE DÉPARTEMENT MET EN ŒUVRE DES SCHÉMAS DE GESTION PAR GRANDS BASSINS VERSANTS (SAGEECE ET SAGE), APORTE UNE ASSISTANCE TECHNIQUE ET DES AIDES FINANCIÈRES AUX COLLECTIVITÉS POUR LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS, ET DÉVELOPPE UN OBSERVATOIRE DE LA QUALITÉ DES COURS D'EAU POUR SUIVRE LEUR ÉVOLUTION ET ÉVALUER L'IMPACT DES INTERVENTIONS.

→ LES ACTIONS 2012

- Poursuite des processus d'élaboration des SAGE (Giessen et Moder) et des SAGEECE (Bruche et Sauer)
- Poursuite des soutiens aux collectivités pour lutter contre les coulées de boues : mesures préventives (implantation de bandes enherbées, fascines), aménagement de bassins de rétention
- 40 nouvelles opérations de restauration de rivières en vue de l'atteinte du bon état des milieux aquatiques imposé par la Directive cadre sur l'eau à l'horizon 2015
- Poursuite sur près de 300 km de rivière (Zorn, Ehn-Andlau-Scheer, Zembs, Seltzbach, Isch, des programmes d'entretien pluriannuel pour assurer le maintien en bon état des cours d'eau et tendre vers un état d'équilibre.

→ LES PROJETS 2013

- Poursuite du partenariat État/Conseil Général pour la mise en œuvre de Plans de Prévention des Risques Inondation (PPRI) sur les cours d'eau prioritaires : Bruche, Ill, Moder et Giessen
- Poursuite de la mise en œuvre du Schéma Départemental de Coopération Intercommunal : engagement d'une 2ème vague de 5 fusions de syndicats concernant 14 intercommunalités gestionnaires de cours d'eau.
- Optimisation de la gouvernance locale en matière de gestion des cours d'eau par bassins versants dans le cadre du Schéma Départemental de Coopération Intercommunal.
- Engagement du programme global des études de restauration et de valorisation du canal de la Bruche.





Restauration/valorisation Canal de la Bruche



Restauration/entretien des cours d'eau



Lutte contre les coulées d'eaux boueuses

→ LES CHIFFRES CLÉS

- 300 km de rivières entretenus en 2012 dans le cadre de l'exécution de 26 plans pluriannuels d'entretien couvrant un total de 1 200 km.
- 3,85 M€ de travaux fluviaux consacrés à la réalisation de 94 opérations (protection contre les inondations ; renaturation de cours d'eau ; aménagements de passes à poissons ; acquisitions foncières de berges ; lutte contre les coulées d'eau boueuses).
- Gestion du canal de la Bruche : 63 000 € pour les interventions d'entretien ; 115 000 € de travaux divers ; 195 000 € pour l'étude d'un programme global de restauration du canal.

AGRICULTURE ET ESPACES RURAUX

→ LES MISSIONS

LE CONSEIL GÉNÉRAL PROMEUT UNE AGRICULTURE ÉCONOMIQUEMENT PERFORMANTE ET ÉCOLOGIQUEMENT RESPONSABLE. IL MET EN ŒUVRE LES AMÉNAGEMENTS FONCIERS ET PARTICIPE AU MAINTIEN D'UN ESPACE RURAL TRADITIONNEL, AINSI PAR LA PROMOTION DES VERGERS HAUTES TIGES ET LE SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS FONCIÈRES PASTORALES.

→ LES ACTIONS 2012

AGRICULTURE ET AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE RURAL

La sécheresse du printemps 2012 ayant fortement touché les producteurs de blé et diminué la quantité de paille disponible, le Conseil Général en partenariat avec la Région et la profession agricole s'est mobilisé pour aider les éleveurs. Les études préparatoires à d'éventuels aménagements fonciers liés au projet de Grand Contournement Ouest de Strasbourg ont été avancées en attendant la désignation du concessionnaire.

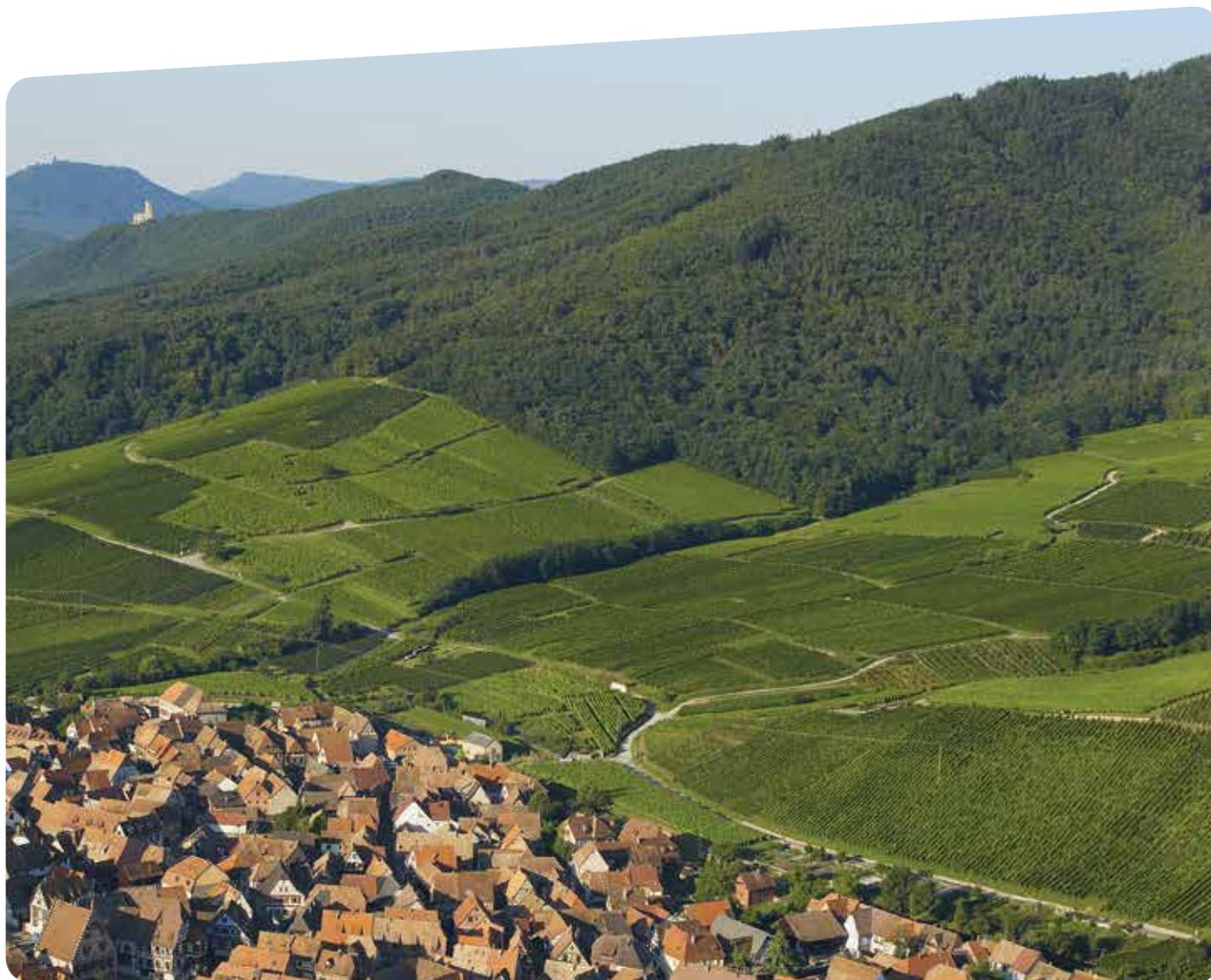
ACTIONS SUR LES PAYSAGES

Les principaux axes d'intervention en 2012 ont concerné la rénovation pastorale (Bruche, Villé), les vergers-écoles, les Vergers Solidaires d'Alsace (CdC de l'Alsace Bossue).

→ LES PROJETS 2013

- **Agriculture:** Consolider la coopération entre le Conseil Général et la profession agricole pour une agriculture durable.
- **Aménagement de l'espace rural:** Achever les opérations liées au TGV, poursuivre les opérations liées au Grand Contournement Ouest.





→ LES CHIFFRES CLÉS

Total des subventions accordées hors aménagements fonciers : 881 413

- 19 communes en cours d'aménagement foncier dont 9 pour des ouvrages linéaires (LGV-Est, Contournement Oberschaeffolsheim-Wolfisheim, liaison A4-Lorentzen, contournement de Dossenheim-sur-Zinsel).
- Études d'aménagement en cours (hors infrastructure) : 5 communes
- Études d'aménagement pour des infrastructures (Grand Contournement Ouest de Strasbourg et routes départementales) : 24 communes dont 16 communes représentant 7 400 ha pour le GCO).
- LGV-Est : 17 communes concernées par un aménagement foncier (7 999 ha), dont 13 communes ont terminé leur remembrement et 4 communes pour lesquelles les opérations d'aménagement foncier sont en cours.
- Travaux connexes aux aménagements fonciers : subventions de 209 598 € dont 16 140 € pour mesures compensatoires en faveur de l'environnement et 45 655 € de travaux de protection des berges des cours d'eau.

LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES (LDA)

→ LES MISSIONS

MISSION DE SERVICE PUBLIC, NOTAMMENT AU TRAVERS DES AGRÉMENTS DÉLIVRÉS PAR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DANS LES DOMAINES DE LA SANTÉ ANIMALE POUR LES MALADIES TRANSMISSIBLES OU NON À L'HOMME, DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT POUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX CONTRE L'INTRODUCTION DES PATHOGÈNES DE QUARANTAINE.

→ LES ACTIONS 2012

- Renforcement de la compétence du laboratoire dans le domaine des végétaux : fait partie des deux laboratoires retenus au niveau national pour le contrôle de foyer
- Reconnaissance par la DIRECCTE comme organisme de formation
- Accréditation du secteur chimie alimentaire
- Accompagnement d'un collègue pour l'agrément de sa cuisine

→ LES PROJETS 2013

- Poursuivre la diversification des activités du LDA dans tous les domaines et en particulier alimentaire et végétal et étendre les contrôles à d'autres structures partenaires du Conseil Général
- Renforcer la mission de formation, d'audit et de conseil
- Travailler sur les pistes de mutualisation avec le LDA68

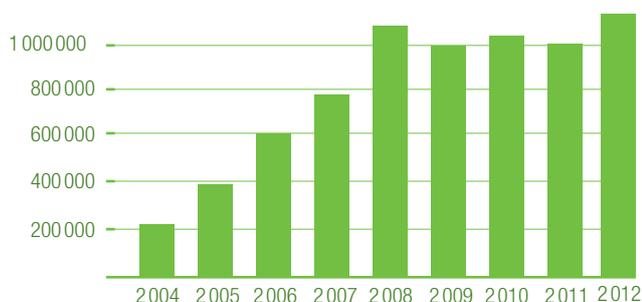




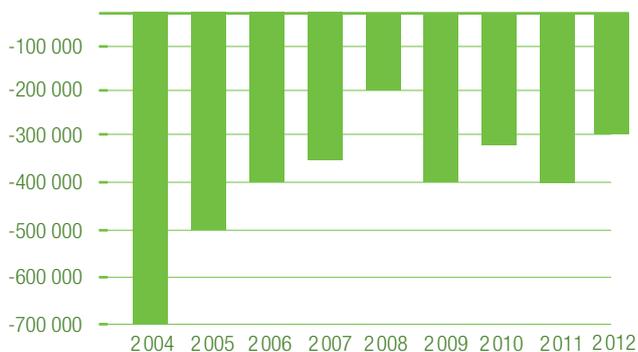
→ LES CHIFFRES CLÉS

- 60 lignes accréditées contre 56 en 2011
- 55 agréments ministériels contre 52 en 2011
- ↗ des recettes de 12 % comparées à 2011
- ↘ du déficit de 32 % comparé à 2011

Évolution des recettes (Montant HT)



Déficit (Montant HT)



Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Prog 109 Immunosérologie	6	12	13	19	19	20	20	20	21
Prog 112 Virologie animale		1	1	2	2	2	2	2	2
Prog 116 Bactériologie animale				5	5	5	5	6	6
LabGTA19/6 Biocides						6	6	6	6
Prog 59 Microbiologie alimentaire							9	15	15
Prog 158 Bactériologie végétale							2	2	2
Prog 163 Virologie végétale							5	5	5
Lab GTA26 Dosage de résidus									1
Total Paramètres accrédités	6	13	14	26	26	33	49	56	60

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Agréments ministériels	12	16	20	21	22	40 Microbiologie alimentaire (7) et végétaux (11)	50 Végétaux (10)	52 Végétaux : Heterodera (+) Globo identif (-) AVE Aethina tumida	55 Schmallenberg MCE par IF Meloidogyne par PCR

SÉCURITÉ

→ LES MISSIONS

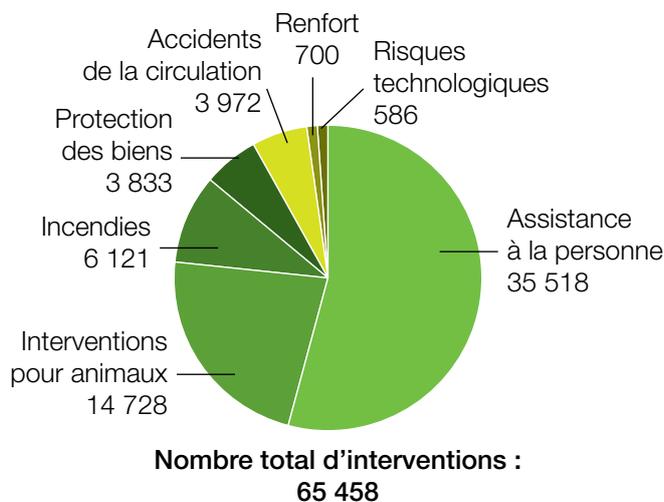
LE SDIS EST UN ÉTABLISSEMENT DONT LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, COMPOSÉ POUR LES 3/5ÈME DE CONSEILLERS GÉNÉRAUX, EST PRÉSIDÉ PAR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL. LA CONVENTION DE PARTENARIAT SDIS/CG POUR 2012-2014 FIXE LE CADRE DE FINANCEMENT ET DE COLLABORATION ENTRE LES DEUX INSTITUTIONS.

→ LES PROJETS 2013

- La convention de partenariat 2012-2014 entre le SDIS et le CG limite l'évolution de la contribution départementale à l'inflation, sauf circonstances exceptionnelles.
- Le SDIS 67 et le SDIS 68 vont poursuivre leur rapprochement.

→ LES CHIFFRES CLÉS

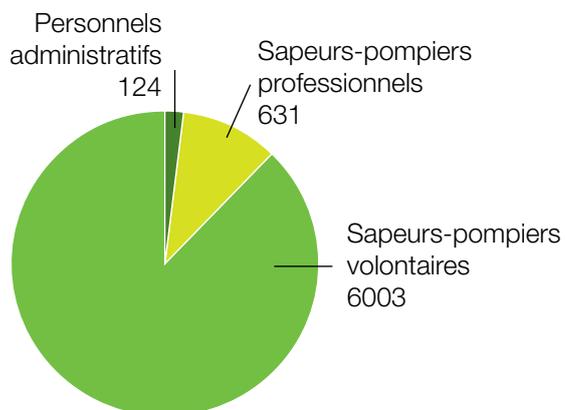
Nombre d'interventions du SDIS en 2011



Financement Conseil Général du SDIS

30 041 015 €, cela représente 42 % du budget de fonctionnement du SDIS, en hausse de 1,83 %.

Nombre de personnels au 31 décembre 2012



Par ailleurs 152 SP volontaires dépendent des communes mais sont intégrés à l'organisation opérationnelle.



PARC DÉPARTEMENTAL D'ERSTEIN

→ LES MISSIONS

L'AMÉNAGEMENT ET L'ENTRETIEN DES ESPACES NATURELS ET DES DÉPENDANCES ROUTIÈRES.

→ LES ACTIONS 2012

L'aménagement et l'entretien des milieux naturels gérés par le Département notamment:

- l'entretien et aménagement de l'Espace Naturel Sensible du Woerr près de Lauterbourg
- l'aménagement de l'aire d'acclimatation des cistudes
- l'entretien du canal de la Bruche

→ LES PROJETS 2013

- L'achèvement de la protection des zones habitées pour la CDC de Molsheim.
- La consolidation du suivi des bassins d'orage sur le réseau routier départemental.





→ LES CHIFFRES CLÉS

- L'entretien des abords du réseau routier et des pistes cyclables pour un montant de 1 100 000 €
- Le contrôle des réseaux d'assainissement financés par le Département pour un montant de 365 000 €.
- L'aménagement et l'entretien des milieux naturels gérés par le Département pour 333 500 €.
- Par ailleurs de multiples collectivités tierces ou organismes publics nous ont confié la réalisation de prestations concourant à l'amélioration du cadre de vie pour un montant de 1 957 500 € dont 627 000 € de la part du Pôle d'Archéologie Interdépartemental Rhénan.



L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE



MISSION APPUI AU PILOTAGE ET INSPECTION

→ LES MISSIONS

LA MISSION APPUI AU PILOTAGE ET INSPECTION A POUR BUT DE CONTRIBUER, DANS L'EXERCICE DE SES MISSIONS ET PAR LE BIAIS DES ACTIONS QU'ELLE MÈNE, À L'AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE DES SERVICES DE LA COLLECTIVITÉ. DANS LE CADRE DE SES INTERVENTIONS, ELLE ACCOMPAGNE LES SERVICES AFIN DE FAVORISER L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES SERVICES RENDUS AUX USAGERS. SES DOMAINES D' ACTIONS SONT LA MISE EN OEUVRE D'OUTILS DE PILOTAGE, L'EXPERTISE DANS LA PRÉPARATION ET LA CONDUITE DU CHANGEMENT, LES SYSTÈMES D'INFORMATION DÉCISIONNELS.

→ LES ACTIONS 2012

RENFORCER LE PILOTAGE DE LA COLLECTIVITÉ

- Production mensuelle des tableaux de bord de gestion dès le 1^{er} jour ouvré du mois
- Déploiement d'un système d'information décisionnel sur 3 domaines fonctionnels et 6 opérationnels
- Accompagnement des services dans les démarches de pilotage
- Mise en place d'une démarche pour un suivi plus efficace des principaux tiers/partenaires du CG
- Élaboration et mise en œuvre d'un Guide de reporting (+ de 400 agents sensibilisés et formés)
- Pilotage des démarches par objectifs de l'administration (plus de 200 projets, 2 revues de projets) et des feuilles de routes politiques (18 politiques publiques)

ACCOMPAGNER LES ACTIONS D'AMÉLIORATION DE L'EFFICIENCE

Réalisation d'audits, d'études et d'appui opérationnels aux services :

- Audit du fonctionnement du Foyer Départemental de l'Enfance < = > plus de 50 agents rencontrés, 10 chantiers d'améliorations
- Analyse et préconisation pour l'efficacité et l'efficience des Centres Techniques du Conseil Général < = > 180 agents des routes rencontrés, une vingtaine de groupes de travail thématique, une quinzaine de pistes d'amélioration définies
- Appui à la rédaction de projets de services
- Analyse des missions « Commande publique et achats »
- Optimisation de la répartition des missions supports
- Appui au développement de la territorialisation des services de l'administration, pour plus de proximité avec les usagers (N.B. : plus des 2/3 des agents du CG sont sur les territoires)
- Evaluation des modes de gestion de projets au CG
- Certification de la qualité de l'accueil du Conseil Général

DÉPLOIEMENT D'UN SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET STATISTIQUE

Digitalisation des plans cadastraux : 86 communes supplémentaires numérisées en 2012

Transmission des données cadastrales aux communes ou EPCI équipés de systèmes d'information géographique

Géo : Réception d'une nouvelle photographie aérienne acquise en partenariat avec La Région Alsace (détails du terrain visibles jusqu'à une taille de 15 cm).

Finalisation d'un partenariat d'échanges de données avec Pôle Emploi



→ LES PROJETS 2013

- Améliorer le dialogue de gestion et le fonctionnement de nos services par la diffusion de plusieurs démarches et outils
- Réviser le projet d'administration
- Viser la mise en œuvre d'un dispositif général de gestion de crise au sein du CG67
- Renforcer la maîtrise du cadrage budgétaire



DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

→ LES MISSIONS

LA DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES (DAJ) EXERCE UNE MISSION DE CONSEIL JURIDIQUE AUPRÈS DES DIFFÉRENTES DIRECTIONS DU CONSEIL GÉNÉRAL, DES COMMUNES ET DES STRUCTURES DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE DU DÉPARTEMENT AINSI QUE DE L'ASSOCIATION DES MAIRES DU BAS-RHIN. ELLE PREND ÉGALEMENT EN CHARGE LES CONTENTIEUX DU DÉPARTEMENT ET ASSURE UNE VEILLE JURIDIQUE.

Tableau retraçant en chiffres les activités précitées

Dossier général	12	2%
Avis/Etude	407	55%
Contentieux judiciaire	41	6%
Recours amiable	90	12%
Contentieux administratif	100	13%
Avis/Etude collectivités	92	12%
Total	742	100%

→ LES PROJETS 2013

La DAJ apporte son appui juridique aux grands projets du département, tels que :

- la poursuite de la territorialisation des services ;
- la participation à l'élaboration des outils de gouvernance de la collectivité (rédaction des arrêtés de délégation de signature, de fonctions et de compétences) ;
- la sécurisation juridique des achats de la collectivité, en collaboration avec le service de la commande publique (édition d'une revue de presse quadrimestrielle à destination des acheteurs publics de la collectivité, animation de réunions internes d'informations et d'échanges sur les marchés publics).



COMMANDE PUBLIQUE

→ LES MISSIONS

LE SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE A POUR MISSION DE GARANTIR UNE PASSATION SÉCURISÉE, RAPIDE ET EFFICACE DES MARCHÉS PUBLICS, ET DE VEILLER À LA RÉGULARITÉ ET À L'EFFICIENCE DE LA POLITIQUE D'ACHAT DU DÉPARTEMENT.



→ LES ACTIONS 2012

CRÉATION DE LA PLATEFORME ALSACE MARCHÉS PUBLICS LE 1^{ER} OCTOBRE 2012

Le Département du Bas-Rhin, en partenariat avec la Région Alsace, le Département du Haut-Rhin, la Ville de Mulhouse et la Communauté d'Agglomération de Mulhouse Sud Alsace, la Ville et la Communauté Urbaine de Strasbourg, a lancé le 1^{er} octobre 2012 une plateforme électronique de publication des annonces de marchés publics : <https://alsacemarchespublics.eu>.

La plateforme Alsace Marchés Publics facilite l'accès à la commande publique, en dématérialisant la publication des marchés.

Elle offre une meilleure lisibilité des annonces de marchés publics aux entreprises, dont les PME : elles disposent d'un « guichet unique » pour consulter et répondre aux offres de marchés publics sur l'ensemble du territoire alsacien.

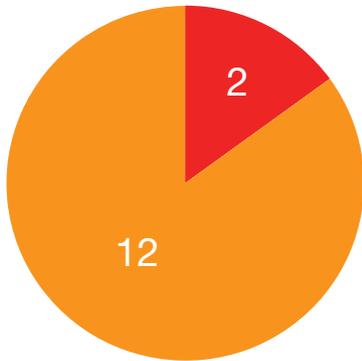
La plateforme est mise à disposition des collectivités publiques alsaciennes en 2013, qui pourront bénéficier de services mutualisés, simplifiés et sécurisés pour la passation de leurs marchés publics.

FAITS MARQUANTS

La mobilisation des services du département autour des objectifs d'achats socio-responsables définis en 2012 a abouti à la conclusion de marchés réservés avec des établissements et services d'aide par le travail, et avec des entreprises adaptées. En outre, des marchés de travaux ont été conclus, comprenant des heures d'insertion s'élevant à 4 240 heures.

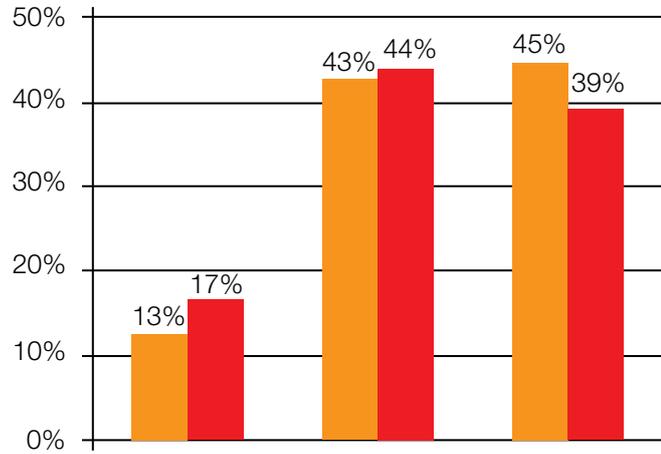
→ LES CHIFFRES CLÉS

Répartition des 14 marchés incluant des clauses sociales passés en 2012



- marchés réservés
- marchés avec heures d'insertion

Répartition des marchés conclus en 2012



- poids financiers des marchés
- nombre de marchés



DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

→ LES MISSIONS

LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES A POUR MISSION D'ACCOMPAGNER L'ENSEMBLE DES AGENTS DU CONSEIL GÉNÉRAL DANS LEUR VIE PROFESSIONNELLE. ELLE ASSURE AINSI LE RECRUTEMENT, LA FORMATION PROFESSIONNELLE, L'ACCOMPAGNEMENT DES MOBILITÉS, LA GESTION DES CARRIÈRES ET DES PAYES, LE SUIVI MÉDICAL ET SOCIAL DES AGENTS... LA DRH JOUE ÉGALEMENT UN RÔLE ACTIF DE CONSEIL AUPRÈS DES CADRES DANS L'ANIMATION DE LEURS ÉQUIPES ET IMPULSE DES DÉMARCHES TRANSVERSALES DANS LE DOMAINE DU MANAGEMENT OU DE LA PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS.

→ LES ACTIONS 2012

En 2012, l'action de la DRH a été fortement marquée par la conduite de l'enquête « Travailler ensemble au CG67 », qui a interrogé l'ensemble des agents sur la qualité de vie au travail, le climat social au sein de la collectivité et l'identification des principaux facteurs de risque. Cette enquête a recueilli plus de 1 700 réponses. Un plan d'action est en cours d'élaboration, dans le cadre d'une démarche collective qui associe l'ensemble des agents volontaires.

Par ailleurs, la politique volontariste de l'emploi menée depuis plusieurs années s'est poursuivie au sein de la collectivité, avec l'accueil réussi de 50 contrats unique d'insertion de 7 heures/semaine.

Ainsi, au 31 décembre 2012, le Conseil général comptait dans ses effectifs plus de 120 contrats spécifiques, illustrant sa forte implication dans l'insertion professionnelle des jeunes : 27 apprentis, 30 services civiques, 46 CUI-CAE, 32 CUI-7 heures...

Enfin, la reprise en régie de la Maison de vacances « Les Terrasses » de Wangenbourg a constitué une réelle avancée dans la politique d'action sociale du Conseil général. Au total, la Maison a reçu en 2012 plus de 2 200 visiteurs, dont 895 étaient issus du Conseil général. L'élaboration du projet d'établissement de la Maison de Vacances permettra de poursuivre cette dynamique en 2013, en s'appuyant sur une politique tarifaire attractive et une offre de loisirs renouvelée.

→ LES PROJETS 2013

L'année 2013 sera marquée par la poursuite de plusieurs projets structurants en matière de ressources humaines :

- La déclinaison du plan d'actions issu de l'enquête « Travailler ensemble au CG67 », qui prévoit de nombreux chantiers notamment dans les domaines de la formation, la mobilité, l'évolution professionnelle ;
- L'entrée en vigueur du dispositif de déprécarisation prévu par la loi du 12 mars 2012, permettant le passage en CDI de 34 agents (déjà réalisé en 2012), et l'accès à l'emploi titulaire pour une centaine collaborateurs du Conseil général ;
- Le lancement à partir du 1er juillet 2013 du nouveau dispositif « mutuelles », fondé sur le décret du 8 novembre 2012, et la participation financière du Conseil général sur les deux risques « santé » et « prévoyance » ;
- La poursuite de l'accompagnement des managers par le déploiement de l'École des managers et d'un Plan d'action managérial dédié ;
- L'élaboration du Document unique d'évaluation des risques professionnels, dans le cadre de politique d'hygiène et sécurité de la collectivité.



→ LES CHIFFRES CLÉS

Recrutement (hors mobilité ATC)

Trimestre	1	2	3	4	Total
Candidatures	3184	2335	2516	3303	11338
Entretiens	281	273	914	294	1762

La structure des effectifs au 31 décembre 2012

Effectif permanent	2822
ASSFAMS	433
Foyer de l'enfance	300
Petits contrats et renforts	93
Suppléances ATC	40
Missions temporaires	11
CUI	46
CUI 7 heures	32
Apprentis	27
Convention CIFRE	1
Service civique	30
Agents mis à disposition au CG	67
Total	3902

Suivi médical

	Conseil Général	AST
1 ^{er} trimestre	157	164
2 ^e trimestre	227	230
3 ^e trimestre	152	78
4 ^e trimestre	178	174
Total	714	646

Formation

Données annuelles	11 854 jours de formation, 2 307 agents concernés.
dont, pour l'École des managers	906,5 jours et 477 agents concernés

SYSTÈMES D'INFORMATION

→ LES MISSIONS

- DÉVELOPPER ET MAINTENIR LES SYSTÈMES D'INFORMATION ET APPLICATIONS,
- PRENDRE EN COMPTE LA COMPOSANTE E-ADMINISTRATION ET E-SERVICES DANS TOUT PROJET DE SYSTÈME D'INFORMATION
- ASSURER DES PRESTATIONS POUR LE COMPTE DE COLLECTIVITÉS CLIENTES

→ LES ACTIONS 2012

LES SYSTEMES D'INFORMATION

La Direction des Systèmes d'Information (DSI) gère un portefeuille de plus d'une centaine d'applications. On peut relever en 2012 :

- La refonte de l'Intranet IRIS,
- La mise en place des e-services dont les demandes de cartes de transports scolaires et les demandes de subventions,
- La mise en place d'un outil de gestion dématérialisée du courrier,
- L'informatisation du Fonds de Solidarité pour le Logement,
- La mise en place de la Gestion Electronique des Documents pour la MDPH,
- La mise en place d'une plateforme pour la publication des marchés publics mutualisée avec d'autres collectivités alsacienne (dont la Région, le Département du Haut-Rhin, la CUS, etc.),
- La refonte de l'application de gestion des évaluations annuelles,
- L'enrichissement du Système d'Information Routier avec les Itinéraires Cyclables et les données localisées des Transports scolaires,
- L'intégration du Référentiel IG dans les applications de gestion du Département utilisant les périmètres géographiques,
- La révision et la mise en œuvre de la gouvernance du réseau des acteurs de l'IG au sein du Département.

La DSI assure l'évolution, le maintien et la sécurité de l'infrastructure technique du système d'information (postes de travail, périphériques, serveurs, connexions réseaux, téléphonie fixe et mobile) :

- La mise en œuvre du projet de raccordement des collèges à Internet, avec 60 collèges reliés à fin 2012 (projet IHDEAL),
- La mise en service du nouveau Datacenter de l'Hôtel du Département, visant un haut-niveau de performance énergétique,
- Le renouvellement du cœur de réseau, offrant une connectivité 10Gbps entre les serveurs,
- La mise en œuvre du Plan de Continuité d'Activité, assurant le fonctionnement des éléments stratégiques du système d'information 24 heures/24,
- Le dédoublement de l'infrastructure de stockage de données informatiques (SAN).

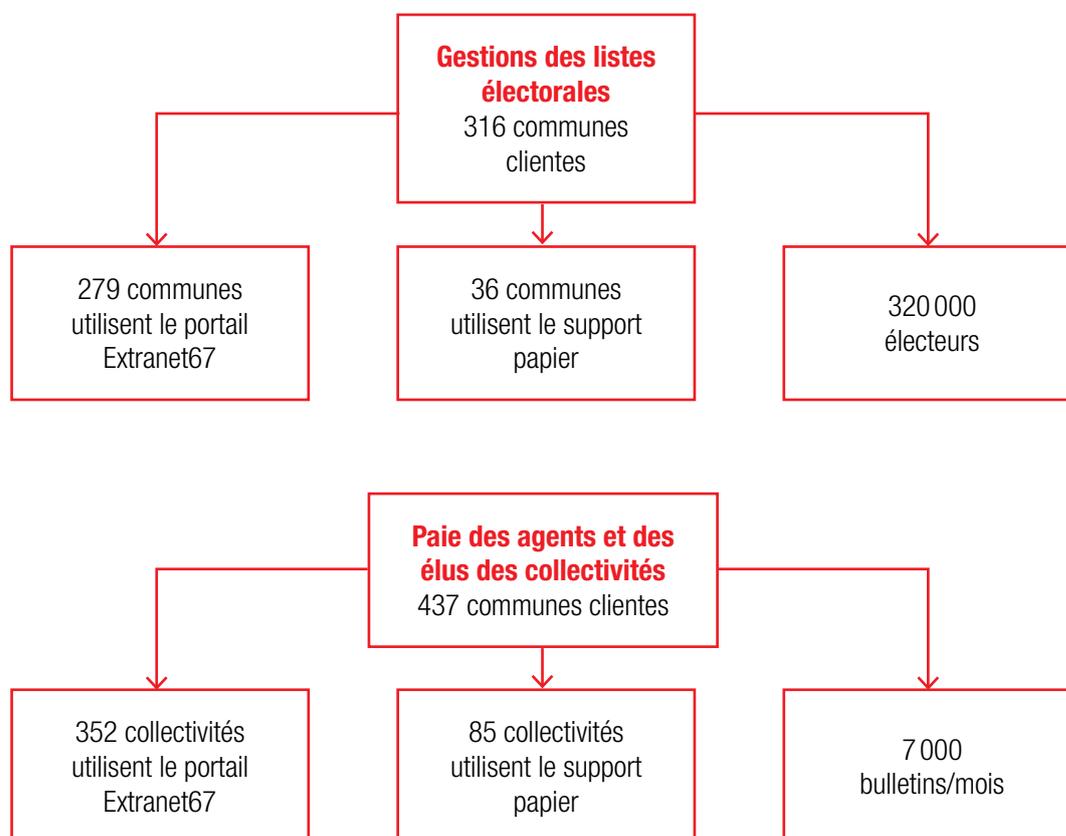


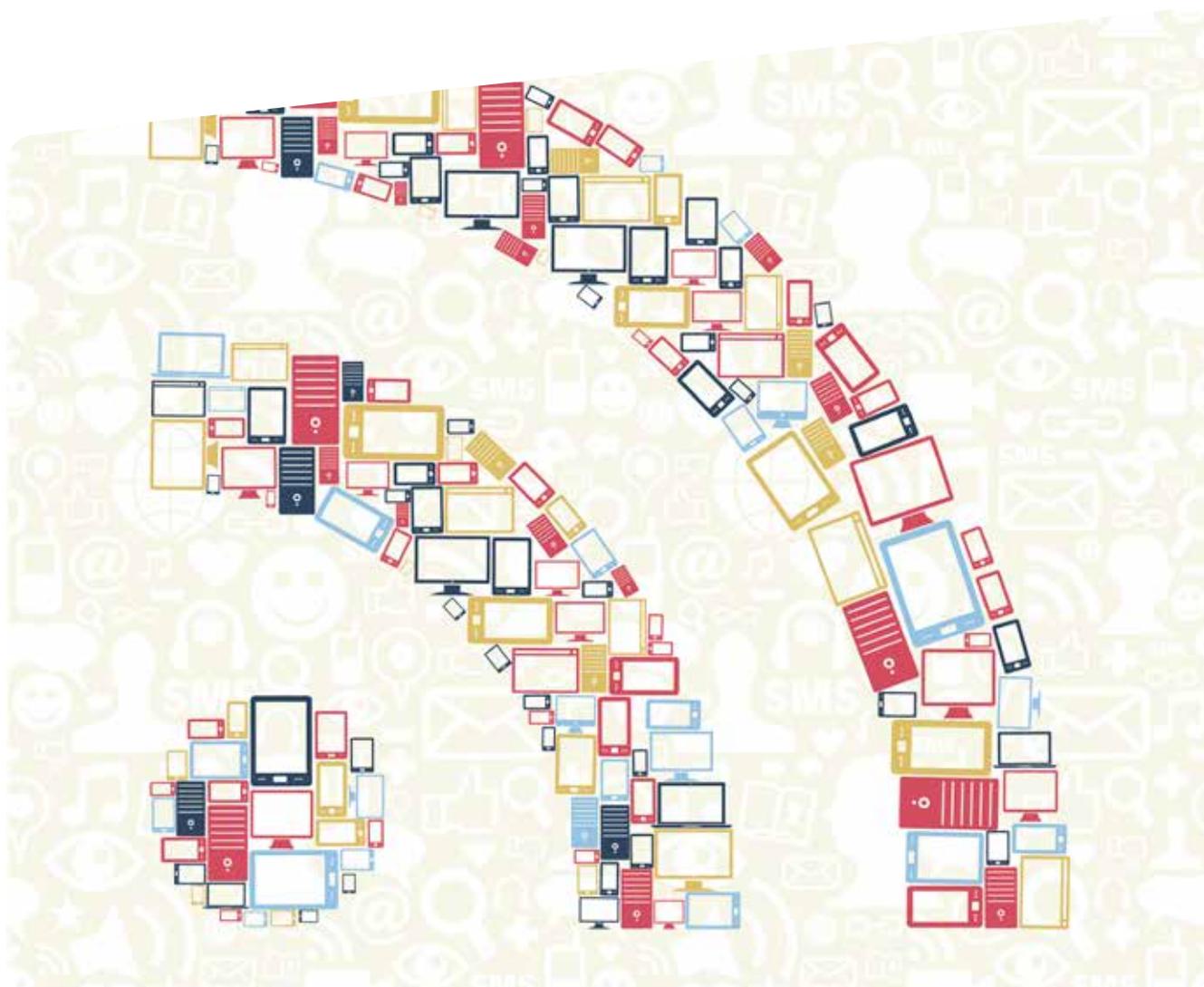


LES PRESTATIONS AUX COLLECTIVITES

Chiffres et actions menées :

- En 2012 : migration des collectivités utilisant l'Extranet67 vers le portail e-services.,
- En 2013 : révision des conventions encadrant les prestations aux collectivités, dématérialisation des échanges (abandon du bulletin de liaison au profit du portail e-services).





→ LES PROJETS 2013

- Poursuite de la mise en œuvre d'e-services comme le suivi des demandes MDPH et le déploiement des extranets avec les partenaires et prestataires,
- Mise en œuvre de la dématérialisation de la paie des Collectivités,
- Mise en ligne du nouveau site internet des Archives, de la BDBR et du Haut-Koenigsbourg,
- Déploiement de l'outil de suivi et de gestion dématérialisée du courrier,
- Dématérialisation de la chaîne comptable,
- Refonte du logiciel de PMI,
- Renouvellement de l'infrastructure de sauvegarde des données du système d'information,
- Renouvellement de l'infrastructure de cœur de réseau informatique sur le site de secours,
- Augmentation des débits d'interconnexion des collèges du département,
- Déploiement d'une nouvelle infrastructure de copieurs multifonctions, et mise en service de statistiques d'impressions personnalisées,
- Mise en conformité du SIG avec la directive Inspire, dans le cadre du projet partenarial de mise en œuvre de la géoplateforme régionale,
- Mise en œuvre d'un SIG Web adapté aux développements d'applications SIG orientées utilisateurs,
- Développement de la cartographie dynamique et interactive sur le web.





→ LES CHIFFRES CLÉS

- Réalisation de 96 prestations cartographiques
- Gestion de 3 000 postes de travail informatiques dont 39 % de portables et 806 téléphones mobiles,
- Près de 30 250 appels traités par le Service Assistance et Support (appels internes et prestations aux collectivités),
- 132 To de données qui représentent 182 millions de fichiers sauvegardés,
- Passation de manière dématérialisée de 97,8 % des marchés de la DSI.

FINANCES

→ LES MISSIONS

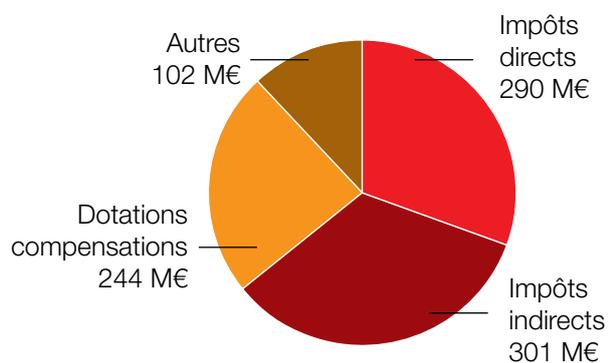
- APPORTER LES OUTILS NÉCESSAIRES À LA DÉFINITION DE LA STRATÉGIE FINANCIÈRE DU DÉPARTEMENT.
- ASSURER LES CONDITIONS DE LA PRÉPARATION DU BUDGET ET DU MAINTIEN DES GRANDS ÉQUILIBRES FINANCIERS DE LA COLLECTIVITÉ.
- GARANTIR LA CONFORMITÉ ET LA QUALITÉ DE L'EXÉCUTION DU BUDGET
- OPTIMISER LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRÉSORERIE

→ LES ACTIONS 2012

Les recettes

	2012	Tendance
Recettes de fonctionnement	937 M€	Hausse
Dont impôts directs	290 M€	Hausse
Dont impôts indirects	301 M€	Baisse
Dont dotations et compensations	244 M€	Hausse

Recettes de fonctionnement





LES RECETTES

Les recettes de fonctionnement sont structurées en deux principaux blocs :

- Les dotations de l'État : le produit s'établit à 244 M€. Malgré la baisse de la DGF (-0,60 M€) et des compensations fiscales (-0,60 M€) le montant des dotations d'État progresse par rapport à 2011 + 3,80 M€ du fait des derniers ajustements opérés sur les dotations de compensation de la taxe professionnelle
- Les recettes fiscales : composées du produit des impôts directs et indirects, elles représentent 591 M€ (contre 590 M€ en 2011).
 - fiscalité locale directe : le produit passe de 281 M€ à 290 M€. Cette augmentation résulte pour l'essentiel d'une progression de la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) de + 5,10 M€ entre 2011 et 2012, le produit de foncier bâti progressant quant à lui de + 1,70 M€, en raison de l'évolution des bases
 - fiscalité locale indirecte : le produit baisse de 8 M€ et s'établit à 301 M€. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution.

Au titre des hausses de produits, le Département bénéficie d'un abondement supplémentaire au titre du fonds de péréquation des droits de mutation (+0,10 M€), de la taxe sur les consommations finales d'électricité (+1 M€) et la taxe sur les conventions d'assurances (+5,50 M€).

Au titre des baisses, sont à signaler : les droits de mutation à titre onéreux (-3,60 M€) et surtout la taxe intérieure sur les produits pétroliers (-12 M€), du fait de l'ajustement à la baisse par l'État de la compensation définitive du RSA.

LES DÉPENSES

**Un niveau d'investissement élevé,
soutenu par des recettes exceptionnelles :**

Le débat d'orientations budgétaires du 25 octobre 2009 a acté l'objectif d'ajustement progressif du niveau de dépenses d'investissement du Département dans le cadre d'une programmation pluriannuelle des dépenses d'investissement opérationnelles (PPI) passant d'un niveau de 230 M€ (moyenne 2005-2010) à un niveau n'excédant pas 170 à 180 m € à l'horizon 2014.

Bénéficiant d'une recette exceptionnelle de 4,50 M€ (remboursement par le SDIS au Conseil général des avances accordées sur la période 2006-2011) et de la bonne tenue des droits de mutation (7 M€ au-dessus du niveau de recette anticipé), le Département a pu consentir un effort exceptionnel au profit de projets structurants, créateurs d'effet de levier pour le développement du territoire tels le TGV (18,80 M€), l'université et l'économie (10 M€). Après une baisse marquée à 208,90 M€ en 2011, les dépenses d'investissement de l'année atteignent en 2012 un montant (hors remboursement de la dette) de 222,20 M€.

Les dépenses d'investissement

	2010	2011	2012
Subventions d'équipement	98,40 M€	96,20 M€	108,50 M€
Dépenses de maîtrise d'ouvrage départementale	110,90 M€	102,20 M€	96,30 M€
Autres	13,00 M€	10,50 M€	17,40 M€
Total dépenses	222,30 M€	208,90 M€	222,20 M€

Les dépenses de maîtrise d'ouvrage s'établissent à 96,30 M€, principalement en faveur de la voirie départementale (46,30 M€) et en faveur des collèges (27,90 M€).

Les subventions d'équipement s'élèvent à 108,50 M€. Les principaux concours du Département en 2012 reflètent les priorités de notre collectivité en matière d'infrastructures ferroviaires pour 18,80 M€, de la gestion de l'eau pour 11,40 M€, de logement pour 11,3 m €, d'enseignement supérieur et de recherche à hauteur de 9,90 M€, d'activités sportives et de loisirs pour 8,20 M€.

Les autres dépenses d'investissement comprennent principalement les avances accordées par le Département aux entreprises, notamment au titre du dispositif Alsabail, soit un total de 17,40 M€ en 2012.



Des dépenses de fonctionnement toujours impactées par la progression des dépenses sociales:

Les dépenses de fonctionnement s'établissent à 794 M€, soit une progression limitée à + 3,6 % en 2012 qui est la traduction de l'ensemble des mesures de maîtrise engagées par le Département depuis 2008.

Les dépenses sociales restent le cœur des interventions du Département: elles représentent désormais 473,40 M€, soit 59,7 % des dépenses de fonctionnement du Département. Parmi les politiques sociales, ce sont les dépenses en faveur des personnes handicapées qui progressent le plus en 2012: elles s'élèvent à 102,40 M€ en 2012, soit une progression de +5 % (cette progression est toutefois en baisse par rapport à 2011 où cette dernière s'était élevée à 11,9 %). Les dépenses en faveur de l'enfance et de la famille (+4,87 %: l'arrivée massive de mineurs isolés étrangers explique notamment cette évolution), des personnes âgées (+ 4,75 %) et en situation de précarité (+4,37 %) progressent à des rythmes sensiblement voisins en 2012.

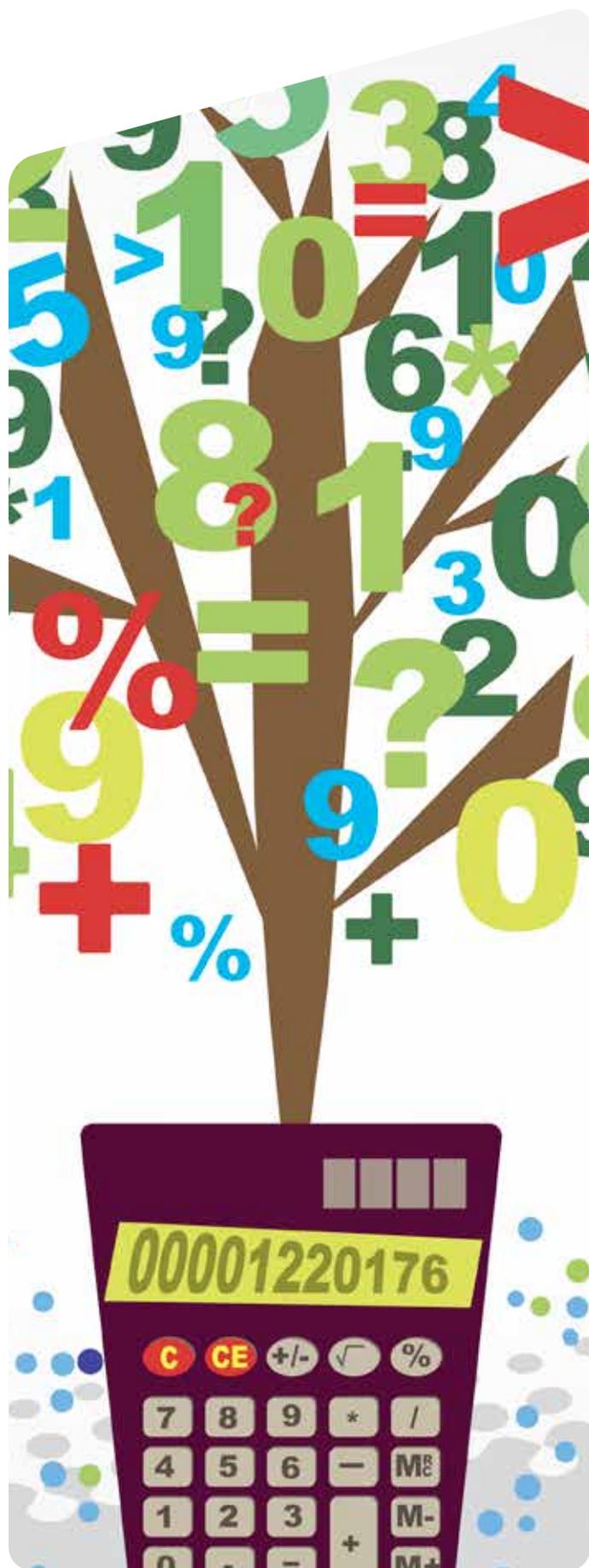
Les dépenses de personnel du Département s'élèvent à 131,40 M€ en 2012 (contre 129,10 M€ en 2011), soit une progression limitée à + 1,7 %. Au sein de cette évolution, il convient de distinguer les dépenses de personnel en faveur des assistants familiaux (+7,6 %) des autres postes de personnels (+ 0,7 %). Cette dernière évolution témoigne de la maîtrise des dépenses de personnel par le Département malgré les mesures réglementaires à impact financier (réforme de la catégorie B).

En matière de transports, la progression est de 6,1 %. Cette progression s'explique notamment par la hausse de la TVA en 2012 (+ 1,5 points à 7 %), par les révisions de prix mécaniques des marchés de transport qui intègrent le coût du gazole. La gestion active de la dette mise en œuvre par le Département permet de limiter la progression des frais financiers de la collectivité dans un contexte de renchérissement de l'accès à la liquidité bancaire.

LA GESTION FINANCIÈRE

L'autofinancement du Département s'élève à 142 M€ (contre 149 M€ en 2011). Cette baisse de l'autofinancement est limitée. Elle témoigne d'une part de la bonne maîtrise des dépenses de fonctionnement et d'une bonne tenue des recettes malgré un environnement a priori défavorable des recettes.

Le stock de dette du Conseil Général s'établit à 632 M€ fin 2012, ce qui permet de limiter la progression du ratio de désendettement de la collectivité (stock de dette rapporté à l'autofinancement) à 4,4 ans, soit un bon niveau pour le Département.



COMMUNICATION

→ LES MISSIONS

LA DIRECTION DE LA COMMUNICATION INFORME LES BAS-RHINOIS SUR L'OFFRE DE SERVICES PROPOSÉE À LA POPULATION ET SUR LE RÔLE ET LE FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITÉ.

LA MISSION DU SERVICE DE LA COMMUNICATION EXTERNE EST DE COMMUNIQUER SUR LES POLITIQUES MISES EN OEUVRE PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL ET D'ACCOMPAGNER LES DIRECTIONS DANS LEURS ACTIONS DE COMMUNICATION. LE SERVICE DE LA COMMUNICATION INTERNE S'ADRESSE QUANT À LUI AUX AGENTS DU CONSEIL GÉNÉRAL AFIN DE LES INFORMER SUR LES ACTIONS PORTÉES PAR LES DIFFÉRENTS PÔLES ET SUR LES ORIENTATIONS DE L'ADMINISTRATION. SON BUT EST AUSSI DE CONTRIBUER À L'AMBIANCE DE TRAVAIL PAR DES ÉVÈNEMENTS FÉDÉRATEURS.

L'ANNÉE 2012 a été marquée par

DES ÉVÈNEMENTS DE COMMUNICATION EXTERNE :

- > Les vœux aux institutionnels le 6 Janvier
- > 4 grandes semaines sociales :
 - la semaine départementale du handicap, du 10 au 18 avril
 - la semaine maladie d'Alzheimer en septembre,
 - la semaine départementale de l'insertion, 9 au 17 novembre,
 - la semaine départementale de l'enfance et de la famille en décembre.
- > La fête du sport, au Rhénus, en mai.
- > 4 fêtes du vélo, tous les week-ends de juin dans les 4 territoires avec la distribution des nouvelles cartes des itinéraires cyclables.
- > L'opération « les djeunes dans le 67 /engagement de la jeunesse », début juin.
- > La fête de la musique, à Strasbourg, Sélestat, Haguenau et Brumath, le 21 juin.
- > La foire européenne de Strasbourg, du 7 au 17 septembre.
- > Les journées du patrimoine, les 15-16 septembre au laboratoire d'analyses départemental et aux archives.
- > Le rallye de France-Alsace, du 5 au 7 octobre.
- > Le 2^e congrès national des départements Acteurs de l'Habitat, début novembre.
- > Les trophées des sports, fin novembre.
- > Des tchats vidéo retransmis en direct sur Bas-rhin.fr : vélo, habitat, insertion, handicap, enfance, violences faites aux femmes, jeunesse
- > Des expositions : La grande expo de l'été : Le Monde merveilleux des déchets recyclés, l'exposition de Noël « ça sent le sapin », la « black box » dans le cadre de la semaine sur le handicap



ET DE COMMUNICATION INTERNE :

- > Vœux du Nouvel An 2012
Plus de 1 800 agents se sont donnés rendez-vous au Palais de la Musique et des Congrès à Strasbourg pour une cérémonie aux accents « so british », en l'honneur aux Jeux olympiques à Londres.
- > Une exposition Femmes sur leur 67, avec les agentes du Conseil Général à l'occasion de la journée de la femme
- > Des actions de sensibilisation sur le développement durable en interne : Du 2 au 5 avril. Des animations variées ont été organisées à l'hôtel du Département, Passerelle67, au Vaisseau et au Haut-Koenigsbourg. Dégustation de produits locaux, conseils énergétiques pour votre logement...
Le mercredi 4 avril : contrôle technique gratuit à l'Hôtel du Département (matin) et Passerelle 67 (après-midi).
- > Courses de Strasbourg Europe le 13 mai 2012 – 122 participants (agents et leur famille) ont participé aux courses de Strasbourg.
- > Convention du personnel
Le 8 juin 2012 à partir de 13h30 – Zénith de Strasbourg
Plus de 800 personnes – 20 équipes
2^{èmes} Olympiades du CG. Surprises et challenges autour de différentes thématiques : notre histoire collective, le Département aujourd'hui, 2030 Odyssée de l'audace, construisons l'avenir ensemble, mieux s'organiser sur notre territoire pour plus de proximité.
Objectifs :
 - Faire connaître l'historique et les orientations futures du Conseil Général du Bas-Rhin aux agents d'une manière ludique.
 - Développer la cohésion d'équipe, l'esprit d'appartenance à la collectivité.
 - Créer une ambiance joyeuse et conviviale pour que l'esprit de fête et d'émulation soit partagé et apprécié de tous.Et une grande innovation : le 67'Express
Une véritable aventure humaine et d'esprit d'équipe en binôme à travers les 7 territoires du Conseil Général du Bas-Rhin.
 - 80 participants soit 2 membres par équipes (à définir lors des inscriptions), qui s'affronteront en toute convivialité à travers tout le Bas-Rhin.
 - Départ le 7 juin à 17h de HDD, retour le 8 juin pour l'ouverture des Olympiades au Zénith de Strasbourg.

- > Une action de solidarité :
Collecte de jouets en Novembre 2012 en partenariat avec l'association d'insertion Carijou.
Une collecte en interne et en externe. 50m3 de jouets récoltés.
Une opération initiée dans le cadre de l'Agenda 21 du Département.
- > Fête de Noël des enfants le 16 décembre au Vaisseau
2 séances : de 10h à 13h et de 15h à 18h.
Près de 1000 personnes le matin, environ 700 l'après-midi
L'ambiance de la fête foraine était au rendez-vous : carrousel, château gonflable, stand de fléchettes, crève-ballons, roue du Père Noël, pêche aux canards, ballooneurs et maquillage.
Le spectacle « L'énigme de Noël » et des tours de magie ont ponctué la journée.

ET AUSSI...

Une nouvelle maquette et un contenu rénové pour le magazine Tout le Bas-Rhin et pour le magazine interne Équipage.
Le flash info rebaptisé 67 express.
Des « focus group » sur les outils de communication interne.
Enquêtes qualitatives sur les outils, supports et événementiels interne (Convention du personnel, vœux du personnel, équipage, flash info, Iris).

Et au plan fonctionnel, une réorganisation administrative de la direction de la communication.



TERRITOIRES

→ LES MISSIONS

LES DÉLÉGUÉS DE MAISON DU CONSEIL GÉNÉRAL (DMCG) ANIMENT ET DÉVELOPPENT UNE RELATION FONCTIONNELLE AVEC LES AUTRES CADRES DU TERRITOIRE. ILS CONSTRUISENT ET ANIMENT LES RÉSEAUX DE PARTENAIRES LOCAUX, DÉFINISSENT UNE STRATÉGIE D'ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITÉS ET CONDUISENT AVEC LES CONSEILLERS GÉNÉRAUX LES NÉGOCIATIONS DES CONTRATS DE TERRITOIRE. ILS GARANTISSENT LA PRISE EN COMPTE DES RÉALITÉS DU TERRAIN DANS LA CONCEPTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET PILOTENT LES COMMISSIONS TERRITORIALES.

→ LES ACTIONS 2012

ÉTUDE TERRITO

L'année 2012 a été marquée par la remise à plat des missions de la territorialisation et des liens central/territoires. Une étude menée par la Mapi a permis de dresser le bilan de la territorialisation et de proposer plusieurs scénarios d'organisation.

Les DMCG ont participé au comité de pilotage de l'étude avec les membres du CODG.

Délibération du CG en juin 2012 actant la nouvelle organisation

Recrutement des délégués en octobre 2012

Nomination des référents en octobre 2012

Prises de poste des équipes d'animation territoriale en janvier 2013

À noter : le nombre de territoires reste le même, sept.

Mais certains DDG et référents territoriaux de pôle sont en charge de deux territoires (Haguenau-Wissembourg et CUS-Strasbourg).

ANIMATIONS RÉSEAUX LOCAUX DES PARTENAIRES

autour de sujets variés en fonction de l'actualité des territoires (SDTAN, nouvelle génération de contrat de territoire, transport, insertion, ...) avec en 2012 la mise en place d'un réseau spécifique des DGS des bourgs.

Haguenau-Wissembourg : 4 réunions

Saverne : 6 réunions

Molsheim : 2 réunions

CUS : 1 réunion

Sélestat : aucune

ÉVÈNEMENT DÉPARTEMENTAL DES ACTEURS DU TERRITOIRE EN NOVEMBRE

définition du programme des ateliers, mobilisation des intervenants et animation des ateliers le jour J.

COMMISSIONS TERRITORIALES

Composées des conseillers généraux du territoire, elles se réunissent selon une fréquence de 6 à 8 semaines selon un ordre du jour constitué de propositions des pôles et des territoires.

Haguenau-Wissembourg : 4 réunions

Saverne : 5 réunions

Molsheim : 7 réunions

CUS : 5 réunions

Sélestat : 4 réunions

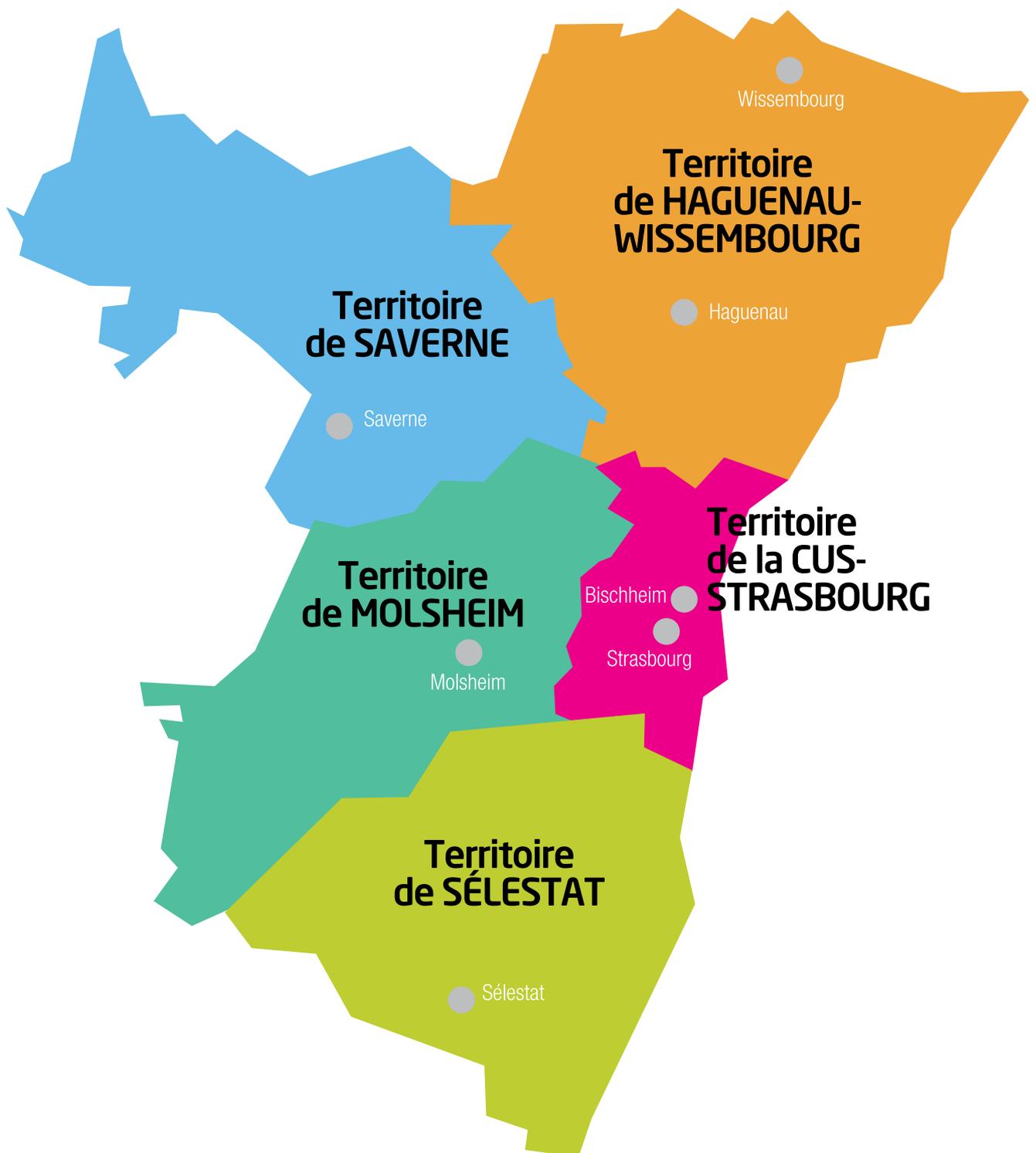
L'actualité 2012 a été marquée par la refonte du réseau 67 et l'implication des commissions territoriales à toutes les étapes de la démarche.

1 CONFÉRENCE TERRITORIALE DU PRÉSIDENT

avec les maires du territoire en mai-juin portant sur le budget 2012, le SDTAN, la nouvelle génération des contrats de territoire et la territorialisation de la politique de l'habitat

AUTRES

- Négociation des révisions et actualisations des contrats de territoire en lien avec les chargés de contrat et les conseillers généraux pilotes.
- Réunions d'information par Communauté de Communes pour la mise en œuvre du SDTAN et le programme de déploiement de la fibre
- Réunions de concertations avec les élus locaux sur la refonte du Réseau 67
- Implication dans la mise en œuvre des premières fêtes du vélo en lien avec la DIRCOM et les services du PAT.



INFO



CONSEIL GÉNÉRAL DU BAS-RHIN
HÔTEL DU DÉPARTEMENT
Place du Quartier Blanc/67 964 STRASBOURG CEDEX 9
Tél. : **03 88 76 67 67**/Fax : **03 88 76 67 97**

www.bas-rhin.fr